L'hebdo des socialistes

N°668-669 (NUMÉRO DOUBLE)
DU 10 AU 16 NOVEMBRE 2012

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Olivier Faure • CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat • RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO • Mathieu Delmestre • Philippe Grangeaud • Rémi Désert • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 180 000 exemplaires

Actes du congrès de Toulouse
RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS

Tous ensemble réussir le changement

17 novembre

▶ *Conseil national*

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

Discours d'Harlem Désir, Premier secrétaire

Harlem Désir

« Chers amis, chers camarades, je veux d'abord vous dire mon plaisir que nous ayons tenu ce congrès ici, à Toulouse. Je faisais remarquer il y a quelques semaines, ici même, que les congrès socialistes à Toulouse, c'est un peu comme les boucliers de Brennus pour le stade toulousain, c'est presque une habitude.

Toulouse a été la capitale du mouvement socialiste en 1908, 1928, 1934, 1957, 1985, et maintenant 2012. Eh bien, je souhaite vous dire, au nom de tous les camarades, que c'est toujours un plaisir de revenir ici à Toulouse, aux sources du socialisme.

Car pour nous, Toulouse n'est pas une ville comme les autres. C'est ici que s'achèvent les grandes campagnes et que commencent les belles victoires. C'est ici que François Hollande, comme François Mitterrand avant lui, a achevé sa campagne présidentielle le 3 mai sur la place du Capitole. Il est donc naturel que nous nous soyons donnés rendez-vous ici à Toulouse pour célébrer cette belle victoire pour les socialistes et surtout cette belle victoire pour la France. Cette victoire a été celle de l'unité des socialistes, comme ce congrès est celui de l'unité des socialistes. Et je veux vous demander de saluer chaleureusement deux artisans de notre unité, qui sont toujours au premier rang lorsqu'il s'agit de servir l'intérêt général, notre Premier ministre Jean-Marc Ayrault, et la Première secrétaire à qui j'ai l'honneur de succéder, Martine Aubry. Merci à vous, Jean-Marc et Martine.
Merci aussi à Emmanuel Maurel, qui a fait vivre la diversité, la liberté de nos débats dans ce congrès, comme aux camarades des autres motions. Et merci aux militants du Parti socialiste, qui m'ont accordé leur confiance. Je l'accueille avec humilité, je dois vous dire que je n'éprouve jamais autant de fierté que lorsque je vois les socialistes réunis, totalement unis au service de la France, et je n'éprouve jamais autant de bonheur que lorsque nous partageons cette camaraderie, cette fraternité militante forgées dans les épreuves comme dans les conquêtes. Cet esprit collectif, cette tradition de solidarité et de partage, les socialistes du Sud-Ouest y ont toujours fait honneur. Et ils la perpétuent aujourd'hui en accueillant notre congrès ici à Toulouse, je veux remercier, je vous demande de les saluer comme ils le méritent, les militants et les permanents de la fédération de Haute-Garonne et de toutes les sections et fédérations de Midi-Pyrénées.

Merci aussi aux permanents du siège national et des fédérations qui sont la cheville ouvrière de toutes nos actions et de tous nos combats. Et merci à ceux qui répondent toujours présents, et dont l'énergie sans limite est si communicative, merci aux jeunes socialistes et à leur président Thierry Marchal-Beck d'être ici et d'avoir accompagné François Hollande dans chacun de ses meetings pendant la campagne présidentielle.

Merci enfin à ceux qui nous honorent de leur présence, et qui parfois viennent de loin. Salut à vous, camarades des délégations étrangères, et je voudrais particulièrement saluer Ousmane Tanor Dieng, président du Parti socialiste du Sénégal, qui a accueilli François Hollande il y a quelques semaines à Dakar, et mon ami Antonio Costa, le maire de Lisbonne, haute figure du socialisme portugais.

Chers camarades, pour repartir vers de nouveaux horizons, après les formidables victoires de mai et de juin, il nous fallait revenir à Toulouse car Toulouse n'est pas seulement le berceau du socialisme, elle est la source de notre réformisme ancré à gauche. Ici, est né le socialisme du réel, le socialisme de Jaurès qui savait que c'était à la chambre des députés qu'il représenterait le mieux les mineurs de Carmaux. Le socialisme de Vincent Auriol, notre premier président socialiste de la République. Le socialisme de Lionel Jospin, ce pacte entre l'efficacité économique et la justice sociale qui nous a rendu si fiers, ici, c'est le socialisme concret que Pierre Cohen, Martin Malvy, Pierre Izard et Kader Arif font plus que jamais vivre aujourd'hui.

C'est sous le signe de ce socialisme du réel, au service des Français, que je veux placer notre congrès et notre action. Hier, première force de l'opposition, aujourd'hui, première force de la majorité, nous sommes entrés dans le temps exigeant et exaltant des responsabilités. Le changement est en marche, il est lancé, il est concret, et je veux le dire solennellement en votre nom, le Parti socialiste est fier de ce qui a déjà été accompli en six mois et des engagements tenus par notre gouvernement.

La retraite à 60 ans, pour ceux qui ont commencé à travailler très jeunes, les 150 000 emplois d'avenir qui vont commencer à voir le jour, les classes réouvertes à la rentrée et les 40 000 postes qui seront créés dès l'année prochaine dans l'Éducation nationale, la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, le blocage des loyers, l'augmentation du Smic, une nouvelle justice fiscale qui taxe les revenus du capital au même niveau que ceux du travail, un budget de combat contre l'endettement abyssal que nous a laissé la droite, le soutien à l'emploi et aux petites et moyennes entreprises avec la création de la banque publique d'investissement, la réduction du train de vie de l'État, avec pour commencer la baisse du traitement du président et des ministres, le refus des gaz de schiste, le remboursement à 100 % de l'IVG et la prise en charge gratuite de la contraception pour les lycéennes et les jeunes filles, le retrait des groupes d'Afghanistan. La liste est longue et elle va s'allonger encore dans les semaines qui viennent.

Notre détermination gêne nos adversaires. Eh bien, il faut qu'ils le sachent, oui, nous nous battrons pour l'application des 60 engagements du président de la République parce que c'est le choix des Français, parce que c'est notre devoir, parce que c'est notre responsabilité vis-à-vis des Français.

Et je le dis, nous nous battrons avec détermination, nous nous battrons pour tous ces engagements, même s'il nous faut convaincre et convaincre encore face à une droite qui, elle, ment encore et toujours. Car comme toujours, quand la gauche est au pouvoir, elle est confrontée à des forces qui refusent le changement, à des intérêts puissants qui, faute d'avoir pu empêcher l'alternance, tentent aujourd'hui de l'entraver. Oui, il y a dans notre pays un nouveau Mur du privilège et de la rente, comme l'on parlait hier du Mur de l'argent, dressé pour faire obstacle à notre politique de justice sociale. Un nouveau Mur du privilège et de l'argent-roi, dressé par ceux qui spéculent au lieu de créer, ceux qui s'exilent au lieu d'être patriotes, ceux qui veulent profiter encore et encore des inégalités qui ont explosé sous la droite dans notre pays.

Eh bien, je veux être clair, avec Jean-Marc Ayrault, ce nouveau Mur des privilèges et de la rente, nous, socialistes, nous allons l'abattre car c'est la volonté exprimée par les Français le 6 mai. Nous allons

tenir bon, nous ne cèderons à aucun ultimatum, nous allons tenir le cap car c'est notre devoir.

Nous ne laisserons pas cette droite revancharde qui n'a tiré aucune leçon de sa défaite, qui n'accepte pas le vote souverain du 6 mai, nous donner des leçons, cette droite qui essaie d'abîmer nos grandes réformes par ses petites polémiques. Leur seul projet, c'est le sarkozysme en pire. D'ailleurs, il essaient de faire croire à une nostalgie Sarkozy, mais de quoi les Français devraient-ils être nostalgiques ? Du yacht de monsieur Bolloré ou de celui de monsieur Takieddine ? Du soutien à Ben Ali ou de la tente de Kadhafi dressée dans les palais officiels, au cœur de Paris ? Des interviews dans *Minute* de Nadine Morano ou des Auvergnats de Brice Hortefeux ? Du paquet fiscal ou de la TVA sociale ?

La nostalgie Sarkozy, personne ne l'éprouve, et surtout pas monsieur Fillon et monsieur Copé, en réalité. Jeudi soir, les Français les ont vus dans cet espèce de mauvais match, entre, à ma droite, très à droite, monsieur Fillon, et à ma droite, plus à droite encore, monsieur Copé ; bref, un sale duel de réactionnaires. J'ai l'impression qu'à chaque fois que monsieur Fillon fait une proposition, il déchire une page du code du travail. Sa dernière trouvaille : rien de moins qu'oublier purement et simplement la durée légale du travail. Quant à monsieur Copé, monsieur Fillon est peut-être sur le point de lui voler son pain au chocolat, mais ce n'est pas une raison pour empoisonner toute la France en jouant sur les peurs, les amalgames, les préjugés. Ce n'est pas une raison pour courir se réfugier dans les jupes de madame Le Pen. La France n'a pas besoin de division et de haine, mais de justice et de fraternité, c'est-à-dire de République.

Finalement, leur seul point commun, c'est la morgue, l'arrogance, le mépris de classe. Ils sont ulcérés parce que François Hollande a commis à leurs yeux une faute grave : il a osé respecter l'esprit même de la démocratie, il a osé confier les plus hautes responsabilités de l'État à un homme du peuple, à un homme droit, à un homme ouvert au dialogue, à un homme qui vient de la France réelle, un homme exigeant comme le sont les professeurs qui ont bâti la République.

Jean-Marc, la droite t'attaque parce que tu es un honnête homme, comme l'a dit Martine hier, un vrai militant qui a la justice sociale chevillée au corps et un grand Premier ministre de gauche. Eh bien nous, c'est pour toutes ces raisons que nous te soutenons, et je te le dis : tu peux compter sur le soutien de chaque militant du Parti socialiste.

Chers camarades, face à la vieille droite, à la droite d'hier, nous allons bâtir ensemble la gauche de demain car c'est aussi cela la question qui nous était posée dans ce congrès : quel est le rôle du Parti socialiste quand la gauche est au pouvoir ? Le rôle du Parti socialiste est d'être non seulement solidaire et rassemblé mais aussi inventif et ambitieux pour proposer et innover. Notre feuille de route est claire, notre parti doit être le garant des 60 engagements présidentiels, mais aussi le moteur du changement dans la société. L'exigence d'un parti qui soutient sans faille le gouvernement va de pair avec celle de son autonomie, de sa liberté de débat et de proposition. Le parti sera totalement mobilisé pour soutenir l'action du gouvernement mais il est aussi le lieu du débat pour penser l'avenir et préparer les réformes futures.

C'est dans la crise que les Français nous ont choisis et qu'ils ont élu François Hollande à la présidence de la République. Le rôle du Parti socialiste est de s'adresser à ceux qui, à cause de la crise, ne croient plus en la France, en notre dynamisme économique, en notre modèle social. À ces familles qui vivent dans la peur du lendemain, à ces jeunes pour qui l'avenir n'est plus une promesse mais une menace, à ces travailleurs pour qui le travail n'est plus un droit mais une angoisse, celle de ne plus en avoir, à ces salariés qui courent de temps partiels en emplois précaires sans arriver à boucler leurs fins de mois, à ces retraités qui, après une vie de labeur, ne savent plus comment payer le fioul pour se chauffer l'hiver. Le devoir de la gauche, c'est de leur redonner l'espérance, *"une espérance lucide, conquise"* comme disait Césaire. Nous avons la lourde charge de répondre aux impatiences, aux colères parfois, mais nous avons aussi la responsabilité de dire que le changement, contrairement à ce que d'autres ont voulu faire croire dans un passé récent, cela ne va pas à la vitesse d'un SMS, cela ne se fait pas d'un coup de menton ; le changement, c'est

à la fois répondre à l'urgence, et le gouvernement l'a fait dès le premier jour de son entrée en fonction, mais c'est aussi préparer de grandes réformes de progrès pour la société, l'économie, la démocratie.

Pour cela, je crois que notre parti doit proposer des réponses à quatre grandes questions. D'abord, nous devons inventer un nouveau modèle économique pour l'après-crise, c'est cela qui est au cœur du nouveau modèle français dont Jean-Marc Ayrault nous a parlé hier. Pour cela, il y a une urgence, c'est le désendettement car c'est la condition même de notre indépendance économique. Cette dette abyssale, elle est l'œuvre de la droite et de ses cadeaux fiscaux irresponsables. Par cet endettement, la droite a mis en péril notre souveraineté. Aujourd'hui, réduire la dette, c'est retrouver nos marges de manœuvre pour agir, servir nos priorités et refuser d'être dans les mains des marchés.

Vous me direz, les banques sont parfois étranges. Regardez, il y a même une banque brésilienne prête à payer des centaines de milliers de dollars à Nicolas Sarkozy pour des conférences sur l'économie. Sur l'économie. Avec son bilan. Autant jeter directement leur argent par les fenêtres, c'est un placement moins risqué. Enfin non, qu'ils le gardent, loin, là-bas, parce que la dernière fois qu'il a appliqué ses idées en France, cela nous a coûté 600 milliards d'euros, et les Français payent encore la facture.

C'est pourquoi nous n'avons aucune leçon à recevoir de la droite. La droite, ce sont ces 600 milliards de dette en cinq ans, les comptes sociaux plombés, nous, nous les avions remis à l'équilibre. 70 milliards de déficit du commerce extérieur, quand nous gouvernions, il était excédentaire. Et surtout, plus d'un million de chômeurs supplémentaires en cinq ans. Le rôle du Parti socialiste, c'est de tout faire pour sortir la France et l'Europe de la crise. Mais la crise que nous traversons n'est pas une simple crise de conjoncture, c'est une crise de système, celle d'un modèle à bout de souffle, celle d'un capitalisme financier qui creuse les inégalités, qui spécule contre les États, qui épuise les ressources de la planète.

Notre rôle, c'est donc d'inventer le modèle économique, social et écologique de l'après-crise. Et notre objectif premier, c'est l'emploi, l'emploi, l'emploi, comme le dit Martine. Nous sommes le parti du travail et nous ne recréerons de l'emploi qu'avec une croissance durable. Nous créerons ces emplois et cette croissance avec l'innovation, avec la formation, avec l'éducation.

Alors, notre priorité, c'est l'école, car c'est la base de tout, de l'égalité et de l'émancipation de chacun, mais aussi du progrès pour toute la société. Oui, nous allons soutenir avec force et avec fierté la priorité budgétaire à l'éducation ; c'est un engagement de François Hollande, la création de 40 000 postes dès l'an prochain à l'Éducation nationale, et la refondation de l'école engagée par Vincent Peillon. Le respect de l'école de la République, de ses maîtres, de ses enfants, de ses valeurs, c'est cela la gauche.

Notre priorité, c'est aussi la recherche et l'innovation. Non seulement pour préparer la croissance et les emplois de demain, mais aussi parce que nous croyons que la connaissance, l'intelligence éclairent la société. Je le dit ici, dans cette grande ville de recherche et en pensant au Prix Nobel Serge Haroche, qui fait l'éloge de "la curiosité pure" : la recherche fondamentale, le soutien à la science et à l'Université, ce n'est pas simplement un atout économique, c'est un acte de civilisation.

La priorité, c'est aussi la réindustrialisation car il n'y a pas d'économie durable et de relance de l'emploi sans une industrie forte en France. Arnaud Montebourg y met toute son énergie, nous en sommes fiers. Et je veux dire notre solidarité la plus totale aux ouvriers de Sanofi et de Pilpa, qui se sont exprimés dans notre congrès hier, et que nous avons été honorés d'accueillir. Mais aussi à ceux de Florange, de Technicolor, de Thomson, et à ceux de PSA, qui comme tant d'autres, ont été trahis par la droite et par ses mensonges. Mensonges aujourd'hui avoués par François Fillon lui-même.

La priorité, c'est aussi l'écologie. Non seulement la préservation de notre environnement, mais l'émergence de nouvelles façons de produire, de consommer, de bâtir, ce sera un formidable gisement d'emplois. L'économie sociale, écologique, celle que nous voulons développer, c'est répondre aux besoins des hommes et respecter notre environnement. La transition écologique de notre économie permettra la création de centaines de milliers de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables, les transports, les logements, l'agriculture durable. Oui, nous, nous croyons que l'État peut agir en stratège, comme ce fut le cas ici avec Airbus. C'est pourquoi François Hollande a proposé la création de la banque publique d'investissement qui est aujourd'hui lancée par Pierre Moscovici, avec laquelle nous allons disposer d'un outil pour financer des projets ambitieux et accompagner le développement des initiatives les plus prometteuses. Oui, nous, nous voulons soutenir les entrepreneurs de l'économie réelle, les petites et moyennes entreprises, les innovateurs, les créateurs qui veulent travailler et se développer en France plutôt que les fonds financiers qui ne cherchent que profits rapides et rapaces.

Nous vivons dans une économie ouverte. Nous commerçons avec le monde entier mais il n'y a pas de fatalité à accepter une France qui décroche dans une mondialisation sans règle. Nous pouvons être plus forts, plus innovants, plus compétitifs, sans nous aligner sur le moins-disant social et la précarité généralisée. Dans la mondialisation, nous ne faisons pas la course vers le bas, nous devons à la fois redonner toute sa place, toute sa puissance à notre économie dans le monde et nous battre pour le juste échange, pour des règles internationales qui respectent les droits des travailleurs et l'environnement. Et nous devons jouer, surtout, sur nos atouts, notre niveau de formation, nos services publics, nos infrastructures, notre protection sociale, notre tradition industrielle, nos ingénieurs, nos chercheurs, c'est cela qui est au cœur du nouveau modèle français. Ce qui est en cause ici, camarades, c'est notre idée du progrès, et le rôle de la France et sa puissance. Les socialistes, je le dis, ne croient pas à la décroissance, ils croient au progrès social et écologique. Le progrès, c'est croire dans le génie humain. À quelques kilomètres d'ici, dans son discours au lycée d'Albi, Jaurès disait au début du siècle dernier : *"On se condamne soi-même à ne pas comprendre l'humanité si on n'a pas le sens de sa grandeur et le pressentiment de ses destinées incomparables."*

Notre politique économique est en rupture avec les politiques libérales et d'austérité qui ont échoué partout, elle est résolument à gauche, elle est fondée sur la justice sociale, sur la redistribution, elle assume l'intervention publique. Mais je voudrais insister, notre vision économique est offensive, et non défensive. Elle doit permettre à notre pays et à son économie de retrouver sa force et ses positions dans le monde. Et c'est pourquoi il ne s'agit pas d'administrer un choc destructeur mais d'avoir une stratégie durable pour la compétitivité. Moi, je crois à la volonté politique, au pouvoir du politique sur l'économie. Souvenez-vous, il y a une dizaine d'années, quand nous défendions la taxe Tobin, on nous traitait d'utopistes, aujourd'hui tout le monde sait qu'elle est indispensable.

Le courage politique, c'est de réformer avec détermination, mais sans brutaliser, réformer l'État, repenser la solidarité et notre système social pour en assurer l'avenir, pour continuer à concilier efficacité et justice sociale, et même pour mettre l'efficacité économique au service de la justice sociale. Au-delà du

redressement nécessaire qui est engagé, nous sommes le parti qui se bat pour la réussite de la France. Notre peuple a de magnifiques atouts. Notre rêve pour la France, ce n'est plus la France de Dunkerque à Tamanrasset, c'est la France qui ne renoncera jamais à être grande et forte dans la mondialisation, grâce aux talents de tous ses enfants. La France aujourd'hui, elle est l'héritière de Victor Hugo, de Marie Curie, comme de Picasso, mais elle s'écrit avec Marie N'Diaye, elle s'indigne avec Stéphane Hessel, elle rit avec Gad Elmaleh, elle vibre pour Noah et Zidane.

Dans la compétition mondiale, nous devons rassembler toutes les énergies, toutes les forces de cette nouvelle France. Nous allons sortir la France de la crise, inverser la courbe du chômage, mais aucune sortie de crise n'est possible pour notre pays si nous ne sommes pas totalement unis, nous Français, mais aussi nous Européens.

Et c'est la deuxième grande question : l'Europe. Dans la compétition mondiale l'avenir de la France, c'est l'Europe. Vous le savez, l'Europe est un des grands engagements de ma vie. Lorsque j'ai rencontré l'ancien président Lula l'an dernier à Paris, il m'a dit que chez lui, au Brésil, comme dans le monde entier, l'Europe était un modèle, une référence historique et politique. Il m'a dit aussi sa grande tristesse de voir l'Europe s'enfoncer dans la crise. L'Union européenne est la plus grande union démocratique de peuples, de langues et de cultures, mais elle est en danger par manque de volonté, par perte de l'esprit européen, par le triomphe des idéologies conservatrices et libérales, qui encouragent les replis nationaux, et coupe l'Europe de ses peuples en la réduisant à un marché ou à des politiques d'austérité. Cela, c'est le bilan de dix ans de domination des droites en Europe. C'est pour cela que nous sommes tous rassemblés derrière François Hollande dans la bataille qu'il a engagée pour la réorientation de l'Europe, c'est-à-dire pour réconcilier l'Europe avec les peuples.

Pour moi, être socialiste français, c'est être socialiste européen, et j'assume de vouloir que nous soyons demain, le parti le plus européen de France, et le Parti socialiste le plus européen de tous les partis socialistes.

Parce que l'Europe ne mérite pas seulement un prix Nobel de la paix, elle mérite notre engagement total dans la lignée de Jaurès, assassiné à la veille de cette guerre qu'il refusait, et qui a embrasé le continent de Blum, condamné et interné pour ses idées du pionnier, Jacques Delors, qui nous a fait franchir tant d'étapes essentielles, et qui nous a notamment enseigné qu'on ne tombe pas amoureux d'un grand marché, et évidemment, de François Mitterrand, qui a refermé avec Helmut Kohl les cicatrices du passé pour réconcilier toute la famille européenne dans un avenir commun.

Je comprends que chacun veuille une autre Europe. Oui, nous voulons une autre Europe, plus sociale, plus démocratique, mais nous n'y parviendrons pas avec moins d'Europe. À ceux qui doutent de l'avenir de l'Europe, qui pensent que l'Europe est impossible, je veux dire cette phrase de René Char : *"L'impossible, nous ne l'atteignons pas, mais il nous sert de lanterne."* Alors je le dis, la solution à la crise, elle est européenne, et je refuse que la solidarité européenne se fracasse sur les égoïsmes nationaux. Cette bataille pour une autre Europe, nous devons la mener avec les socialistes de toute l'Europe, c'est pourquoi j'ai invité Sigmar Gabriel, le leader des sociaux-démocrates allemands et Pier Luigi Bersani, le leader des démocrates italiens et que nous avons été heureux et fiers de les accueillir dans ce congrès.

Et c'est avec le Parti socialiste européen et tous les progressistes d'Europe que nous allons appuyer massivement la réorientation lancée par le président de la République face aux conservateurs. Nous poursuivrons également au sein du Parti socialiste le débat sur nos grands choix européens et je propose que nous organisions une grande convention sur la réorientation démocratique et sociale, sur l'intégration solidaire et politique qu'a proposée le président de la République en y associant les partis socialistes européens et les forces syndicales européennes. Sur le projet européen comme sur tant d'autres, notre pays a été trop divisé, après dix ans de fracture imposée par la droite. Et il nous faut donc recréer de l'unité nationale.

Parce que, et c'est le troisième enjeu, rien ne sera possible si nous ne restaurons pas l'unité de la République. Et pourtant, on voit se rallumer les vieilles divisions. Moi, je refuse le cercle vicieux de cette crise économique qui mine la nation alors que nous avons plus que jamais besoin d'être unis pour l'affronter et pour sortir le pays de l'ornière. C'est toujours la même chose, la crise des années 1930, la fin des trente glorieuses, et aujourd'hui la tentation de s'en prendre à l'étranger, de céder aux sirènes des démagogues et des marchands de haine. Ma vie militante a commencé, il y a 25 ans, contre l'injustice et la haine, mais surtout contre les divisions qui menaçaient la France. À l'époque comme aujourd'hui, j'ai toujours cru que nous avions besoin d'un sursaut républicain pour montrer que l'on pouvait faire, avec toutes celles et tous ceux qui sont venus vivre ici, et qui partagent nos valeurs, de petits Français, des citoyens de la République.

Nous sommes dans un de ces moments où il faut savoir défendre la République contre l'extrémisme et le racisme. Je l'ai toujours dit, Marine Le Pen ne s'intéresse pas aux bulletins de paie des ouvriers, elle ne s'intéresse qu'à leurs bulletins de vote. On nous expliquait qu'elle avait changé, qu'elle était moderne. Est-elle différente de son père, avec son obsession des arabes et des juifs lorsqu'elle s'attaque aux kippas dans la rue, le jour où François Hollande inaugure le mémorial de Drancy ? Ou lorsque ses émules du bloc identitaire occupent la mosquée de Poitiers ?

Face aux adversaires de la République, le devoir de tout parti politique, de droite comme de gauche, c'est d'être un gardien farouche des valeurs républicaines. Au lieu de cela, que fait l'UMP ? Elle fait des pétitions contre le droit de vote des étrangers, elle parle de racisme anti-blanc, elle nie les droits des homosexuels. Même Alain Juppé dit qu'à l'UMP, un des clivages importants, c'est de savoir qui est islamophobe et qui ne l'est pas, c'est dire à quel point ils en sont rendus.

La droite allume des querelles absurdes pour jeter les Français les uns contre les autres, ou les jeter contre les étrangers. Ça suffit, la droite UMP-FN ! Ça suffit la lepénisation de la droite ! Mais où sont les républicains de droite ? Pourquoi se taisent-ils ? Je dis à la droite : si vous imitez le Front national, vous trahissez la tradition républicaine de votre propre famille politique. Vous trahissez Mandel, vous trahissez De Gaulle, vous trahissez Malraux, vous trahissez même Chirac et tous ceux qui ont défendu la République contre l'extrême droite dans votre propre histoire.

Les choses sont claires, deux spectres hantent le congrès de l'UMP : celui de Patrick Buisson et celui de Marine Le Pen. Oui, cette droite est haineuse face à François Hollande mais piteuse devant Marine Le Pen. Ils appellent cela la droite forte, mais leur droite forte n'est qu'une droite faible face au Front national, et je dirai même : une droite qui a un faible pour le Front national.

Je le dis solennellement, si la droite ne clarifie pas son attitude, il y aura un jour prochain des alliances de l'UMP avec le Front national, et dans ce mariage contre-nature, la dot de Marine Le Pen sera l'honneur perdu de la droite française.

Je récuse les accusations d'angélisme de cette droite soi-disant décomplexée, car nous, la gauche, et je veux saluer la présence

à notre congrès de Jean-Michel Baylet, président des radicaux de gauche, oui, nous la gauche, nous défendons la République contre les maux qui la rongent, auxquels Sarkozy avait renoncé, à commencer par la violence et l'insécurité. Je suis fier que notre ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, soit ferme sur la défense de la sécurité pour tous. La République n'acceptera pas qu'on jette des grenades dans des supermarchés casher, qu'on assassine des avocats, qu'on tue et qu'on terrorise pour le trafic de drogue.

Nous combattrons aussi l'intégrisme et le communautarisme que la politique de Sarkozy avait encouragés. Pour nous, la République, c'est la laïcité ! Avec nous, le prêtre n'a pas d'autorité supérieure à celle de l'instituteur dans la société.
Avec nous, le président de la République n'ira pas mettre genou à terre pour être fait chanoine Latran ! Avec nous, les imams ne remplaceront pas les éducateurs dans les quartiers. Avec nous, la République ne se laissera pas intimider. Oui, notre parti doit être à la tête du sursaut républicain. Et le message du Parti socialiste, c'est que la laïcité est un formidable bonheur collectif, et que nous ne laisserons jamais le fondamentalisme religieux porter atteinte aux fondements de la République.

Nous ne laisserons jamais les communautés remplacer la communauté nationale, parce que pour nous, la République, c'est l'égalité. L'égalité, c'est l'étoile polaire de la gauche, c'est l'étoile polaire de la République, l'égalité entre tous nos enfants. Si nous voulons lutter contre le fléau de l'égoïsme, de l'individualisme, du consumérisme, de l'argent facile et de l'argent-roi, il n'y a qu'une solution : reconnaître le mérite, rebâtir la méritocratie républicaine en laquelle nos enfants, parfois, ne croient plus parce qu'elle ne fonctionne plus suffisamment. Le travail, le mérite, l'effort, ces mots ont été dévoyés par la droite, mais ce sont bien des valeurs de gauche face à la rente et à la reproduction sociale.

Il faut aussi l'égalité entre nos territoires, parce qu'aucune société solidaire ne peut accepter les déserts médicaux, l'absence de services publics, de la justice et parfois tout simplement de l'État.

Mais l'égalité la plus insupportable, c'est celle qui maintient depuis des siècles une majorité sociale dans la minorité politique, c'est l'inégalité entre les femmes et les hommes.

Il serait temps de s'apercevoir que République, tout comme égalité, sont des mots féminins. Alors avec le temps de la gauche, c'est le temps de l'égalité pour les femmes qui doit venir maintenant. Je veux le dire sans détours, les inégalités salariales et de carrière sont indignes d'un pays comme la France, et nous nous battrons pour une loi qui fasse réellement entrer dans les faits, dans les entreprises, l'égalité professionnelle et salariale. L'inégalité dans le couple, parfois dans les tâches ménagères, les relents de société patriarcale, les violences faites aux femmes, les atteintes à la liberté de disposer de leur corps sont indignes d'un pays comme la France. Et la représentation politique des femmes est indigne d'un pays comme la France. Nous n'avons plus le droit d'attendre. Avec 27 % de femmes à l'Assemblée nationale, la France se classe encore au 36e rang mondial, c'est une honte ! Il est inacceptable que, dix ans après la première loi, des partis puissent encore payer pour se dispenser de réaliser la parité. Alors, je propose une mesure simple : il faut supprimer le financement public aux partis qui ne respectent pas la parité.

Et nous, socialistes, nous nous définissons, dans notre déclaration de principes, comme un parti féministe. Je serai un Premier secrétaire féministe, qui tiendra nos engagements féministes, parce qu'il est temps de joindre les actes à la parole. Chaque semaine, nos instances se réunissent dans la salle Marie-Thérèse Eyquem, du nom de cette grande socialiste qui fut une pionnière

du mouvement féministe. Eh bien, il faut maintenant que les femmes entrent dans cette salle et dans toutes les autres instances de notre parti autant que les hommes. C'est pourquoi je me suis engagé à ce que la prochaine direction du Parti socialiste soit totalement paritaire.

Pour nous, la République, c'est plus largement l'unité de tous les Français, c'est la fraternité. Ici, ces dernières années, les Toulousains ont montré une attitude exemplaire. Toulouse, cité meurtrie, a affiché une unité républicaine totale face aux épreuves, un exemple de ce sursaut républicain que j'appelle de mes vœux pour le pays. Je pense bien sûr au drame d'AZF, mais aussi à l'ignominie raciste et terroriste de Merah, et, en ce moment, au combat qui unit tous les Toulousains autour des salariés de Sanofi.

Il y a un point commun, cette idée simple, qui est le pilier le plus fondamental de la nation, c'est que c'est unis et non pas divisés que nous pourrons affronter les crises, les épreuves d'aujourd'hui et les défis de demain. La République, c'est le partage et la solidarité, c'est le goût d'aller ensemble vers l'avenir. La République, c'est notre capacité à assumer et à surmonter notre histoire. Je suis fier d'un président de la République qui, à Dakar, comme à propos de la répression des manifestations algériennes du 17 octobre 1961, sait regarder l'histoire en face, sans repentance mais avec lucidité, pour réconcilier les Français avec leur passé.

Car notre devoir, c'est la réconciliation d'une société que la droite a fracturée pendant trop longtemps. Pour surmonter cette crise économique autant que démocratique, il faut associer chaque Français au changement, il faut redonner la parole au peuple. Le peuple, ce n'est pas un gros mot, servir le peuple doit être l'unique boussole de la gauche. On ne changera pas ce pays sans le peuple, encore moins contre lui. Alors il faut écouter ses représentants, revaloriser le Parlement, et je sais que François Rebsamen et Bruno Le Roux y veilleront et en seront garants.

Il faut entendre aussi les élus locaux et réussir un nouvel acte de la décentralisation. Et surtout, François Hollande, avant même le début de sa campagne présidentielle, et tout au long de sa campagne, a ouvert un dialogue avec la société. C'est ce dialogue entre la gauche et les Français que le Parti socialiste doit aujourd'hui faire vivre et intensifier dans le temps même de l'exercice des responsabilités. Oui, pour une nouvelle économie, une nouvelle Europe, une nouvelle République, nous allons devoir bâtir un nouveau Parti socialiste.

Je crois, pour citer François Hollande au congrès de Brest, que le parti n'est entre de bonnes mains que lorsqu'il est entre les mains de ses militants, et j'ajouterai : lorsqu'il est totalement ouvert aux Français. Oui, mes chers camarades, ensemble, nous avons réussi les Primaires citoyennes, cette révolution démocratique qui a bouleversé la vie politique de notre pays. Eh bien, c'est ensemble que nous bâtirons le Parti socialiste de l'avenir, nous pouvons bâtir le parti le plus ouvert, le plus démocratique, le plus moderne de France. Nous devons partager avec les Français le pouvoir que la droite leur avait confisqué. On entend partout l'aspiration à plus de démocratie, depuis les indignés de la Puerta Del Sol jusqu'aux révolutions arabes, qui ont inspiré la jeunesse du Québec comme à Wall Street. Ce serait une funeste erreur de croire que nos concitoyens, notre jeunesse, notre pays, ne partagent pas cette profonde envie de renouveau démocratique.

Alors, à tous ceux qui prédisent ou qui redoutent un parti godillot, je vous dis : vous allez être surpris. Et voilà mon message dans ce congrès : socialistes, ouvrez grandes les portes du parti, occupez Solférino, et invitez-y les Français. Prenez le pouvoir, ce parti, c'est le vôtre. Ouvrez le Parti socialiste à tous ceux qui devraient déjà être parmi nous. Il faut le dire à tous les Français : rejoignez-nous, rejoignez-nous, vous les ouvriers, les salariés, qui pensez comme nous qu'il faut mettre l'économie au service de l'humain et non l'inverse. Rejoignez-nous, les créateurs, les inventeurs qui ne supportez plus de voir la finance étouffer l'esprit d'entreprise. Rejoignez-nous, vous qui savez que la culture n'est pas un supplément d'âme, mais qu'elle est au contraire la respiration même de nos sociétés modernes. Rejoignez-nous, les artisans, les pêcheurs, les paysans qui êtes l'âme de ce pays et que la droite, en réalité, a abandonnés, et rejoignez-nous, vous, les jeunes des quartiers comme de la campagne, pour que votre avenir ne se décide plus sans vous, ni contre vous. Rejoignez-nous, vous qui voulez préparer l'avenir de notre pays dans la justice sociale autour des valeurs de la République, de l'égalité pour tous les enfants et de la solidarité européenne.

Le Parti socialiste doit être le parti de tous ceux qui veulent changer les choses, qui ne se résignent pas au monde tel qu'il est. Partout où des Français se battent pour la justice, pour l'égalité, pour le progrès social, là, notre parti doit être présent à leurs côtés. Je veux un parti riche de toute la diversité de la société, un parti fort pour porter nos valeurs républicaines, sociales, écologiques, féministes, internationalistes. Il ne faut pas sous-estimer, en cette période de perte de repères, le rôle de boussole que le Parti socialiste doit jouer dans la société. Oui, la gauche doit vraiment être la gauche, assumer les réformes, ne rien céder sur les valeurs, et je veux reprendre le mot de mon ami Bertrand Delanoë il y a quelques jours : *"Parfois nous échouerons, mais nous n'avons pas le droit de ne pas essayer, de ne pas nous battre, nous devons mener la bataille des valeurs."*

Alors, il faut le dire aux Français : la gauche est là, l'impuissance de l'État face à la casse industrielle, c'est fini. La casse de l'école, c'est fini. L'insécurité et l'impunité pour les voyous, c'est fini. Les atteintes à la laïcité tout comme les discriminations qui rongent la République, c'est fini. Il faut être ferme sur nos valeurs. Oui, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples. Il y en a assez de l'homophobie décomplexée de la droite, de ces maires qui prétendent ne pas respecter la loi. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Ce n'est pas parce que monsieur Copé et monsieur Fillon ne s'aiment pas qu'ils doivent empêcher ceux qui s'aiment de se marier. Oui, nous nous battrons pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. C'est une question de fraternité, d'égalité, de dignité républicaine, et s'il nous faut convaincre et convaincre encore, eh bien, nous irons chercher la conviction de chaque citoyen, de chaque parlementaire, pour faire franchir à notre démocratie cette avancée, cette conquête. Oui, nous ferons la loi sur le non-cumul des mandats. Oui, les Français l'attendent, pour faire respirer notre démocratie, parce qu'elle est aussi un élément pour le renouvellement, pour la parité, pour la diversité sociale, et parce que c'est un engagement du président de la République pris devant les Français, et je connais la détermination du Premier ministre et du président de la République. Et au sein du Parti socialiste, restons pionniers, gardons ce temps d'avance que nous avons su avoir sur la parité et je demande aux élus de respecter l'engagement qu'ils ont pris devant les militants.

C'est une tradition de notre parti d'avoir un temps d'avance démocratique. Depuis Blum au congrès de Tours jusqu'aux Primaires, en passant par la République moderne de Mendès ou par l'intuition qu'avait eue Ségolène Royal sur la démocratie participative en 2006. Le Parti socialiste doit être capable d'anticiper le monde de demain pour le changer. Le Parti socialiste doit être un laboratoire d'idées pour inventer l'avenir, avec de grandes conventions participatives et des consultations des militants sur les grandes questions politiques. Nous le ferons sur la transition écologique, sur la compatibilité entre la croissance et la transition écologique. Et comme l'a dit

Delphine Batho hier, nous créerons ce nouvel espace d'élaboration et d'engagement que sera un Parti socialiste écologique. Nous sommes heureux de travailler avec nos partenaires Verts, et je veux saluer la présence d'une délégation d'Europe Écologie-Les Verts, et de Pascal Durand, mais nous serons d'autant plus unis que le Parti socialiste lui-même sera encore plus écologiste.

Nous travaillerons sur la démocratie sociale et les pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise. Nous travaillerons et nous ferons une grande convention, je vous le propose, sur l'Europe et sa réorientation. Chaque question de la société doit être une question débattue par le Parti socialiste. Préparons la bataille des idées face à la berlusconisation et à la lepénisation de la droite. L'heure du repos n'est pas venue. Mes chers camarades, je veux que le Parti socialiste enrichisse toujours plus ses réflexions, de celles des Think Tank comme Terra Nova, de la fondation Jean-Jaurès, de notre Laboratoire des idées, et des intellectuels et des acteurs de la société civile qui veulent réfléchir et travailler avec nous.

Pour ce Parti socialiste de l'avenir, l'unité des socialistes et l'unité de la gauche seront des priorités absolues. Au cœur de la majorité, nous agirons pour le rassemblement de la gauche et des écologistes, en particulier pour les scrutins de 2014 et 2015, pour lesquels, s'il le faut, dans les villes où cela nous aidera à aller à la conquête des responsabilités, nous pourrons organiser des élections primaires locales. Notre gauche, il faut l'aider, il faut la soutenir, et je dis à nos amis, notamment les plus exigeants, la gauche, il ne faut pas seulement la soutenir au Venezuela, il faut aussi la défendre ici, en France. Parce que la responsabilité qui est la nôtre, celle de tout militant de progrès dans ce pays, c'est de faire réussir la gauche, de faire en sorte que dans la durée, elle puisse transformer en profondeur notre société, et c'est pourquoi nous nous battrons pour deux quinquennats de François Hollande à la présidence de la République.
Chers amis, je veux conclure. Les militants socialistes comme les Français me connaissent. Mon parcours est celui d'un enfant de la République, d'un enfant de la banlieue, qui s'est battu pour l'égalité et la fraternité entre tous les enfants de notre pays. Mon attachement à la République, mes combats altermondialistes, mon engagement européen, je les ai partagés tout au long de ces dernières années avec vous, les militants du Parti socialiste. Je me souviens que la dernière fois que nous avons tenu un congrès sous un président socialiste, en 1994, j'étais allé, en militant heureux et fier, regarder notre président François Mitterrand rendre hommage aux mineurs de Liévin.

Aujourd'hui, c'est toujours en temps que militant, parmi les militants, que je veux vous dire : soyez vous aussi plus que jamais fiers d'être socialistes. Soyons fiers de soutenir François Hollande, ce président socialiste qui se bat sur tous les fronts pour la France, à l'ONU, à New York pour nos valeurs universalistes, à Paris pour l'emploi, à Berlin et à Bruxelles pour la réorientation de l'Europe. Soyons fiers d'être le parti du changement, affichons notre patriotisme de parti pour mobiliser les Français avec nous. Ensemble, nous allons continuer à changer notre parti pour changer notre pays. Et je repense à cet instant à la phrase de François Mitterrand, passant le témoin à Lionel Jospin : *"la tâche est rude, je peux le dire, mais elle est en même temps exaltante, porter l'espoir et le combat des socialistes, c'est la justification d'une vie."* Alors, je ne suis pas ici le seul héritier de mes illustres prédécesseurs, merci Martine, merci Jean-Marc de votre confiance. Nous sommes tous porteurs d'un idéal, auquel tant de générations, tant d'hommes et de femmes ont consacré leur vie dans la longue chaîne humaine du progrès. Je veux vous dire que je suis fier d'être votre Premier secrétaire, et que je suis fier, avec vous, de pouvoir mettre dans les années qui viennent toute mon énergie à soutenir la réussite de notre président de la République, François Hollande, et de Jean-Marc Ayrault à la tête du gouvernement.

Vive les militants du grand Parti socialiste, vive Toulouse, vive la République, vive la France ! »

PS
Tous ensemble
réussir le changement
CONGRÈS de
TOULOUSE
du 26 au 28 octobre 2012
PS
CONGRÈS de
TOULOUSE

Jean-Marc Ayrault

« Chers amis, chers camarades, Chère Martine à qui nous devons tant, Cher Harlem à qui revient la tâche désormais de conduire le parti, Cher Pierre Cohen,

Je suis heureux de vous retrouver à Toulouse !

Je suis heureux que nous nous retrouvions dans cette belle ville, où s'incarnent depuis longtemps les valeurs de la gauche. Toulouse où la France et l'Europe, l'unité et la diversité, la passion, la tolérance et la culture se célèbrent d'un même cœur. Toulouse, où la recherche de l'excellence ne contredit jamais le souci de l'égalité. Toulouse, où les plus hautes ambitions d'avenir sont poursuivies sans que jamais ne soient négligées les plus humbles préoccupations du présent.

Je suis fier aujourd'hui de m'exprimer sur cette terre historique de la gauche, où tant de destins politiques se sont forgés. Je pense à Jean Jaurès, qui n'était jamais aussi intense que dans l'adversité. Je pense à Lionel Jospin, qui a toujours considéré que la vérité était le vrai déterminant du courage politique. Et je salue Pierre Cohen qui a su rendre Toulouse à son identité profonde après 40 années de domination de la droite municipale.

Mais si je suis particulièrement ému de revenir à Toulouse aujourd'hui, c'est parce que j'y étais le 3 mai dernier, comme beaucoup d'entre vous pour assister au dernier discours de campagne de François Hollande. Comme tant de nos camarades avant lui il était venu chercher ce surcroît de force et d'espérance pour la dernière ligne droite d'une course exaltante. Et trois jours après, porté par l'énergie généreuse que procure ce rassemblement populaire, il fêtait sa victoire à Paris. Après 17 années de luttes et d'espoirs déçus, c'est enfin l'un des nôtres qui occupe à nouveau la fonction de Chef de l'État.

Le 6 mai j'ai quitté Nantes et retrouvé la Bastille en fête. Ce soir-là j'ai retrouvé, sur cette place où il était devenu difficile de se mouvoir, des centaines de militants et d'élus qui avaient tant sacrifié de leur temps, de leur vie pour parvenir à ce résultat. Ce soir là, j'ai pensé à vous toutes et à vous tous qui, connus ou anonymes, avez contribué à ce moment merveilleux. De la scène, j'ai regardé longuement ces dizaines de milliers de visages heureux, cette vague humaine qui ondulait sous nos yeux. Impressionnante. Puissante. Apaisée.

Aujourd'hui ce n'est plus la conquête mais l'exercice du pouvoir qui nous réunit. Mais notre état d'esprit reste le même. Comme pendant la campagne nous disons simplement aux Français la vérité. Comme pendant la campagne nous affrontons les difficultés, sans les fuir en prenant des chemins de traverse. Comme pendant la campagne enfin nous choisissons d'être audacieux en actes plutôt que radicaux en paroles !

L'heure est trop grave en effet pour se payer de mots. La France va mal. Les Français souffrent et doutent. Ils écoutent de moins en moins une parole politique qu'ils ont vu se détériorer au fil des années.

La vérité sur l'état de la France la voilà. Notre situation n'a cessé de se dégrader depuis dix ans, et cette dégradation s'est accélérée sous le quinquennat précédent. Nous avons franchi le cap des trois millions de chômeurs, nous avons hérité d'une dette abyssale, notre balance commerciale accuse un déficit de 70 milliards d'euros, 750 000 emplois industriels ont été perdus en dix ans et le taux d'autofinancement de nos entreprises est deux fois moindre qu'en Allemagne.

Les Français sont conscients de la gravité de la situation. Ils savent que le chantier est immense mais ils veulent que les efforts soient justes et qu'on ne porte pas atteinte au pacte social qui nous unit. Je peux vous affirmer ici à Toulouse que nous n'abandonnerons jamais nos idéaux, que c'est forts de nos valeurs, celles de la gauche et de la République, que nous affrontons et affronterons dans les mois à venir la situation et que nous réussirons le redressement du pays.

La vérité sur la difficulté des mesures que nous avons prises et que nous allons prendre, je vais vous la dire sans faux semblant. Là est mon devoir, là est mon engagement. C'est le mandat que m'a donné le président de la République. Et c'est sur cette base qu'avec le soutien de Martine Aubry et du parti, j'ai conduit la campagne des élections législatives, ce qui a permis de constituer une large majorité à l'Assemblée nationale qui nous permet de gouverner dans la durée.

Les premières mesures que nous avons prises ont donné le sens de toute notre action : la justice.

Nous avons rendu le droit à la retraite à 60 ans aux travailleurs qui ont commencé jeunes leur vie professionnelle, nous avons donné à cinq millions d'enfants des conditions dignes pour la rentrée scolaire. Nous avons rétabli l'impôt sur la fortune et supprimé le bouclier fiscal. Voilà mes chers camarades quels ont été les premiers pas de la gauche.

La riposte n'a pas tardé à venir.

Nous n'étions là que depuis 100 jours et déjà nous croulions sous les bilans dressés de notre action. Comme si en 100 jours, il était possible de changer la France. Comme si en 100 jours nous pouvions interrompre la montée du chômage, rétablir la croissance, mettre fin aux inégalités, régler la crise de l'euro, arrêter la guerre en Syrie...

100 jours pour que s'entame ce refrain qui a toujours été celui de la droite, chaque fois que nous avons démocratiquement conquis le pouvoir : celui de la gauche illégitime, celui de la gauche qui n'est vouée qu'aux parenthèses de l'Histoire, celui de la gauche qui n'est là que par accident ou par effraction.

Comment cette droite peut-elle faire preuve d'une telle indécence, d'une telle arrogance ? Cette droite qui nous a laissé une dette abyssale, un chômage de masse, une fiscalité de classe, une industrie exsangue, une fonction publique démotivée, un déficit du commerce extérieur record, des services publics négligés, elle qui n'a même pas attendu plus de trois mois pour nous faire la leçon.

Et ce sont les mêmes qui reconnaissent qu'ils ont retardé volontairement le plan social de PSA : l'aveu accablant est venu jeudi soir de mon prédécesseur devant des millions de téléspectateurs. Combien d'autres plans sociaux retardés pour un plan avoué. Quel cynisme, quel mépris du peuple et du monde du travail. C'et la vieille droite bourgeoise dont le pays ne veut plus.

Mais revenons à l'essentiel. L'essentiel c'est ce que nous faisons pour le pays.

L'effort que nous demandons aux Français est considérable mais son poids sera toujours équitablement réparti. Le budget pour 2013 est un budget de combat contre la crise. L'effort fiscal demandé est important mais il est juste. Nous économisons dix milliards, ce qui est inédit mais nous finançons nos priorités : l'emploi, l'éducation, le logement, la santé, la sécurité et la justice. Et ce budget est indispensable pour préserver notre souveraineté ! Si nous laissons encore filer la dette alors ce seront les agences de notation et les marchés financiers qui dicteront notre politique. Cela, jamais la France ne pourra l'accepter. Je ne le veux pas pour mon pays. La France veut et doit rester maître de son destin !

Je l'ai dit dès ma déclaration de politique générale : une condition fondamentale de la réussite des réformes dans la durée c'est le dialogue social.
Je revendique ma méthode.

Celle de la mobilisation de toutes les forces du pays, de la fédération de toutes les énergies, de l'adhésion des Français à des solutions durables qui permettent d'ancrer le changement dans la durée.

Je revendique le choix de la négociation, au risque d'être parfois critiqué sur le rythme des réformes.

J'assume qu'il ait fallu plusieurs mois pour parvenir à un accord historique sur les dépassements d'honoraires !

J'assume le fait d'avoir pris le temps de la négociation pour le contrat de génération et je me félicite qu'elle vienne de se conclure. J'assume ce choix qui conduira à une meilleure mise en œuvre de ce projet essentiel dans notre guerre contre le chômage.

J'assume le fait que la grande conférence sociale n'ait pas été une grand-messe médiatique d'un jour.

J'assume et je revendique !

Cette méthode n'est pas seulement la mienne. Elle est la nôtre. C'est celle que nous avons en partage. C'est celle de tous les élus et militants socialistes qui partout dans le pays mènent le changement depuis tant d'années !

Je viens de cette France, la vôtre, cette France des territoires, cette France qui entreprend, cette France qui réalise, cette France qui parle peu mais qui travaille. Cette France qui ne se vante pas, mais qui a su s'imaginer un avenir.

Le sens de l'effort auquel j'appelle le pays, c'est l'édification d'un nouveau modèle français adapté aux enjeux de notre siècle et qui assure l'avenir de notre jeunesse. Un nouveau modèle Français qui conforte - dans la durée - le respect de nos valeurs, un nouveau modèle qui garantit nos principes et qui continue d'élever la France au rang d'exemple en Europe et dans le monde. Un nouveau modèle français qui, dans notre action gouvernementale, allie la solidarité à la performance, pour nous complémentaires et indissociables tandis que la droite les oppose constamment.

Ma conviction c'est que la France a un avenir, à condition que nous soyons lucides sur l'état du pays et que nous prenions des décisions courageuses, maintenant !

Depuis 30 ans, la droite qui prétend défendre les intérêts du pays s'attaque à son modèle social et à son école républicaine. Elle est inspirée par l'idéologie des années 1980 dont nous subissons encore les graves conséquences. En France comme en Angleterre et aux États-Unis la droite libérale a laissé filer la dette. C'est cette dette qui lui a ensuite servi d'argument pour démanteler les services publics, diminuer le poids de la puissance publique, rogner les prérogatives de l'État pour toujours leur substituer les forces du marché et de la finance.

Mais je ne porte pas devant vous la nostalgie d'un ordre ancien. Depuis la fin des Trente glorieuses, le modèle français a marqué le pas, même si il a permis de résister - mieux qu'ailleurs - aux crises successives. C'est pourquoi je parle d'un nouveau modèle qui permette de pérenniser ce que nous avons réussi et d'améliorer ce qui ne fonctionne plus.

Le nouveau modèle français, c'est la capacité pour notre pays à redevenir un lieu de production. Le génie français, c'est l'audace, l'innovation, la créativité. C'est aussi la capacité à faire ensemble.

La gauche n'est pas l'ennemie des entreprises ou des entrepreneurs. Elle soutient ceux qui créent de l'activité, des emplois, de la richesse. Mais elle s'oppose à l'esprit de rente qui préfère au risque, le confort. Elle s'oppose à la spéculation qui détruit sans produire.

Ce nouveau modèle français, nous avons commencé à lui donner un socle : c'est le redressement de nos comptes publics, c'est le rétablissement de la justice fiscale et c'est la priorité à l'emploi. Nous allons le construire pas à pas, avec détermination, et en recherchant toujours le rassemblement. Les réformes structurelles que nous allons engager ne peuvent se faire à la hache, sans dialogue, sans recherche du consensus. L'heure est trop grave pour que nous ne cherchions pas en permanence la solidarité dans l'effort.

Je confirme "encore une fois" que le dossier de la compétitivité, c'est-à-dire de la performance de nos entreprises est ouvert et que ce dossier ne sera pas refermé. Notre ambition, c'est de donner de l'air aux entreprises qui n'ont plus de marges, qui n'investissent plus, et qui, si nous ne faisons rien, licencieront demain. C'est aussi de les inciter à avoir des stratégies gagnantes.

Le nouveau modèle français, c'est mettre la finance au service des entreprises et des particuliers : c'est pourquoi nous avons créé la banque publique d'investissement. C'est pourquoi nous ferons la réforme bancaire afin que l'argent aille à l'investissement, à l'emploi et pas à la spéculation.

Ce nouveau modèle, c'est un nouveau système fiscal qui impose le capital au même niveau que le travail, qui plafonne les niches fiscales et qui demande à chacun en fonction de ses capacités contributives. C'est aussi la fiscalité écologique. Et n'oublions jamais que c'est grâce à l'impôt que nous finançons les services publics et les infrastructures qui font l'attractivité de la France.

Le nouveau modèle français, c'est une nouvelle organisation territoriale plus lisible, plus efficace et plus économe.

C'est aussi la réforme de l'État et une organisation territoriale adaptée. C'est un service public rénové, plus exigeant sur la qualité de ses prestations, plus performant pour ne pas peser indûment sur le contribuable et qui fait confiance au sens de la responsabilité de ses agents.

Le nouveau modèle français, c'est la préparation de la transition énergétique : la conférence environnementale en a été la belle préfiguration. C'est un enjeu écologique qui se double d'un enjeu économique considérable.

Le nouveau modèle français, c'est la conciliation de la sécurité professionnelle pour les salariés et l'adaptabilité pour les entreprises.

Le nouveau modèle français, c'est le vrai dialogue social. Le dialogue, ce n'est pas la consultation permanente ni la "commissionnite", c'est la capacité de chacun, syndicats et patronat, à faire des compromis, à prendre ses responsabilités, à sortir des jeux de rôle.

Le nouveau modèle français, c'est l'accès aux soins pour tous. C'est la fin des prescriptions de médicaments inutiles. C'est la rationalisation de l'offre de soins sur le territoire. C'est la lutte contre les déserts médicaux et la construction de parcours de soins.

Le nouveau modèle français, c'est une protection sociale de qualité, une école publique refondée, une police et une justice efficaces.

Le nouveau modèle français, c'est un pays qui intègre par l'emploi ses jeunes et ses seniors avec le contrat de génération.

Le nouveau modèle français c'est un pays qui ne paye plus à crédit sur le dos des générations futures.

Le nouveau modèle français, c'est plus d'égalité dans une société qui a évolué. C'est le mariage pour tous et le droit à l'adoption. C'est l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est la lutte contre toutes les formes de discrimination, le refus de la montée du communautarisme, c'est la laïcité, c'est l'intégration de tous dans la République. C'est l'accès à la culture pour tous et la défense de l'exception culturelle.

Le nouveau modèle français ce sont des institutions rééquilibrées, des contre-pouvoirs qui limitent les excès du pouvoir, le non-cumul des mandats pour assurer la parité, la diversité et le renouvellement des générations.

Le nouveau modèle français c'est une France qui pèse et s'engage en Europe et dans le monde.

Depuis le 6 mai, avec l'élection de François Hollande, la réorientation de l'Europe a commencé et nous la poursuivrons. Dans ce monde qui change, multipolaire, le combat est essentiel.

Voilà ce qui est au bout de nos efforts.

J'ai confiance parce que je crois à la capacité du peuple français. La France est une grande nation et lorsqu'elle doit affronter des difficultés elle sait les surmonter.

Ma mission, avec la confiance du président de la République, c'est de remettre la France sur les rails pour qu'elle retrouve son rang, son influence et une prospérité équitablement partagée.

Soyez fiers de ce que nous entreprenons.

Il y aura des résistances et des conservatismes, comme à chaque fois que la gauche engage le changement.

Alors nous devons tenir bon. Rassurer par notre sérénité et notre détermination. Maintenir le cap.
Je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour transmettre la flamme de cette ambition.
Je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour construire le nouveau modèle français !

Le Parti socialiste est un grand parti.

C'est de toute sa force dont nous avons besoin maintenant pour convaincre et réussir.

Ce parti, chère Martine, doit te dire merci pour le travail accompli durant ces trois dernières années : la préparation du projet, la rénovation du parti, l'organisation des Primaires citoyennes, le rassemblement de la gauche, et les victoires aux élections intermédiaires. Je veux aussi te dire ma gratitude personnelle pour ton soutien, ta loyauté et ton amitié.

Cher Harlem, par leur vote les militants t'ont confié une belle responsabilité. C'est à toi qu'il appartient désormais de conduire ce parti. Tu sauras associer tous les talents et toutes les générations. Tu sauras soutenir l'action du gouvernement mais aussi renforcer le lien avec les citoyens.

Cher Harlem, tu as toute ma confiance et tout mon soutien.

La France est un grand pays. Les Français sont un grand peuple. Je mesure la difficulté de ce qui nous attend, mais je connais aussi tous nos atouts. Le redressement est un combat.
Je revendique l'honneur d'avoir à le conduire avec vous et avec tous les Français

Ce combat pour le nouveau modèle français, je le mène chaque jour. J'y mets toute ma force, tout mon cœur, toute mon énergie. Je le fais pour le peuple de France, je le fais pour la France. »

Bienvenue
Toulouse!

Sébastien Denard

« Bienvenue à vous, militants de toutes les fédérations de France, bienvenue sur les terres de Jean Jaurès, de Vincent Auriol, de Lionel Jospin. Bienvenue sur ces terres de résistance, sur ces terres où les socialistes défendent les valeurs de solidarité, d'égalité, de fraternité, d'humanisme, de laïcité, depuis près d'un siècle. Merci à vous tous. Merci à Martine Aubry pour son travail depuis quatre ans, ce travail de rénovation que nous avons tous partagé dans toutes les fédérations de ce pays. Et je veux surtout vous remercier pour votre travail, pour votre engagement, depuis de nombreuses années, pour ce travail qui fait qu'aujourd'hui, nous avons un grand absent dans ce congrès, qui est ailleurs, à l'Élysée, François Hollande. C'est grâce à vous qu'il est là-bas. »

Pierre Cohen

« Je suis heureux et fier de vous accueillir à Toulouse pour ce congrès. Toulouse que nous avons conquise en 2008, après 37 ans de droite. Toulouse qui a acclamé François Hollande le 3 mai sur la place du Capitole. C'est ça l'esprit toulousain ! L'esprit de Jean Jaurès, et en particulier celui du congrès de la SFIO qui s'est tenu ici en 1908.
Je voudrais, pour ce congrès, remercier Martine Aubry.
Elle a su pendant quatre ans conduire le parti à la victoire : à la Présidentielle avec François Hollande, à l'Assemblée nationale, mais surtout, fait historique, au Sénat !
Mes chers camarades, nous avons le devoir de nous rassembler, d'être unis, d'être exemplaires dans l'exercice du pouvoir.
Aujourd'hui, l'objectif doit être la mise en œuvre des 60 propositions de François Hollande pour dépasser la crise. Nous devons être unis derrière le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et l'ensemble des ministres, d'autant plus qu'ils subissent des attaques ignobles.

Nous parlerons d'une seule voix. François Hollande a su ouvrir le débat de l'Europe, il est à poursuivre pour montrer qu'aujourd'hui, une Europe sociale et politique doit naître. Nous devons ouvrir une nouvelle ère industrielle, de nouvelles filières émergentes. Nous avons un certain nombre de sujets à traiter : l'éducation, le vivre-ensemble, la politique de la ville... Les socialistes devront être au rendez-vous, à la fois de ces débats et de ces perspectives à ouvrir.

Mon cher Harlem Désir, je crois que c'est un moment historique. Parce que nous avons une responsabilité énorme dans un contexte de crise. Avec un Parti socialiste uni derrière toi, complètement mobilisé, la tâche sera rude mais je suis sûr que tu seras capable de relever le défi.

En conclusion, je souhaite citer à nouveau Jean Jaurès qui, dans son discours à la jeunesse, nous dit : « *L'Histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir.* »

Pierre Izard

« En ma qualité de président du Conseil général et de militant socialiste de la Haute-Garonne, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue et de vous dire mon bonheur de nous voir rassemblés pour réaffirmer en congrès l'essentiel, à savoir notre unité. Une unité plus que jamais à reconnaitre et toujours à construire. Socialistes de Haute-Garonne, nous sommes fiers d'accueillir le congrès national de notre parti. C'est un honneur qui récompense le travail accompli par les 6 500 militants de la fédération pour défendre et faire progresser nos idées dont témoignent les succès électoraux remportés localement au cours de ces toutes dernières années. Je salue, les signataires des différentes motions et tous les intervenants à nos débats. J'adresse un fraternel salut et je dis toute ma confiance à Harlem Désir, notre Premier secrétaire et notre premier militant. Je veux rendre un hommage particulier et chaleureux à Martine Aubry qui a préparé les victoires du 6 mai et du 17 juin. Ici en Haute-Garonne notre candidat a recueilli près de 59 pour cent des suffrages et les 10 et 17 juin, il y a eu l'élection de 9 députés socialistes sur 10 en Haute-Garonne !

Pendant cinq longues années la République a été amoindrie, abaissée, abîmée, avec tous les excès que nous avons su dénoncer. Ce congrès nous engage donc plus que jamais sur la voie d'un nouvel espoir collectif fondé sur les valeurs de notre République pour réduire les inégalités, rétablir dans la justice les comptes publics, mettre de l'ordre dans nos finances sociales, pour redonner espoir à la jeunesse et pour valoriser l'action de nos élus. Les efforts pour le redressement seront acceptés par nos concitoyens à la condition qu'ils aient le sentiment que leur répartition soit juste. Ce congrès, nous l'abordons avec confiance totalement solidaires et totalement mobilisés pour conduire tous ensemble les combats qui s'annoncent.

Rassemblés en congrès national sur cette terre haut-garonnaise où il vécut, notre congrès n'oubliera pas que, comme le disait Jaurès : "La République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire, éternellement inachevée tant qu'il reste des progrès à accomplir."

Martin Malvy

« Mes chers camarades, deux remarques : nous sommes plusieurs, ici, à avoir été militants et acteurs de la vie politique avant et après 1981. Nous avons connu l'exaltation de la victoire, puis la confrontation aux difficultés du pouvoir. J'en ai retenu cet enseignement : la nécessité de l'union. Elle n'exclut pas le débat et les réflexions. Mais notre engagement, notre volonté de réussir et de convaincre passe par notre soutien sans faille au Premier ministre et au président de la République. Il a pu nous arriver dans les années 1980 d'oublier l'exigence de ce soutien et les contraintes de l'exercice du pouvoir. Cela ne nous a jamais servis. Et dans ce moment où apparaissent les conséquences dramatiques de l'héritage de Sarkozy et de l'UMP, faire front mes chers camarades, c'est d'abord faire bloc et dénoncer à chaque instant les propos inadmissibles des Xavier Bertrand et compagnie se transformant en donneurs de leçons alors qu'ils sont les fauteurs de l'héritage.

François Mitterrand a rompu avec l'excès de centralisme pour rapprocher, disait-il, le pouvoir des citoyens. Mais pendant 30 ans, aucune étape nouvelle de la décentralisation n'est parvenue à voir le jour. La modernisation de la France, son adaptation, sa réponse aux défis dépendra du succès des réformes engagées. La réforme de l'État et la décentralisation sont en première ligne. »

Réorienter l'Europe

Catherine Trautmann

« Où en est l'Europe ? La situation que nous trouvons la plus grave est celle du chômage et de la pauvreté. Au deuxième trimestre 2012, le chômage a augmenté, en particulier chez les jeunes et les femmes. Les enfants connaissent une pauvreté grandissante du fait de politiques d'austérité qui touchent les ménages et qui touchent les familles. Je ne me résous pas à l'idée que la déferlante de la crise financière ensevelirait l'Europe. Devrions-nous faire une croix sur ce que deux générations d'Européens ont créé, à savoir la mise en place d'institutions communes qui ont débouché sur la plus longue période de paix et de prospérité du continent ? Nous avons l'espace, nous avons la dimension, nous devons avoir la force et nous donner les moyens. Les enjeux du débat d'aujourd'hui sont simples : régler définitivement la crise financière, sauver l'euro, établir une gouvernance solide, et ouvrir l'étape sociale de l'Europe. La méthode communautaire, la solidarité entre les 27 pays membres est la source de notre efficacité et de la sortie de la crise. Je n'aime pas l'idée que, 60 ans après les débuts de la construction européenne, on puisse en revenir à des mécanismes qui exacerbent les tensions et suscitent les réflexes nationalistes. Tant que la dimension politique de l'Union ne sera pas renforcée, on aura du mal à avancer et à défendre la place de l'Europe, son rôle démocratique et son rôle de défenseur de la paix dans le monde. L'Europe est avant tout un enjeu démocratique, un enjeu politique. François Hollande l'a dit, pas question de se lancer dans un approfondissement de l'Union avant d'avoir stabilisé la zone euro. Nous avons pu, avec le soutien des camarades du SPD et du PD, avec le soutien de tous les socialistes et les démocrates, obtenir des victoires politiques. Nous allons poursuivre, nous avons tant à faire ensemble. »

Sigmar Gabriel

« Cher Harlem, je me réjouis beaucoup de notre coopération, et nous allons faire le nécessaire pour vous imiter en septembre, pour changer de chancelière, afin de pouvoir coopérer encore plus étroitement entre sociaux démocrates et socialistes pour améliorer cette Europe.
Vous, les socialistes français, vous avez toujours eu la force de coopérer avec nous, les sociaux démocrates en Allemagne, même si vous comme nous n'étions pas au gouvernement. Ces dernières années, ce sont surtout Martine Aubry, Ségolène Royal, Jean-Marc Ayrault et Jean-Christophe Cambadélis. Aujourd'hui, j'aimerais vous dire au nom des sociaux démocrates allemands, merci pour cet engagement, pour cette coopération, cela nous a beaucoup aidés.

Lorsque François Hollande est devenu président de la République française, nous avons fêté cela au moins autant que vous en France. Ces victoires électorales en France n'ont pas seulement donné de l'espoir à la France, mais aussi à tous les sociaux démocrates et socialistes en Europe. Vos succès électoraux n'ont pas seulement donné une nouvelle chance aux Français, mais aussi à toute l'Europe. Ce changement en France a ouvert la porte au changement en Europe et c'est exactement ce qu'il faut à l'Europe, un changement au niveau politique. Les conservateurs prétendent qu'ils savent gérer la crise en Europe, mais qu'en est-il en vérité de cette politique des conservateurs ? Le chômage s'accroît dans toute l'Europe, surtout le chômage des jeunes : en Italie, plus de 30 % ; en Espagne, en Grèce, presque 50 %.
Quand plus jeune je suis venu en France et en Italie, l'Europe était un grand espoir pour nous. Aujourd'hui, l'Europe est devenue pour beaucoup de jeunes Européens, une menace. Or je vous demande : qui doit construire l'Europe de demain, sinon ces jeunes ? Nous devons leur donner de l'espoir, du travail, un apprentissage, afin qu'ils ne sombrent pas dans la peur et l'angoisse.
L'économie européenne s'écroule sous les mesures d'économie. Les marchés financiers et les conseils d'administration irresponsables des banques sont en grande partie responsables de la crise et de l'endettement en Europe. Or c'est un des grands scandales en Europe : la charge de ces dettes est portée par les travailleurs, les artisans, les retraités et ceux qui ont provoqué la crise n'ont pratiquement pas payé un centime pour rembourser ces dettes que nous avons accumulées à cause d'eux. Nous devons mettre un terme à cette situation inacceptable. La politique de la chancelière allemande nous mène de plus en plus profondément dans la crise. La destruction de la demande enfonce les États dans la récession et accroît le montant de la dette. Nous, sociaux démocrates, nous voulons réduire la dette, mais nous savons que cela n'est possible que grâce à la croissance, et c'est cela que nous voulons remettre en place, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, et aussi en Grèce.

Madame Merkel exige pour l'Europe, je la cite, des *"démocraties conformes aux marchés"*. Moi, je vous que dis c'est exactement le contraire qu'il nous faut : des marchés conformes à la démocratie. Personne ne peut expliquer, même pas en Allemagne, pourquoi la Banque centrale européenne accorde des crédits pour moins de 1 % d'intérêt aux banques, et pour 6, 7 ou 8 % d'intérêts à des États. On peut faire autant d'économies qu'on veut, tout cela sera mangé par des intérêts croissants.
On diminue le montant des retraites, des revenus, des salaires, et dans le même temps, les millionnaires et les milliardaires mettent leur argent à l'abri à l'étranger et ne payent pas d'impôts sur la fortune. Nous devons faire le nécessaire pour que ceux qui sont devenus millionnaires, milliardaires dans notre pays, payent aussi des impôts pour l'Europe. Nous voulons investir dans la croissance économique, dans la lutte contre le chômage des jeunes, dans l'apprentissage.

Nous voulons une autre Europe qui ne livre pas les hommes à la concurrence, à la compétition, qui renforce les forts, qui affaiblit les faibles. Nous voulons travailler à ce que tout le monde soit plus prospère sur notre continent.
Beaucoup de gens craignent que sur ce chemin vers davantage de solidarité européenne, nous perdions nos souverainetés nationales. Ce sera le contraire, nous allons reconquérir de

la souveraineté. Aujourd'hui, nous n'avons plus la pleine souveraineté, nous l'avons perdue au profit des marchés financiers, au profit de Parlements et gouvernements qui n'ont pas été élus démocratiquement.

Ceux qui coopèrent, ceux qui travaillent ensemble, abandonnent une partie de leur nationalité, perdent une partie de leur autonomie, mais ils reconquièrent une part de souveraineté. L'Europe est un projet optimiste. Aujourd'hui, l'Europe est souvent porteuse d'angoisse, de dépression, et le pire effet de cette crise, c'est le désappointement des hommes en Europe, par rapport à l'Europe. Le plus grand ennemi de l'Europe, c'est le manque d'espoir, l'impuissance, le fatalisme, et cela aboutit quelquefois à ce désir diffus d'un retour à l'État national, ou même au nationalisme, un désir diffus mais dangereux.

En tant qu'Allemands, nous savons mieux que les autres ce que la méfiance réciproque et les nationalismes exacerbés peuvent provoquer. Il ne faut pas imaginer que le président chinois ou le Premier ministre indien appellera 27 chefs d'État et de gouvernements européens l'un après l'autre, pour leur demander : *"Alors ? Que pensent les Européens des grands problèmes du monde, de la guerre, de la paix, des questions d'écologie, du commerce mondial ?"* Ou l'Europe parlera d'une seule voix ou nos enfants n'auront plus de voix dans le monde. Il ne faut pas seulement assurer la paix vers l'intérieur, nous devons également représenter les intérêts de nos citoyennes et de nos citoyens dans le monde, c'est ça notre réponse à la globalisation. Nous en sommes souvent très loin. Au Conseil de sécurité, nous ne votons pas de la même façon entre Européens. Mais il y a 60 ans, des Français, des Italiens, des Allemands et d'autres, se sont réunis après la Deuxième Guerre mondiale, et ont dit : *"Nous voulons construire une nouvelle Europe en commun."* C'était une utopie mais nous y sommes arrivés. Notre mission à nous sociaux démocrates et socialistes est d'œuvrer à donner à l'Europe un nouvel espoir, de nouvelles visions, de travailler à une Europe qui investit dans sa jeunesse, dans l'éducation, dans la formation, dans la recherche et dans l'innovation. Une Europe en accord sur les questions internationales importantes, les droits de l'Homme, la paix, la lutte contre la pauvreté et la faim. Une autre Europe et en même temps beaucoup plus.

L'Europe est plus qu'une monnaie, plus qu'une politique financière. L'idée européenne place le bien-être de tous au-dessus de l'intérêt individuel. L'idée européenne place la diversité culturelle au-dessus de la contrainte, de la conformité. Elle place la qualité de la vie au-dessus de l'accumulation des richesses, elle place le développement durable au-dessus d'une exploitation sans égard de l'homme et de la nature. Et cette idée européenne place surtout l'idée de la coopération commune au-delà, au-dessus de l'exercice du pouvoir unilatéral.

Sociaux démocrates et socialistes, battons-nous de nouveau pour cette idée dans toute l'Europe. »

Antonio Seguro

« Français, Portugais, Européens, nous vivons des temps difficiles. La recette néo-libérale d'austérité n'est pas la solution. La redistribution est en panne, il y a davantage d'inégalités, plus de dette, plus de chômeurs, l'école est mise à mal. Elle aggrave la crise sociale et économique, en même temps qu'elle mine les fondations de la démocratie. Nous, socialistes, devons être forts et unis. Forts dans la défense de nos valeurs, et unis dans l'affirmation d'un autre chemin pour l'Europe. Le futur de l'Europe est un test à l'autorité du projet socialiste. Il nous faut dépasser l'austérité imposée.

Le Parti socialiste portugais et moi-même serons à votre disposition pour tous les débats et batailles. Le changement, c'est maintenant, parce qu'il existe un autre chemin. »

Pier Luigi Bersani

« Cher Harlem, dans ce congrès, tu assumes la direction d'une force politique vers laquelle se tournent les espérances des socialistes, des démocrates et des progressistes de l'Europe entière. La victoire de François Hollande aux élections du printemps a constitué un changement que les Français attendaient depuis longtemps. Parallèlement, elle a symbolisé un extraordinaire élan de confiance envers l'européisme démocratique. Le vote des citoyens français a été vécu par beaucoup en Europe comme un premier pas décisif pour tourner la page. L'élection de François Hollande et la victoire des socialistes aux élections législatives rendent à la France son rôle de protagoniste et de moteur dans la construction d'une dimension politique, démocratique et sociale du projet européen. Et nous aussi, en tant que démocrates italiens, nous observons avec le plus grand intérêt ce qui se passe dans votre pays. Le même intérêt que vous aviez lors de notre bataille pour faire tomber le gouvernement Berlusconi.

Rappelez-vous que nous étions ensemble, l'année dernière, en novembre, à Rome, nous avions organisé une grande manifestation populaire pour dire « basta » au gouvernement de Berlusconi. Quelques jours plus tard, Berlusconi abandonnait le pouvoir. Dans cette manifestation, le message de François Hollande a démontré que les progressistes, la gauche en Europe, quand elle est unie, elle gagne contre une droite conservatrice, nationaliste et rétrograde. Je tiens à vous remercier pour votre soutien. C'est aussi grâce à vous que le changement a été possible. En Italie, nous avons été les protagonistes de la naissance d'un gouvernement technique, présidé par Mario Monti.

Au moment où notre pays s'est trouvé confronté à une très grave crise de crédibilité sur le plan international, une crise qui, étant donné les dimensions de notre pays, risquait d'être fatale à l'euro, nous, démocrates, nous avons, en Italie, accompli un choix dans l'intérêt du pays et du projet européen dans son ensemble en mettant de côté nos intérêts électoraux immédiats. Le gouvernement de Mario Monti a permis à l'Italie de retrouver sa respectabilité internationale et la confiance des marchés. Mais nous sommes en train de payer le prix des années de promesses faciles, d'engagements non tenus, de réformes différées. Aujourd'hui, l'Italie est le seul grand pays de la zone euro qui, pour éviter la montée en flèche des rendements des dettes publiques, doit obligatoirement garantir l'équilibre budgétaire structurel de 2013, et un solde primaire de plus de 4 % du PIB.

Tout cela, dans une situation où la rigueur des manœuvres budgétaires et la lenteur d'une réponse commune européenne à la crise ne font qu'aggraver la souffrance sociale. En 2012, le PIB italien connaîtra une contraction d'environ 2,5 %. Aucun signe de reprise n'est en vue pour l'année prochaine. Le gouvernement Monti doit obtenir, pour chacune des mesures qu'il veut mettre en place, l'appui du Parlement, où le faux populisme de Berlusconi et de la Ligue du Nord garde encore un poids considérable. Cette situation politique interne et les contraintes européennes empêchent la mise en œuvre de dispositions importantes pour l'égalité et la parité sociales, pour l'emploi, pour la formation et pour l'investissement en faveur des jeunes, pour le développement durable, et pour une politique industrielle moderne, c'est-à-dire tout ce qui nous permettrait de reprendre un parcours de croissance et de cohésion sociale.

Nous nous employons à promouvoir ce changement de direction à l'occasion des élections du printemps prochain. Le Parti démocratique, cette semaine, fête son cinquième anniversaire, et aujourd'hui cela fait trois ans que j'ai l'honneur d'être à sa tête. Si on compare au SPD de Sigmar Gabriel, et ses 150 ans d'histoire, nous, démocrates italiens, faisons figure de bébés. Mais même si nous avons encore beaucoup de choses à améliorer, nous sommes déjà le premier parti politique en Italie.

La croissance du Parti démocratique s'opère malgré le discrédit que connaît la politique depuis la décennie berlusconienne. Une véritable crise démocratique, que la décennie berlusconienne n'a fait qu'aggraver de façon dramatique, et qui, couplée à la récession économique, produit un mélange d'autant plus dangereux. Pour lutter contre ce phénomène, le Parti démocratique a décidé, comme vous, de promouvoir des primaires ouvertes pour choisir le candidat au poste de Premier ministre. Nous sommes convaincus que l'écart qui s'est creusé entre les citoyens et la politique, exige des signaux forts et courageux. Et comme il est arrivé il y a quelques mois en France, nous croyons que le succès de la participation aux élections primaires ouvrira le chemin au succès des élections politiques.

La fiabilité et le sérieux que l'Italie a retrouvés grâce au gouvernement Monti ont été pour nous un atout essentiel, le retour à un cercle vertueux. Mais pour que l'Italie puisse, à long terme, respecter vraiment ses engagements et sortir d'une récession profonde, il faut toutefois faire des choix pour l'équité, l'emploi, le développement.

Il faudra encore parcourir un long chemin pour mettre en place une architecture institutionnelle de la zone euro qui soit crédible, et pour rectifier le cap de la politique économique européenne. En tant que force progressiste européiste, nous devons assumer la responsabilité d'un pacte et d'une intégration renforcée des pays de la zone euro. Ce pacte doit favoriser les politiques pour l'emploi et la croissance, par la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures qui puissent libérer enfin les politiques pour l'emploi et la croissance : la taxe sur les transactions financières sur laquelle on avance enfin, l'introduction de la règle d'or qui permettrait de retrancher du montant de la dette les investissements en faveur de la croissance, les emprunts obligatoires pour le financement des grandes infrastructures européennes et des projets à fort contenu d'innovation technologique, l'union bancaire, la mise en place d'un parcours pour la mutualisation et pour la gestion commune des dettes nationales de la zone euro, une coordination renforcée des politiques fiscales et une stratégie commune contre les paradis fiscaux. Enfin, il s'agit de créer des standards de rémunération à l'échelle européenne.

Aujourd'hui, les pays qui ont accepté le pari de l'euro sont appelés à se mobiliser autour d'un projet de constitution européenne qui permettrait d'atteindre l'union politique et rendrait possible l'intégration sur des bases pleinement démocratiques et participatives. Les élections européennes de 2014 représentent une étape capitale pour entamer ce parcours.

Pour cette raison, nous devons nous battre en faveur d'une nouvelle institution démocratique à partir de la zone euro, et renforcer la dimension européenne de nos partis. Les idéaux qui nous unissent et qui constituent le fondement de nos formations politiques : l'égalité, la dignité du travail, les droits sociaux et le respect de la liberté, la participation démocratique, ne peuvent plus, aujourd'hui, avoir pour seul garant les États nationaux. Ce congrès engendrera un élan vers le renforcement de notre travail en commun, en mettant une force déterminante, le Parti socialiste français, à la tête de cette bataille. Les démocrates italiens sont à vos côtés, et nous nous engageons à rendre à notre pays le rôle qui lui revient. Nous voulons une Italie proche de la France, toutes deux protagonistes d'une nouvelle page de l'unification européenne et de l'affirmation de nos idéaux communs. »

Ségolène Royal

« Voilà notre premier congrès depuis la victoire de François Hollande. Je forme le vœu que le rassemblement des socialistes aide notre président et notre Premier ministre à poursuivre la politique difficile qu'ils ont engagée pour réduire les inégalités et pour redresser notre pays dans la justice.
Nous devons sortir de la crise de la zone euro, mais cette sortie de crise est conditionnée par la réalisation de ce que nous avons promis pendant la campagne présidentielle, à savoir qu'il faut remettre la finance au service de l'économie, et enfin faire obéir les banques qui continuent à dicter leur loi.

Notre objectif de civilisation, c'est d'abord d'apporter le bien-être à nos peuples. L'égalité des chances éducatives à tous les enfants d'Europe. C'est la construction d'un ordre international juste qui verra se réduire l'écart entre les pays du Nord et les pays du Sud. Et notre premier objectif, c'est de ramener la croissance en Europe. Pour cela, il y a deux leviers. Le premier, c'est la confiance, comme l'a affirmé François Hollande. Le second, c'est de mettre en cohérence la politique économique européenne. Nous avons défini un pacte de croissance, alors mettons-le en œuvre. Le budget européen est aussi un élément de stimulation de l'économie, notamment au travers des fonds structurels. La taxe sur les transactions financières va faire l'objet d'une coopération renforcée. Onze pays ont déjà donné leur accord.

C'est le rôle de la France de dire aux citoyens européens quelle idée de l'Europe nous voulons soutenir. Voulons-nous une Europe fédérale ou une Europe des Nations ? En changeant de dimension, l'Europe a changé de modèle, c'est la raison pour laquelle le chef de l'État a proposé une réunion mensuelle des chefs d'État et de gouvernement de cette zone.

Le Conseil de la zone euro permettra de mieux coordonner les politiques économiques et de réaliser la convergence fiscale. La France défend l'intégration solidaire. L'union bancaire qui conduit à une supervision, dont la Banque centrale européenne sera l'organe, doit permettre une résolution des crises, avec une recapitalisation des banques. Mais cette solidarité ne pourra aller sans un contrôle démocratique. Voilà le chantier de nos dirigeants et la volonté des socialistes.
Nous devons créer une agence publique de notation. Il n'est plus acceptable que nous dépendions encore des agences privées de notation liées au capitalisme financier. Nous avions parlé de l'interdiction de la spéculation bancaire, alors faisons-le. Des propositions d'ailleurs très concrètes ont été faites aussi pendant la campagne présidentielle, qui consistaient par exemple à rendre public le nom des banques et des fonds de pensions qui avaient spéculé sur la dette grecque. Nous avions dit que nous allions interdire les ventes à termes de titre que les banques ne possèdent pas. Exigeons des instances européennes financières qu'elles le fassent.

Oui, la réforme bancaire et notamment la distinction entre les activités spéculatives et d'investissement, à laquelle se sont attelés François Hollande et Jean-Marc Ayrault, doit être faite sans tarder. Nous avions promis de prohiber les bonus individuels, d'interdire les paradis fiscaux, nous devons transformer nos engagements en actes.

Avançons car la finance doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, une industrie des services financiers, au service de l'économie réelle et de la création d'emplois. Nous ne sortirons pas de la crise dans le système actuel. Car quelle est la plus grande menace qui pèse sur l'Europe ? François Hollande l'a dit : *"C'est de ne plus être aimée, de ne plus être regardée au mieux que comme un guichet austère où les uns viendraient chercher des fonds structurels, d'autres une politique agricole, au pire une Europe qui serait considérée comme une maison de redressement. À elle de donner du sens à son projet et de l'efficacité à ses décisions."*
Pourtant, l'Europe reste la plus belle aventure pour notre continent, elle est la première puissance économique du monde, un modèle social et culturel.
Nous avons une responsabilité éminente pour répondre aux doutes qui assaillent nos peuples. Quelle solution de gauche face à la crise ? Quel est le sens de notre engagement ? S'il ne fallait retenir qu'une idée directrice, ce serait la certitude que la réduction des inégalités et des injustices n'est pas une conséquence de la croissance mais que cela en est la première des conditions. Car ce n'est pas seulement une répartition juste des fruits de la croissance que la gauche doit garantir, c'est un changement dans la hiérarchie des priorités, pour remettre au cœur de la production le respect du travail, le respect des femmes et des hommes, leur dignité et leur juste rémunération, pour qu'elle soit source de bien-être, et donc de productivité pour les entreprises. Nous devons, nous socialistes, porter la parole des sans-voix, pour qu'ils aient d'autres formes d'expression que la révolte quand ils sont à bout. Cela signifie que lorsque la gauche est au pouvoir, elle doit inventer des formes de démocraties citoyennes et participatives.
La seconde priorité sur les quatre qui rassemblent les socialistes du monde entier, c'est l'éducation, et l'éducation professionnelle permanente, y compris avec les nouvelles technologies, le télé-enseignement, qui sont les leviers les plus efficaces du développement et de la croissance. Les taxes sur les transactions financières doivent être massivement consacrées à cet objectif éducatif.

La troisième priorité, c'est la mutation énergétique. Les pays du Sud disposent d'une réserve inépuisable d'énergie gratuite, l'énergie solaire, et le retard pris dans leur équipement est tout simplement inadmissible. Les investissements mondiaux ont été orientés vers les besoins et les choix énergétiques des pays du Nord et des pays producteurs d'énergies fossiles, polluantes. Alors que nos modes de vie, de déplacement individuel qui asphyxient les villes du monde entier, constituent un défi de civilisation essentiel que nous pourrons résoudre par la révolution du transport propre qui, en outre, sera à l'origine de création d'activité et d'emplois durables et non-délocalisables. Enfin, les banques publiques d'investissement doivent voir le jour dans tous les pays dirigés par la gauche comme cela vient d'être fait, ici, et il faut accélérer le débat parlementaire pour qu'elles soient rapidement mises en application car nos PME souffrent cruellement d'un manque de fonds de roulement et de moyens financiers pour investir, innover et créer des emplois.
Nous devons, nous, socialistes aux responsabilités, renouer avec notre histoire, et notamment les années, qui avec François Mitterrand, ont relancé la construction d'une Europe qu'il avait trouvée quasi paralysée, comme celle que nous trouvons aujourd'hui. Alors, inspirons-nous de sa conscience vive de ce qui risquait d'advenir si l'Europe échouait à protéger les siens et à peser dans le monde. Ses mises en garde sont plus actuelles que jamais, il connaissait la dimension tragique de l'histoire et savait qu'en période de crise, les occasions gâchées débouchent vite sur les implosions dangereuses. Une Europe trop timorée en matière de progrès social s'exposerait au réveil funeste des nationalistes et des xénophobies haineuses.

À nous de redonner les moyens de peser pour une autre Europe au service de ses peuples, de leur bien-être, et non pas une Europe qui continue à se faire contre eux. Telle est notre tâche, telle est la tâche de notre président de la République, telle est la tâche de notre gouvernement, telle est la nôtre, à nous, socialistes, alors, avançons. »

Jean-Christophe Cambadélis

« Le monde est écrasé par la crise, la crise financière et économique, qui est aussi la crise du modèle de développement. Le socialisme doit offrir une réponse globale comme il doit repenser son rapport au progressisme. La social-démocratie, les socialistes, la gauche, les progressistes, ont engagé la reconquête par les territoires. Nos camarades tchèques ou hongrois gagnent les élections locales au pays de Viktor Orban. C'est l'amorce du renouveau des socialistes face aux régimes les plus anti-démocratiques depuis l'effondrement du bloc de l'Est. Le populiste, nationaliste de droite, autoritaire et réactionnaire est aussi à l'œuvre, mais au Danemark récemment, aux Pays-Bas et même en Flandres, il est battu par les socialistes et les sociaux-démocrates. En Allemagne, la quasi-totalité des länders est dirigée par le SPD, qui est maintenant majoritaire à la chambre haute. Le temps est venu. Merkel doit partir. Les peuples d'Europe ne veulent pas une Europe allemande, ils veulent une Allemagne européenne. En 2013, on votera aussi en Italie qui aurait fière allure avec notre ami Bersani. La dynamique du renouveau social démocrate devra s'affirmer dans le Manifeste du Parti socialiste européen pour la réorientation de l'Europe. L'austérité comme idéologie a atteint ses limites. Aujourd'hui, chacun comprend, même chez les conservateurs, que la sortie de crise, passe par un choc de croissance. Ne nous trompons pas, les peuples, eux, ont atteint depuis longtemps la cote d'alerte, la résignation a fait place à l'humiliation, et maintenant à la colère. Il est temps que la social-démocratie soit aux commandes au Parlement européen, à la commission européenne, il faut un nouveau cours à l'Europe. Le monde arabe a connu sa révolution la plus importante depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Entre les survivances des anciens régimes, la main mise de l'armée, l'emprise du fondamentalisme religieux, il existe une voie progressiste, démocratique et laïque, qui se développe et que nous soutenons. Renforçons la coordination des progressistes autour de la Méditerranée. Les travaillistes israéliens et le Meretz ont aussi rendez-vous avec l'histoire, en janvier. Nous soutenons leur combat et nous les saluons. Nos camarades haïtiens sont là, leur tâche est immense. Nos camarades du NPD sont devenus deuxième force politique au Canada. Nos amis du parti québécois sont arrivés au pouvoir. Les conservateurs ont été chassés du pouvoir au Mexique. Le Venezuela n'est pas en reste.
En Afrique, la nouvelle zone de tempête s'appelle le Sahara et le Sahel, de la Mauritanie au Soudan, de l'Atlantique à la Mer Rouge. Les groupes islamistes menacent la stabilité de pays comme le Niger ou le Mali. La France ne peut laisser le Mali face à ses ennemis. L'Afrique est un continent auquel notre pays est attaché et auquel notre parti est intimement lié. François Hollande a su rappeler dans son discours de Dakar les éléments de notre continuité. Il a gommé l'affront fait à l'Afrique et la honte faite à la France. Depuis 2008, le Parti socialiste s'était préparé à la reconquête et il avait proposé une nouvelle doctrine internationale et européenne. Ce travail n'est pas terminé, nous le conduirons à son terme. Ségolène Royal, vice-présidente, est plus qu'une voix reconnue dans l'Internationale, elle cherche à unir en notre nom la rénovation nécessaire et l'union indispensable. Aujourd'hui, une nouvelle relation au monde existe. Il ne s'agit pas de sermonner mais d'inciter, comme le dit notre remarquable ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, *"la France est une puissance d'influence"*. Le Parti socialiste doit lui aussi être un parti puissant et influent. L'ennemi a plusieurs visages : la finance folle ici, les régimes autoritaires ailleurs, le nationalisme partout. Tout cela porte en lui la misère et la guerre comme la nuée annonce l'orage pour paraphraser Jean Jaurès. Il y a 100 ans, à l'instigation de Jaurès, un congrès de l'Internationale s'est tenu contre la guerre, à Bâle. Ce congrès avait indiqué la menace que le capitalisme faisait courir à la paix. Nous serons le 24 novembre avec nos camarades suisses à Bâle pour fêter l'anniversaire de l'appel de Jaurès.

Cher Harlem, il y a 170 représentants étrangers au congrès du Parti socialiste. Notre parti devrait être à l'initiative, en collaboration avec l'Internationale socialiste et le PSE, d'un sommet des progressistes à Paris. La France que vous aimez est de retour. La droite refuse tout inventaire de son bilan et du bilan Sarkozy. Nous allons maintenant rendre coup pour coup. Les critiques, les attaques contre le gouvernement, contre les ministres, contre le Parti socialiste, ça suffit ! Le Parti socialiste doit être fort, le Parti socialiste doit être grand, le Parti socialiste doit combattre, il doit permettre de rénover la France, une France qui soit plus juste, plus fiable et plus crédible. »

Tous ensemble
réussir le changement
CONGRÈS de TOULOUSE
NGRÈS DE TOULOUSE
27 | 28 octobre 2012

Le débat

Alain Fontanel

« Chers camarades, quel incroyable travail réalisé ces dernières années, avec bien sûr la rénovation du parti, ce sont les Primaires citoyennes, le non-cumul, la parité, mais aussi le projet des socialistes, les nombreuses conventions thématiques, la convention du changement. Enfin, avec cinq grandes campagnes électorales, ce sont de nombreuses victoires : législatives, sénatoriales, cantonales, et bien sûr la plus belle des victoires, l'élection de François Hollande. Nous ouvrons ce congrès sereins et unis face à une droite divisée et revancharde.

Nos orientations politiques sont claires : vous avez dégagé une large majorité autour de la motion 1 qui a obtenu 68,46 % des voix. Les débats ont été riches, avec notamment les quatre autres motions.
Vote du rapport d'activité, vote des statuts, vote des motions, mais bien sûr aussi, et surtout, élection de notre nouveau Premier secrétaire. J'ai le plaisir de vous confirmer le résultat du vote du 18 octobre. Harlem Désir a obtenu 72,52 % des voix. Il est donc le 10e Premier secrétaire du Parti socialiste. »

Guillaume Bachelay

« Notre congrès doit être celui de l'unité et de la responsabilité. Pour la première fois, depuis Épinay, les socialistes tiennent congrès alors que le président de la République est l'un des nôtres, que le gouvernement est à direction socialiste, qu'il y a à l'Assemblée nationale et au Sénat une majorité de gauche, et que nombre de collectivités territoriales sont conduites par notre parti avec nos partenaires.
Nous avons milité pour cela, espéré cela, conquis cela. Ne nous en excusons pas ! Soyons-en fiers et ne laissons personne prétendre, comme à droite, que nous aurions obtenu ces pouvoirs par "effraction" alors qu'ils nous ont été accordés par le suffrage universel.
Fermons les yeux un instant et faisons un cauchemar : imaginons une France où Sarkozy aurait été réélu, où on stigmatiserait les corps intermédiaires et les étrangers ; où on accuserait les chômeurs d'être *"le cancer de la société"* ; où on baisserait l'ISF de quelques-uns et ou on augmenterait la TVA de tous les autres ; où on nous rappellerait que *"l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire"*. Depuis le 6 mai, je suis fier que le peuple de France ait voulu un autre président pour mener une autre politique, avec d'autres valeurs. [...]
Au cours de cette décennie, ce qui cimente la République a été oublié ou abîmé. D'abord par le règne de l'argent-roi. Je le dis en notre nom à tous, merci monsieur le président de la République, d'avoir au premier jour de votre mandat réduit l'indemnité du chef de l'État et des ministres et d'avoir introduit l'écart de 1 à 20 dans la rémunération des dirigeants des entreprises publiques.
Il y a eu aussi les attaques contre la laïcité. Face à ceux qui affirmaient je ne sais quelle *"supériorité du prêtre sur l'instituteur"*, merci Monsieur le président François Hollande d'avoir apporté la plus belle des réponses : la priorité budgétaire à l'éducation et à la morale laïque. [...]
Le Parti socialiste a la responsabilité de dire la vérité sur le moment que vit aujourd'hui notre pays. C'est difficile ? Oui, c'est difficile. Mais c'est une constante qu'on nous confie le pouvoir précisément lorsque et parce que c'est difficile.
Je suis l'élu d'un territoire industriel. En Seine-Maritime, j'ai grandi avec autour de moi des usines et je ne veux pas qu'elles disparaissent. Mieux, il faut que viennent près d'elles des ateliers, des laboratoires de recherche, des centres d'études. Un pays sans usine, c'est un pays qui décline. [...]

Nous avons fait campagne autour du projet présidentiel de François Hollande. Le rôle du parti est d'aider à sa mise en œuvre. Et d'ici la fin de l'année, au moins 25 des 60 engagements auront été concrétisés par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.
La mission du parti, c'est aussi d'enrichir l'action du gouvernement en la nourrissant d'idées nouvelles.
Commençons aujourd'hui par l'Europe. Le chef de l'État l'a mise sur les rails de la croissance verte et de l'emploi. En appui au "paquet croissance" obtenu par la France, proposons de sortir les investissements d'avenir du calcul des déficits publics et des fameux 3 %.

L'autre urgence, ce sont les échanges commerciaux et leurs très graves déséquilibres. Je demande que l'Europe se fasse respecter vis-à-vis des pays qui ferment leurs marchés à nos entreprises et à nos produits en multipliant les barrières de toutes sortes. Cela porte un nom : la réciprocité commerciale. Avec 27 millions de chômeurs, l'Europe ne doit plus être le ravi de la crèche mondiale.
L'accès à la santé est une autre priorité concrète. Je dis bravo au gouvernement d'avoir tenu bon face aux dépassements d'honoraires, mais il faut maintenant s'attaquer aux déserts médicaux. [...] Les médecins sont formés par la collectivité et rémunérés par elle ; en retour, il me semblerait juste de leur demander de consacrer leurs premières années d'exercice aux territoires qui manquent d'une offre correcte de santé.
Nous sommes aussi le parti des libertés. Le moment est venu d'accorder le droit à une aide médicalisée pour finir sa vie dans la dignité quand la maladie est incurable ou quand la douleur est insupportable. Vouloir ce progrès, c'est l'honneur des socialistes.
La dernière proposition que je vous soumets concerne la parité. Le système actuel n'est pas assez dissuasif, alors proposons une mesure claire : la suppression des dotations publiques pour les partis qui ne la respectent pas.
Le dernier enjeu consiste à poursuivre notre rénovation et le rassemblement de la gauche. La rénovation, nous l'avons initiée : parité, diversité, renouvellement. J'ajoute le non-cumul des mandats. Le socialisme, c'est le partage, alors pourquoi ne pas partager aussi les mandats et les fonctions ? Quant au rassemblement de la gauche et des écologistes, il reste absolument indispensable. Les Français aiment quand la gauche discute, pas quand elle se dispute. Cette vérité ne doit pas être oubliée.
Chers camarades, je le disais en commençant, notre congrès de Toulouse est celui de l'unité et de la responsabilité. Ma génération et les autres, nous avons attendu pendant 20 ans un président de la République socialiste, nous avons attendu pendant dix ans un gouvernement de gauche. Alors c'est maintenant que tout commence. Tous ensemble, au travail ! »

Hélène Geoffroy

« Nous avons mené une bataille homérique, exaltante. Nous avions un projet, nous étions attendus, après dix ans de droite. Mais le changement ne se décrète pas, il se construit, et il se construit avec nous. Nous avons les enjeux de l'emploi, de l'école, de l'éducation, de la sécurité à résoudre. Mais plus que tout, l'enjeu de la confiance à retrouver, et ce, dans nos quartiers les plus populaires.

Nous sommes allés chercher les habitants des quartiers populaires en leur promettant que nos engagements seraient tenus, c'est là notre seule force. Notre seule force est aussi d'expliquer que, lorsque nous ne pourrons pas faire quelque chose, nous aurons l'honnêteté de le dire. Nous avons ce devoir de clarté et de réussite. Lorsque je rencontre les habitants de Vaulx-en-Velin, ils me parlent d'emploi, d'éducation, je leur parle des emplois d'avenir, je leur parle des postes dans l'Education Nationale, je leur parle de la sécurité, de la dignité et du respect. Ils me parlent peu il est vrai, des débats de société, du droit de vote des étrangers aux élections locales, du mariage pour tous, de la fin de vie. Mais nous devons tenir nos engagements car la musique de promesses qui n'auraient pas été tenues jusqu'au bout peut s'amplifier très vite.

Nous devons aider le gouvernement et François Hollande. Soyons présents sur le terrain pour mener le débat et pour convaincre de notre politique fiscale, éducative, environnementale. Nous avons cette obligation de réussite aujourd'hui parce qu'à nous, échoit la plus belle des aventures, celle d'offrir un avenir commun à tous les enfants de notre pays. »

Valérie Rabault

« Pour que notre pays progresse, il faut que le progrès soit partagé. On peut toujours imaginer être meilleur que le voisin, mais notre histoire nous a appris qu'il est très difficile d'être bon tout seul. Les premiers mois du gouvernement de Jean-Marc Ayrault se sont inscrits dans cet objectif : corriger les injustices. Un peu plus de 20 des 60 engagements de François Hollande sont mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre. Ces engagements s'inscrivent dans la justice. Ils s'inscrivent aussi dans l'efficacité économique. Si la croissance est faible, c'est, pour beaucoup, parce que les Français ont arrêté de consommer ou ont baissé leur consommation parce que leur pouvoir d'achat a baissé. Cette chute historique de la consommation fait que nos entreprises n'ont plus assez de débouchés pour vendre leurs produits. Il est essentiel d'endiguer ce cercle vicieux. C'est le sens des premières mesures prises par le gouvernement. C'est aussi le sens des 150 000 contrats d'avenir et des contrats de génération.

Pour la droite, tout passerait par une compétitivité qui se résumerait à la baisse du coût du travail. Si Toulouse a su si bien faire Airbus, c'est parce que nous avons eu une force publique puissante, nous avons eu des ingénieurs, des techniciens. Depuis que la droite est au pouvoir, nous ne sommes plus capables de fabriquer chez nous et de vendre à l'étranger. Pour se disculper, la droite met tout sur le coût du travail. Le coût horaire en Allemagne, pour l'industrie, est de 36,84 euros. 36,24 euros en France. Les mois à venir vont être difficiles, nous avons un devoir de courage, de résistance, c'est le cap qui a été fixé par le président de la République, c'est aussi l'héritage que Martine Aubry nous a légué : rénovation, soutien, idées et Europe. Et c'est aussi l'héritage de Jean Jaurès : *"L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir."* »

Guillaume Balas

« La droite européenne organise le déclin de l'Europe car elle est attachée à un libéralisme économique qui ne fonctionne plus. La droite provoque aussi une réaction de crispation par rapport au reste du monde. Que peut faire la gauche ? François Hollande a réussi l'essai de la réorientation de l'Europe. Mais cet essai, et c'est là où nous entrons en jeu, doit être transformé. Il va falloir organiser le débat au sein de la gauche européenne. La motion 1 donne au Parti socialiste le devoir, dans l'année 2013, d'organiser les assises du changement en Europe. Elles doivent rassembler les partis européens, et donner le droit à chaque adhérent de définir l'orientation de la gauche européenne. Les élections de 2014 sont des élections fondamentales où nous proposons qu'il y ait un candidat du PSE pour la présidence du Parlement. Le choix est simple : d'un côté la droite, le déclin, l'attachement à un libéralisme inefficace, de l'autre, la gauche européenne appuyée sur les syndicats européens, sur les associations européennes, une Europe dynamique, une Europe égalitaire, une Europe sociale, et surtout une Europe tournée vers le monde. »

Marianne Louis

« Puisque j'ouvre le bal au nom de la motion 3, "Maintenant la gauche", je vais vous faire part de la grande espérance que nous plaçons dans ce congrès. Nous l'avions jugé un peu trop précipité, il l'a sans doute été dans son calendrier, et je tiens à remercier l'équipe des permanents de Solférino qui a fait tout son possible pour que malgré tout les rythmes soient tenus.
Mais ce congrès vient à point nommé dans le moment politique que traverse la majorité. Allons-nous réussir ? Comment résister aux dérégulations et à l'austérité portées par l'Europe libérale ? Quelles forces mettre en mouvement pour imposer un autre modèle ? Celui de la relance, celui du juste-échange, celui qui place l'éducation, la santé, le service public, la protection sociale, comme des investissements d'avenir indispensables plus que comme des charges à faire passer sous le rabot des 3 %. Les attentes et les impatiences sont grandes. Comment pourrait-il en être autrement après dix ans de droite au pouvoir ? Après une réforme des retraites inique pour les salariés ? Après les injures et les mépris faits aux quartiers populaires ? Après dix ans de France de privilèges ? Comment pourrait-il en être autrement quand la crise sociale s'approfondit ? Quand les suppressions d'emplois se multiplient, tandis que sans vergogne, quelques pseudos-pigeons mobilisent le ban et l'arrière-ban pour défendre leurs privilèges ?
Nous proposons de rompre avec le cercle de l'austérité. Nous voulons que le Parti socialiste se fixe comme cap d'être l'activateur de ce rapport de force.

Personne dans cette salle ne souhaite autre chose que la réussite pleine et entière du gouvernement. Le temps des tactiques et des carrières en solo est fini, la droite se redresse, l'extrême droite attend son heure sous un nouveau visage. L'urgence nous appelle à la responsabilité. Notre responsabilité, c'est d'ouvrir tous les débats. Ce n'est pas parce que la situation est dure qu'il faut cesser de réfléchir et d'agir. C'est parce que la situation est dure qu'il faut un PS fort. C'est parce que le socialisme est une grande idée qu'elle peut accueillir en son sein toute la diversité que nous représentons. Nous avons confiance dans le gouvernement, il travaille. Mais de grâce, mes camarades, ne privons pas le Parti socialiste de sa richesse. Pas de PS fermé pour cause de gouvernement. Ne limitons pas notre rôle au choix de nos candidats. Nous aurons fort à faire pour cela en 2014 et 2015. Notre responsabilité ici et maintenant c'est celle des militants socialistes, c'est celle d'être une force de proposition et d'action. C'est celle de donner à notre majorité du souffle et de l'élan. C'est avec cette énergie et cette conviction qu'Emmanuel Maurel s'est, au lendemain du vote sur les motions, engagé et que grâce à vous il a recueilli près de 30 % des suffrages. C'est avec cette énergie et cette conviction que partout en France, les signataires de la motion 3, militants socialistes sans faille, sont disponibles pour travailler, pour un Parti socialiste Fort face à la crise, Fier de ses valeurs, Libre dans ses débats ».

Carlos Da Silva

« Mes cher-e-s camarades, nous devons répondre à une question qui n'a pas encore été tranchée par nos débats sur les motions. Il s'agit de savoir si nous voulons être le parti des Primaires ou celui des déchirements et des arrangements. Un an après ces Primaires, six mois après nos victoires à la Présidentielle et aux législatives, nous sommes à la croisée des chemins. Notre histoire, même la plus récente a été jalonnée de tentatives d'ouvrir les portes du parti. Nous avons tenté les cartes de sympathisant-e-s, les adhérent-e-s à 20 euros, la possibilité d'adhérer directement par Internet. Rien de tout cela n'a été concluant. Mais avec les Primaires citoyennes, nous avons franchi une étape décisive. Tou-te-s les Français-es étaient invités à la table du débat citoyen. Il nous revient de prolonger ce mouvement.
L'ensemble de la direction nationale, l'ensemble de nos fédérations et de nos sections doivent se tourner vers cet objectif. Tout sera bon pour faire revenir à nous les trois millions d'électrices et d'électeurs des Primaires, et plus largement, les 18 millions qui ont fait le choix de François Hollande au deuxième tour de l'élection présidentielle. Nous devons réfléchir à l'installation des ateliers du changement souhaités par notre Premier secrétaire. Ces ateliers permettront à nos parlementaires d'expliquer ce que nous faisons. Surtout, ces ateliers nous permettront de mobiliser la société autour du changement.
Nous pouvons être durablement le parti qui fait l'alliance de tous ceux qui veulent le progrès dans la justice, le parti de toutes celles et tous ceux qui ont souhaité le changement et l'attendent. Mes cher-e-s camarades, soyons pleinement le parti des Primaires. »

Stéphane Hessel

« Chers camarades, j'aurais voulu être avec vous aujourd'hui. C'est une journée très importante, nous avons des choses à faire très vite. Il y a aujourd'hui 47 000 chômeurs de plus. C'est très grave, c'est inacceptable. Pour lutter contre le chômage, il y a des mesures à prendre très vite, et nous aurons les premiers mois de l'année pour nous y préparer. Il faudra que cette préparation indique la voie à suivre. Clairement, nous avons tardé, nous ne devons plus tarder. C'est le sens même de notre motion et de notre appel. Souvenons-nous comment Roosevelt a pris un problème de crise de ce genre.

Il est maintenant indispensable que nous fassions progresser les idées et les actions de notre parti, et pas seulement de notre parti, des autres partis européens qui pensent comme nous que, pour surmonter cette crise, il y a des actions immédiates, urgentes à entreprendre. Il nous reste quelques mois avant la fin de l'année, les trois premiers mois de l'année suivante seront indispensables pour aller vite et dans la bonne direction.

Vous êtes aujourd'hui nombreux à prendre ce problème en main. Mon message, que j'aurais voulu vous communiquer sur place, mais ma santé m'en empêche, mon message, c'est : ne perdez plus de temps ! On vous regarde comme un parti qui a tardé. Ce n'est plus possible, il faut maintenant que, très vite, vous preniez en main les problèmes centraux sans lesquels ni la France ni l'Europe ne peuvent accomplir la tâche qui doit être aujourd'hui la leur. Je vous fais toute confiance. Travaillez ensemble tous unis, mais travaillez vite. »

Juliette Méadel

« Chers camarades, c'est toujours à Toulouse que se clôturent les grands moments du Parti socialiste. Je pense aux campagnes présidentielles de François Mitterrand... mais aussi de Ségolène Royal en 2007, et surtout de François Hollande en 2012. Cette ville rose sait le sens des combats qui nous inspirent, des combats difficiles qui ne sont pas gagnés d'avance. Mais à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire... Il nous en a fallu du courage et de l'énergie et une conviction forte pour défendre notre motion dans le cadre de ce congrès, cette conviction tient en une phrase : la politique est en crise et dans une société en panne de croissance économique, dans une société de plus en plus dure, inégale, et violente, la crise du politique pourrait être le signe annonciateur de la montée des extrêmes. Je crains les lendemains qui déchantent et les voies toujours inattendues qu'empruntent les partis extrêmes lorsqu'ils surfent sur la crise et la désespérance.

Alors, l'ambition de la motion "Question de principes", c'est de réconcilier les citoyens avec la politique. Et ce n'est pas un enjeu mineur ou comme j'ai pu l'entendre ici ou là, une simple question de règlement intérieur. Car ceux-là même qui prônent la défense des classes populaires, ont-ils pris conscience du profond discrédit jeté aujourd'hui sur toute la classe politique ?
Alors que la pauvreté s'enracine en France et que les plans sociaux se multiplient, quand les représentants légaux n'ont plus la confiance du peuple, il reste une solution, la rue. Nous ne souhaitons pas en arriver à ce stade. Et ce qui va faire demain le lit des populismes et des extrêmes, ce n'est pas seulement le rejet de la différence, ni la haine de la finance - elle est bien trop désincarnée - mais c'est l'hostilité et la méfiance dans notre système de représentation démocratique. Nous qui sommes en responsabilité, nous devons travailler en profondeur pour reconstruire cette confiance.

La tâche est immense, mais le Parti socialiste est le parti le plus légitime pour conduire cela. En s'ouvrant bien sûr aux sympathisants de la société civile, en diversifiant aussi les profils et en réalisant la parité. Il faut que le parti quitte les sections, les salons, les assemblées de notables, les conseils d'administration. Il faut qu'on retrouve le Parti socialiste dans les usines, les supermarchés, ces nouvelles antres du travail prolétarisé, dans les associations qui luttent pour améliorer la vie quotidienne des Français.

Le Parti socialiste, - et cela faisait partie de l'une de nos propositions -, pourrait s'installer, d'ailleurs, dans un quartier populaire à Paris, et quitter celui qui est l'un des plus chers de la capitale. Ce n'est pas de la démagogie. Mais pour être en phase avec nous-mêmes, nous devons être capables de sortir de cet entre-soi qui nous tue, et qui a bien failli nous tuer depuis le 21 avril 2002.
Les Primaires ont signé le début d'une nouvelle ère, mais on dirait que le mouvement qui s'est levé s'est arrêté en route. Trois millions de personnes se sont déplacées fin 2011 pour désigner le candidat socialiste à la Présidentielle. Sur ces trois millions, 800 000 ont laissé leur adresse. Combien d'entre-elles sont venues voter au congrès ? Moins de 80 000. Cela signifie que nous n'avons pas su les intéresser, et cela ne doit pas se reproduire. Il nous appartiendra collectivement d'y veiller. C'est une question de démocratie et une question de principe. Nous proposons, avec les camarades de la motion 2, un agenda de la rénovation.

Par exemple, le PS pourrait travailler à l'adoption d'un code de déontologie socialiste, c'est-à-dire un ensemble de règles que nous nous imposerons volontairement parce qu'il y a dans la vie politique des sujets qui relèvent de la morale, mais pas de la loi. J'ai confiance dans notre nouveau futur Premier secrétaire. Il s'est engagé à revenir à la réforme Jospin, qui avait instauré l'élection, au suffrage universel direct du Premier secrétaire. Il a fait aussi de la parité l'un de ses axes forts, et il a œuvré au bon déroulement des Primaires. Pour nous, ce sont des marqueurs forts en faveur de la rénovation. Mais il faudra aller plus loin. Abolissons le cumul des mandats le plus vite possible. Nous avons mis dix ans à regagner le cœur des Français. Pourquoi reporter indéfiniment ce sujet au risque de paraître toujours reculer les échéances les plus fondamentales dans nos orientations politiques.

Si demain, nous disons : le non-cumul, c'est pour tout de suite, nous gagnerons sur le terrain de la confiance citoyenne. Nous incarnerons aussi une classe politique qui, la première, montrera qu'elle sait préférer l'intérêt général aux intérêts particuliers. Inventer le parti de demain, c'est constater que nous ne sommes qu'à mi-parcours sur le chemin de la rénovation. Nous voulons aller plus loin sur l'Europe, sur les questions environnementales et sur la transition écologique, qui ne doit pas être un sujet aux marges de notre projet, mais qui doit en être le centre. Il n'est pas trop tard.

Nous avons déjà contribué, à notre modeste mesure, à placer la question démocratique au cœur des débats. Nous nous battrons pour qu'elle soit, à l'avenir, le fer de lance de la mutation démocratique du Parti socialiste. C'est à cette condition que nous pourrons enfin changer la vie et assurer ainsi la réussite de la gauche dans les dix prochaines années. »

Bruno Le Roux

« La victoire, c'était il y a simplement six mois. C'était après le formidable souffle des Primaires. C'était après le rassemblement sans faille de toutes les forces de notre parti autour de François Hollande. C'était après une mobilisation exemplaire des militants, de tous les élus, de toutes les forces de progrès de notre pays. C'était après une si belle campagne qu'aucun d'entre-nous n'oubliera. De cette campagne, je veux retenir une grande fierté. Les Français ont voté pour que nous incarnions avec François Hollande le retour à une République solidaire et apaisée. Je suis fier aujourd'hui parce que nous mettons en œuvre tout ce pour quoi nous avons été élus. Tout ce en quoi les Français nous ont fait confiance. Nous avons commencé par changer la pratique du pouvoir : plus de simplicité, plus de proximité, plus de tranquillité. L'écoute, le travail avec les partenaires sociaux, la concertation pour prendre les bonnes décisions, c'est déjà beaucoup par rapport à ce qu'il y avait avant, le respect scrupuleux de la laïcité, la fin de la stigmatisation des immigrés, le retrait du tapis rouge pour les dictateurs, c'est aussi essentiel.

Avec le départ des Sarkozy, des Guéant et autres Buisson et Besson, c'est la République, et c'est la France qui est de retour.
Avec tous les députés du groupe socialiste, autour de Jean-Marc et de son gouvernement, nous sommes au travail depuis la première heure du jour de notre élection. Nous avons entamé le redressement de la France. Nous ne voulons plus être l'otage des marchés financiers. On ne combat pas la finance en la nourrissant, on la combat en s'en libérant. La politique budgétaire qui est mise en œuvre aujourd'hui par le gouvernement, c'est un budget de combat. Nous savions la difficulté de la tâche quand nous avons été élus. Pas un député n'imaginait que les choses seraient faciles, tant la situation économique et sociale était difficile. Ne nous laissons pas disperser par les vieilles lunes de ce canard sans tête qu'est aujourd'hui l'opposition et la droite. Celle qui veut que la gauche ne soit jamais légitime pour gouverner. Nous avons toute la légitimité pour réformer et pour incarner la France et la République !

Ne soyons, dans le même temps, pas dupes des excès d'une partie de la gauche ; céder à leurs sirènes, c'est se condamner à l'échec. Nous devons réussir parce que les Français ne peuvent plus attendre. Je connais l'impatience de ceux qui souffrent, de ceux qui doutent. Nous devons davantage expliquer, et je souhaite que nous soyons demain, sous l'impulsion d'Harlem Désir, le parti capable de mener la bataille idéologique contre la droite pour réussir le changement. Le groupe socialiste sera jour après jour aux côtés de chacun des militants pour voter la loi, en participant à son élaboration, mais surtout pour gagner la bataille idéologique. Cette bataille nous permettra demain d'être le parti du changement, le parti de la réussite et de la relation renouée avec les Français pour qu'ils nous accompagnent dans de nouvelles victoires. »

Philip Cordery

« Nous aurions donc tous les pouvoirs pour mettre en œuvre notre politique. Un résiste encore, c'est le pouvoir européen. C'est à tous les niveaux qu'il faut agir pour changer la société. Au niveau national nous y travaillons. Nos citoyens attendent le changement et la société est prête. Soyons au rendez-vous ! Agissons également au niveau européen. Notre action y sera déterminante, les résultats de nos politiques découleront de notre capacité d'action. Les dix années de domination de la droite n'ont fait qu'aggraver la crise et développer des attitudes de rejet de l'autre. La croissance est de nouveau à l'ordre du jour du Conseil européen. L'union bancaire va permettre plus de solidarité en Europe et la taxe sur les transactions financières est enfin une réalité grâce à la détermination du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. L'harmonisation fiscale, l'Europe sociale, un contrôle parlementaire accru et un réel tournant écologique sont autant de combats que nous mènerons.

Nous n'arriverons pas à une réorientation fondamentale sans changer de majorité au niveau européen. La conquête du pouvoir européen doit être notre priorité avec nos partenaires européens. L'Europe doit devenir un terrain d'affrontements politiques. Notre responsabilité est grande, les attentes sont immenses. Nos victoires de mai et de juin ont redonné espoir à des millions de citoyens en France et en Europe, ne les laissons pas tomber et agissons pour transformer en profondeur notre société et installer une gauche durable. »

Nicolas Bays

« Avec les camarades de la motion 1, nous avons comme objectif de réussir le changement. Redresser la France, soutenir les plus fragiles, proposer un nouveau rêve français qui soit le ferment d'un vivre-ensemble renouvelé et apaisé, appuyé sur une croissance durable créatrice d'emplois. Les Français sont impatients. Ils veulent que le changement ait lieu maintenant, nous avons été élus pour cela. Nous devons leur donner des preuves que ce changement est à l'œuvre et c'est ce que nous faisons avec les emplois d'avenir, l'encadrement des loyers à la relocation, quand nous disons que l'industrie française doit vivre parce qu'elle est une composante de l'identité de la France. Le changement est à l'œuvre et le Parti socialiste ne doit pas juste l'accompagner, il doit le devancer. Notre défi est double : redresser notre économie et travailler à la réconciliation d'une société profondément divisée. Pour cela, nous ne pourrons pas esquiver la rénovation. Le Parti socialiste a déjà franchi une première étape avec les Primaires citoyennes et leurs trois millions d'électeurs. Les militants doivent exercer leur rôle de garant de notre identité idéologique, de notre corpus de valeurs, mais aussi moteur du renouvellement de notre famille politique. Les militants ont voté à plus de 71 % pour le non-cumul des mandats dès 2012. Pourquoi reculerions-nous aujourd'hui ?

Le rêve français voulu par le président de la République ne s'arrêtera pas aux 60 propositions de notre programme. Il faudra qu'ensemble nous réfléchissions à l'étape d'après. Cette étape s'appuiera sur votre mobilisation et vos travaux. Nous aurons besoin de vos idées et de vos rêves. »

Julien Dray

« Mes camarades, le devoir d'un militant, le devoir d'un responsable socialiste, c'est lorsqu'il y a un congrès du Parti socialiste, et lorsqu'il y a divergence, c'est d'assumer cette divergence. C'est de ne pas calculer en pensant qu'au congrès prochain, il y aura une refondation ou une réorientation. Il y a une divergence entre nous. Elle repose sur une question : comment, après avoir réussi l'alternance, réussir enfin l'alternative ? Comment faire pour que la victoire électorale ne se transforme pas, par la suite, en défaites électorales ?
Face au capitalisme financier transnational, il n'y a pas de compromis possible, il y a besoin d'une nouvelle stratégie offensive pour la social-démocratie et pour les socialistes. Cela relève effectivement de décisions volontaires.

Il y a besoin d'une rupture dans la méthode de construction européenne. Celle-ci se concentre dans la renaissance d'une Europe volontaire qui accepte effectivement de fonctionner démocratiquement et qui accepte de défendre un modèle social, un modèle de salaire minimum à l'échelle de l'Europe, un modèle de conditions de travail pour l'ensemble des salariés, un modèle de protection sociale.

Cette politique offensive, c'est celle qui assume aussi un État volontaire qui ne s'interdit rien. Il y a, dans ce débat, des choses qui ne marcheront pas. À partir du moment où nous n'assumerons pas le fait qu'un État volontaire, c'est un État qui est capable d'intervenir en nationalisant des secteurs en situation difficile, même de manière transitoire, et qui, au lieu de cela, invente des dispositifs qui ne pourront pas marcher. On ne peut pas dire un jour : *"On n'accepte pas"*, et finir après par accepter. Voilà pourquoi nous avons besoin de cet État volontaire.
Offensif aussi sur le plan de la réforme fiscale, parce que ce n'est pas 50 ou 500 pigeons qui doivent faire reculer 16 millions d'électeurs. La réforme fiscale que nous voulons corrige, mais aussi impulse des dynamiques nouvelles, en donnant la priorité à l'investissement et en taxant la rente et la spéculation.
Une stratégie offensive, c'est aussi une stratégie où les socialistes ne laissent pas le communautarisme gagner et gangréner la société, mais où ils affirment partout la République, ses valeurs, la laïcité, en fixant, oui, des interdits et des bornes, en refusant les stigmatisations, mais en montrant qu'on peut vivre ensemble à partir du moment où chacun accepte le pacte social et républicain qui fonde la laïcité.

Une stratégie offensive, c'est aussi une stratégie de rassemblement de toute la gauche. Nous ne devons pas nous satisfaire d'une situation où naîtrait une forme de clivage qui deviendrait historique entre une bonne et une mauvaise gauche, une gauche qui, arrivant aux affaires, oublie son identité et devient une simple gauche gestionnaire, et une gauche protestataire qui s'enferme dans ce comportement protestataire. Et le rôle du Parti socialiste, c'est évidemment autour de cette stratégie économique, sociale, offensive, de batailler inlassablement pour ce rassemblement de la gauche.

Voilà le cœur des divergences que nous avons entre nous, et que j'ai essayé de résumer. Le congrès a marqué un temps de débat, mais ce débat ne s'arrêtera pas au soir du congrès de Toulouse, parce que nous avons la conviction, la conviction chevillée au corps, que c'est autour des questions que nous avons posées que le Parti socialiste pourra conduire la stratégie de transformation et d'alternatives.

Je voulais avoir, en concluant cette intervention, une petite pensée affective pour un homme qui, aujourd'hui, s'il était encore des nôtres, fêterait ses 96 ans. Cet homme nous a beaucoup apporté. Il disait une chose importante : *"Je ne vous quitterai jamais. Je serai là par la présence des idées."* Et une de ces idées, c'est de dire la chose suivante : *"Celui qui est socialiste ne doit jamais renoncer à transformer le monde."* »

Constance Blanchard

« Mes chers camarades, la Motion 5, "Toulouse, mon congrès", vous a proposé de répondre à une question : *"Quel est le rôle du Parti socialiste ?"*.
Pendant ce congrès, j'ai fait quelques déplacements en fédérations. Ils m'ont permis de me confronter à certaines réalités et de me conforter dans certaines idées : aujourd'hui plus que jamais, l'un des rôles du Parti socialiste, c'est d'être un rempart au Front national et à l'abstention.

Nous le savons, le 21 avril n'est pas un épiphénomène. Les résultats de la Présidentielle et des législatives nous le prouvent. Nous sommes aujourd'hui en responsabilité dans nos territoires. Mais ce n'est pas parce que nous avons gagné les élections que nous avons gagné la bataille culturelle. La droite décomplexée a attaqué avec violence la République, nous devons la remettre au cœur de nos débats.
Nous avons aujourd'hui un enjeu en tant que militants socialistes, celui de réinvestir et de reconquérir tous les territoires isolés, violemment attaqués par la crise. Nous sommes face à un défi, celui d'être en responsabilité dans la durée. Si le gouvernement doit répondre à des urgences, le Parti socialiste doit préparer l'avenir. Et une des clés pour des prochaines élections victorieuses, c'est de redonner confiance aux électeurs qui, aujourd'hui, sont désabusés.

Comment faire ? Nous avons deux propositions. La première, faire vivre la solidarité envers nos camarades qui sont dans des territoires sinistrés, où nous-mêmes parfois les abandonnons, pour les aider à mener campagnes et organiser des campagnes d'adhésion. La deuxième, c'est une proposition que nous avons portée et qui est aujourd'hui reprise : le fait de mettre en place des universités permanentes décentralisées. Ce que nous proposons, c'est de pouvoir donner à tous les camarades qui le souhaitent une formation sur l'histoire du parti, sur les valeurs, les enjeux de société et ceux du quinquennat pour que chacun puisse être en capacité d'y répondre.
La diversité ne nuit pas à l'unité au sein du Parti socialiste. Si *"Toulouse, mon congrès"* s'arrêtera à la fin du Congrès, nous continuerons à exister sous une autre forme pour que les idées que nous avons apportées continuent à irriguer le Parti socialiste. Nous appelons à un parti mobilisé : c'est une des clés pour une alternance fructueuse. »

Colette Gros

« Chers amis, nous sommes aujourd'hui rassemblés pour déterminer le rôle de notre parti, pour soutenir le gouvernement, pour aller plus loin plus vite, pour l'aider à sortir le pays des multiples crises qui ont pour cause ce système économique que nous combattons depuis des années.
Nous sommes rassemblés aussi pour préparer l'avenir et définir un projet européen qui rassemble les Français et les Européens, un projet qui fasse sens. Car oui nous sommes tous pour l'Europe. Le projet de rassembler des peuples est beau en lui-même, mais aujourd'hui, les Français et les Européens ne veulent pas simplement un discours de rassemblement autour d'une idée un peu floue, mais autour d'un projet clair, un projet qui les protège, un projet qui les motive, un projet qui leur donne espoir, pour résumer : un projet socialiste.
Pour gagner le dernier pouvoir qui nous manque, pour avoir les moyens de combattre efficacement le système ultra-libéral, pour combattre efficacement la finance dont notre président a fait son principal adversaire, pour combattre l'extrême droite qui joue avec les peurs, pour gagner donc ce pouvoir, nous avons la responsabilité de discuter, de convaincre, de s'accorder avec nos partenaires du Parti socialiste européen. Nous devons construire avec eux un programme commun et nous devrons tous le défendre. Nous devons construire une campagne et un message communs, avec l'organisation de Primaires pour désigner notre candidat commun à la présidence de la Commission européenne, avec une désignation transparente de candidats qui s'engagent sur la totalité du mandat européen, avec la volonté de donner plus de pouvoir au Parlement européen, seul organe directement élu par les peuples.
Nous devons construire la solidarité, en demandant à parler de convergence et d'entraide sans condition, plutôt que de mettre les peuples dos à dos avec des objectifs individuels. Nous rappelons que la balance commerciale de la zone euro est positive. Alors, arrêtons de parler de compétitivité et parlons plutôt de redistribution, de transferts internes pour répartir les gains générés par l'ouverture des marchés et la monnaie commune. »

Christophe Borgel

« Voilà 140 jours que la gauche dirige la France, 140 jours que François Hollande est président de la République, à peine moins que Jean-Marc Ayrault est Premier ministre et déjà on nous annonce le pire. Après la fable des 100 jours, voici venue la comptine des amateurs. Dans cette dictature de l'urgence, il faudrait déjà que la gauche ait tout réglé en faisant fi de l'état dans lequel la droite nous a laissé le pays, en faisant fi de la crise qui continue. Nous avons assisté au débat entre la droite décomplexée version pain au chocolat de Jean-François Copé et la droite pépère version *"Moi aussi je peux être dur"* de François Fillon. Le point commun entre les deux, c'est un état d'esprit revanchard, le mensonge sur l'état dans lequel ils ont laissé le pays. Nous ne devons pas céder à cette pression de l'urgence. Ils revendiquent tous les deux l'héritage de Sarkozy, ils feraient mieux d'assumer son bilan. La gauche, quand elle gouverne, doit apprendre la durée. Il n'y a pas fatalité à ce que la gauche, à chaque fois qu'elle gouverne, soit renvoyée dans ses foyers parce qu'elle aurait échoué. Dans la campagne présidentielle, nous avons dit : *"Le changement, c'est maintenant"*, je voudrais ajouter : le changement, c'est maintenant, mais ça doit être aussi durablement. Il y en a ras-le-bol de ces attaques, de ces commentaires du microcosme sur les couacs. J'assume les trois rôles que doit tenir notre parti : celui de rassemblement derrière la politique gouvernementale, celui d'interpellation du gouvernement et celui de défricheur d'idées que nous avons tenu dans la préparation du programme avec Martine Aubry et qu'Harlem Désir nous propose de continuer dans les ateliers du changement. Enfin permettez-moi d'insister sur ce rendez-vous de middle term que vont constituer les élections municipales, elles vont constituer un moment politique essentiel pour notre parti, leur préparation commence des le lendemain de notre congres. »

Laurent Grandguillaume

« Nous avons commencé à matérialiser le changement à travers la session parlementaire extraordinaire, avec les mesures qui ont été prises par le gouvernement, en matière d'emploi, d'éducation, mais aussi, en matière de pouvoir d'achat. Le Parti socialiste doit être au cœur de ce changement, il doit être acteur du changement. Notre parti doit être un parti de débat et un parti de combat. Un parti qui mène l'ensemble des combats qui sont devant nous, celui pour la République laïque et sociale, celui contre le chômage, contre l'exclusion, contre la précarité et les inégalités. Nous devons combattre le Front national, ainsi que tous ceux qui, à droite, font dans le mimétisme des idées nauséabondes de rejet de l'autre, qui stigmatisent ceux qui seraient les assistés et les étrangers. Aujourd'hui dans notre pays, il y a des rentiers qui s'enrichissent en dormant et il y a des travailleurs qui s'appauvrissent en travaillant. Il faut remettre de l'égalité, de la justice. Avec François Hollande, battons-nous tous ensemble pour réussir le changement ! »

Les Jeunes socialistes

Thierry Marchal-Beck

« En tant que président des Jeunes socialistes, je peux vous le dire avec conviction et certitude : le cap est tenu. Le cap, c'est celui qu'a fixé le président de la République, faire qu'il ne soit jugé que sur un seul engagement. Faire que les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012. C'est un ensemble de mesures qui, depuis six mois, ont été prises à cet effet : le remboursement à 100 % de l'IVG et de la contraception à 100 % pour les mineurs, les emplois d'avenir, l'engagement annoncé par la ministre de l'Enseignement supérieur d'une ouverture de négociation sur l'allocation d'autonomie.
La force de ce gouvernement, c'est d'avoir compris que c'est l'ensemble de la politique qui répondait aux aspirations des jeunes. L'encadrement des loyers, l'accès pour tous les Français à une mutuelle santé, taxer les contrats précaires, et demain, avoir une loi et des mesures coercitives pour l'égalité salariale femme-homme, c'est bénéfique à tous, mais c'est aussi particulièrement bénéfique à la jeunesse.
Enfant de la crise, ma génération a grandi à ses côtés depuis 30 ans. Et depuis 2008 ça ne fait qu'empirer. Nous étions 100 000 stagiaires en 2002, nous sommes plus d'un million en 2012.
Nous avons supprimé la TVA Sarkozy. En Espagne, la TVA a augmenté de sept points d'augmentation en trois ans. En Espagne, en Italie, au Portugal, en Irlande, en Angleterre, les frais d'inscription à l'université ont explosé. En Espagne, le Smic est passé de 640 à 600 euros. Alors voilà pourquoi, avec nos camarades belges, portugais, allemands, autrichiens, irlandais, italiens, espagnols, nous mobilisons la jeunesse européenne autour d'un mot d'ordre simple : génération de la crise, soulève-toi. Rise up!
Nous sommes là pour soutenir les Premiers ministres, pour qu'enfin il y ait un impôt sur les bénéfices européens.
Nous sommes là, enfin, pour rappeler au président de la République que rien ne se passera sans qu'on ne s'attaque au monde de la finance. Une taxe sur les transactions financières, la séparation des banques de dépôt et d'investissement, la lutte contre les paradis fiscaux, faire en sorte que la Banque centrale européenne prête directement aux États, ce sont autant de grains de sable dans les rouages de la finance.
Un congrès doit être aussi un moment où on s'interroge sur le sens même du socialisme. Peut-on continuer de mettre la croissance au cœur de toute chose quand on connaît les ravages du productivisme ? Peut-on continuer à mettre la croissance au cœur de toute chose quand on sait que dans les pays occidentaux il n'y a plus de corrélation entre croissance et bien-être, ni même entre croissance et création d'emplois ? Alors tirons les conséquences de l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini.

On va me dire que la situation économique ne s'y prête pas. Mais s'y prêtait-elle en 1936, quand on a fait les congés payés et la semaine de 40 heures ? En 1981, s'y prêtait-elle quand on a fait la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés et la semaine de 39 heures ? Alors oui, nous devons acter que l'une des meilleures façons ici et maintenant de redistribuer les richesses, de lutter contre le chômage, c'est la semaine de quatre jours et le droit à la retraite pour tous à 60 ans. Nous devons le faire. Car si nous échouons, nous savons qui est là en embuscade. Je n'ai pas tant peur de l'UMP de Copé et de Fillon que de Marine Le Pen qui n'a que de hâte de s'adresser aux ouvriers en opposant les Français depuis toujours aux Français qui le sont depuis moins longtemps. Aujourd'hui, la responsabilité des socialistes, c'est de retisser le tissu républicain.

Rien ne nous arrêtera si nous le voulons, si nous nous engageons, et si nous acceptons de gravir les difficultés qui s'annoncent devant nous, si nous refusons de nous soumettre et que nous faisons front, alors nous pourrons dire, non pas simplement *"le changement c'est maintenant"*, mais *"le socialisme c'est maintenant"*.

David Cordonnier, président du Mouvement des jeunes socialistes belge

« La crise que nous connaissons aujourd'hui n'a pas de frontières, elle est européenne, voire mondiale. Face à cette crise, on ne trouvera les solutions qu'au niveau européen. Nous les jeunes, nous refusons d'être cette génération de la crise, parce que nous n'avons pas envie de souffrir demain.
Alors il faut que Belges, Français, Espagnols, Italiens, Irlandais, Catalans, Flamands, nous fassions des propositions ensemble.
Nous devons être fiers de nos valeurs et nous devons convaincre. Elles sont les meilleures réponses que nous avons face à la crise pour lutter contre le chômage, contre la pauvreté, mais aussi pour lutter contre le racisme et toutes les formes de discrimination qui existent dans la société.

Le 14 octobre, en Belgique, nous avons eu des élections communales. Pour la première fois, outre les citoyens belges, les citoyens européens et non-communautaires ont pu y prendre part. Le vote des étrangers nous paraît logique. À partir du moment où on paie ses impôts dans un pays, il est normal qu'on ait le droit de vote pour participer à la vie démocratique de la collectivité.
J'espère que vous allez voter le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales.

Les élections communales en Belgique m'ont apporté trois enseignements : tout d'abord, le PS est le premier parti en Wallonie et à Bruxelles. Deuxièmement, je suis très fier de dire qu'aujourd'hui, en Belgique, l'extrême droite n'apparaît plus de manière significative au niveau local. Enfin, le dernier enseignement, c'est qu'il y a eu beaucoup de candidats jeunes élus. Ce que je vous souhaite également en 2014.

Au quotidien, chez nous, nous devons nous battre contre les clichés, contre le racisme, contre les discriminations. Au Parti socialiste et au Mouvement des jeunes socialistes en Belgique, nous avons des ouvriers, des universitaires, des travailleurs, des chômeurs, tout le monde est bienvenu et participe au débat démocratique. C'est aussi comme cela qu'on vient à bout des clichés et des extrémismes.

J'espère que nous serons toujours, encore demain en 2014, lors des élections fédérales et régionales, et je vous le souhaite aussi en France, le premier parti. On est le premier parti quand on est uni, quand on porte la voix de ceux qui souffrent. On est le premier parti quand on est à gauche, quand on agit à gauche. Alors votre enjeu en 2014, je vous souhaite de le relever, avec des jeunes, pour les jeunes, pour la France, et j'espère que nous continuerons ensemble à travailler avec la Belgique à l'avenir du socialisme en Europe. »

Laurence Rossignol

« Quand le président de la République a dit que la crise environnementale n'est pas une crise satellite de la crise économique, il a posé un nouveau paradigme. Dire que la crise écologique est dans la crise, c'est d'abord rompre avec l'idée selon laquelle il y aurait un calendrier de résorption des crises. C'est toucher du doigt leur interdépendance.
On ne peut comprendre la compétition économique mondiale si on n'intègre pas la tension sur les ressources naturelles et leur finitude, ni comprendre la perversité du dogme du libre-échange si on n'intègre pas le dumping environnemental dans la comparaison des coûts.
Vivons-nous une crise du système ou une mutation profonde de notre économie ?
L'équation "croissance égal emploi" a fait long feu. L'investissement public doit être mobilisé pour impulser la mutation industrielle par l'innovation. Le consumérisme qui consiste non plus à travailler pour produire mais à produire pour consommer a atteint ses limites physiques, économiques, sociales et morales. Nous devons dire aux citoyens que nous sommes là pour faire la passerelle entre le monde d'hier et celui de demain. Le gouvernement est déjà bien engagé dans cette voie. Dans quelques semaines, Delphine Batho lancera le grand débat sur la transition énergétique. Et la loi de programmation viendra ensuite.
La transition environnementale n'est pas consensuelle. La droite et les forces économiques et sociales qui la suivent démontreront leur conservatisme, leur imprévoyance et leur avidité de court terme. Nous devrons prendre les Français par la main et leur dire : voilà, le monde qui est fini, voilà celui vers lequel nous voulons aller et voilà comment nous allons y aller ensemble. Cette vision-là, c'est celle de la social-écologie, de la gauche du XXIe siècle, c'est la gauche durable. »

Laure Pascarel

« Pour Utopia, un des faits majeurs de ce congrès, c'est l'entrée de l'écologie dans les débats du PS. Une réconciliation est possible entre le social et l'écologie. Les lignes ont bougé notamment sur le nucléaire. Il s'agit bien d'un nouveau centre de gravité idéologique qui se dessine et qui a vocation à s'élargir. À Reims, Utopia était la seule motion à proposer une sortie du nucléaire. Aujourd'hui, trois motions la proposent. Utopia faisait 2 % à Reims, et avec les trois motions, 30 % demandent finalement la sortie du nucléaire. Donc 30 % du parti est aujourd'hui positionné pour une sortie du nucléaire. Cela nous donne donc une légitimité pour demander à Harlem Désir l'organisation en urgence d'une grande convention nationale sur la transition énergétique.

Notre rôle, au PS, est de pousser le gouvernement à aller plus loin, à aller plus vite. Les chercheurs doivent être associés à ce sujet comme la société civile. Ce n'est pas en décidant de fermer Fessenheim en 2016 qu'on traduit de façon volontariste un changement de modèle énergétique.
La motion 3 propose de sortir progressivement du nucléaire. En France, la sortie progressive du nucléaire est possible. L'Autriche, l'Italie, la Suisse, la Belgique, bientôt l'Allemagne, utilisent une énergie qui n'est pas d'origine nucléaire. Il y a des scénarios alternatifs possibles, il faut s'en saisir. Nous demandons à Harlem, au nom de la motion 3, d'organiser au plus vite cette convention sur la transition énergétique pour imaginer comment gérer l'énergie différemment et pour qu'enfin nous puissions être fiers de relayer le mot d'ordre de toutes les ONG du monde : "*nucléaire, non merci.*" »

Pierre-Yves Schanen

« Nous ne sortirons pas de cette crise comme nous y sommes entrés. Les crises des deux siècles passés ont toutes changé le modèle économique : après 1847, ça a été le libéralisme du printemps des peuples. Après la Grande Dépression de 1873, une seconde industrialisation fordiste ; après 1929, sa régulation par l'État providence du New Deal. 1973, première crise liée à l'énergie, a débouché sur la globalisation ultra libérale. Plusieurs ont dit ici qu'après 2008, il faut d'évidence, une régulation par le développement durable. Ce changement de modèle, c'est maintenant !
Or, certes, on doit soutenir le juste effort du gouvernement sur la dette. Mais être un parti de gouvernement, ce n'est pas que cela, c'est oser aller plus vite, plus loin, accélérer ce qui est, préparer ce qui suit. Cela seul donne du sens. Sommes-nous prêts, avons-nous réellement les projets, les mesures pour créer ce choc de la transition économique, écologique, créatrice d'emplois verts ? C'est ici, c'est pendant les deux ans qui viennent, qu'il faut nous y préparer. C'est notre rôle, Harlem, celui de notre parti, avec les militants, les groupes parlementaires, d'ouvrir les portes à ce véritable "Solférino du développement durable" qui écrira le projet de la seconde partie du mandat, celle qui ne changera pas simplement la présidence, mais le modèle de régulation.
C'est ici, pendant ces deux ans, que nous devons utiliser l'immense richesse démocratique et militante si éparse et si peu synthétisée des expérimentations de nos régions, des collectivités locales, entendre les réseaux d'entreprises, la recherche, y associer les syndicats, les associations de consommateurs, nos partenaires (oui, il y a des Verts), partager ce qui se fait chez nos voisins, pour lancer les politiques, les mesures, pour les inventer, les financer. La motion 4 propose ainsi, comme aux Pays-Bas, que les fonds de retraite (stockés dans les banques) servent à du logement économe en énergie. Je suis élu à un agenda 21. Dans mon intercommunalité, tout est fiche action ! Tout, sauf... le budget! Lorsqu'on inscrit un euro, quel impact carbone a-t-il, quel impact en terme d'emploi, de croissance ? À l'heure des choix, des coupes, les élus auraient bien besoin d'un tel outil budgétaire de développement durable. Avis aux magnifiques cerveaux d'ici à Bercy !

Avoir des mains au bout des rêves. Si ça n'est pas ici et maintenant, où cela se fera-t-il ? Pouvons-nous voir le PS céder cet avenir-là à d'autres forces politiques ? Économiques ? Nous serions dépassés, tel les radicaux du siècle dernier. Pouvons-nous voir notre pays manquer cette transition-là, ces emplois-là? Chine, RFA, qui nous laisserait à la traîne, sans recherche, engoncés dans nos obsolescences industrielles, diesel ou nucléaire, en sous-développement durable ? Génération de la dette écologique ? Toutes les défaites se résument en deux mots: trop tard. Le PS doit aller plus vite plus loin pour être le parti de gouvernement qui réussira le changement. Un Solférino du développement durable c'est possible, c'est maintenant ! »

Gérard Poujade

« Chers camarades, aujourd'hui, évoquer les questions de développement durable revient souvent à chercher la frontière entre ceux qui sont climato-sceptiques et ceux qui ne le sont pas.
François Hollande, à l'occasion du lancement de la conférence environnementale, évoquait l'objectif de moins de 20 % de gaz à effet de serre pour 2020, mais il ne s'est pas contenté de donner ce chiffre correspondant à des engagements anciens. François Hollande a donné une perspective en rajoutant que la France devait viser les - 40 % en 2030, - 60 % en 2040.

Le Parti socialiste se doit de proposer tout à la fois des politiques en rupture avec ce qui a été fait, entre autres nos politiques agricoles, industrielles, et plus encore, énergétiques. Une de nos priorités doit être d'investir dans des moyens de production d'énergies renouvelables.

La région Midi-Pyrénées va se doter d'ici la fin de l'année d'une structure qui va investir dans les moyens de production d'énergies renouvelables. Afin de contribuer à une meilleure balance commerciale du pays, de contribuer à une plus grande indépendance énergétique, de fournir un environnement de meilleure qualité aux générations futures, j'invite tous les élus socialistes à œuvrer en ce sens, là où ils sont en responsabilité.
En matière de développement durable, peut-être plus encore que pour toute autre politique, le fameux adage nous concerne tous : penser global et agir local. »

Olivier Thomas

« Chers camarades, être de gauche, disait Deleuze, c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi. Être de droite, c'est l'inverse. Chers camarades, à quoi sert un parti politique ? À quoi sert le Parti socialiste ? Est-ce seulement une machine électorale efficace ? Devons-nous uniquement être le naturel relais du gouvernement lorsque nous sommes au pouvoir ? Aujourd'hui, nous avons tous les pouvoirs institutionnels : l'Élysée, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat. Nous n'avons pas le pouvoir de l'argent. Aussi, notre parti ne peut pas se résumer à une assemblée de supporters qui doivent applaudir en cadence nos camarades ministres. Un congrès sert d'abord à l'échange d'idées, aux débats. Nous devons lutter contre l'étalement urbain. On parle beaucoup de compétitivité, du risque de délocalisation. La délocalisation existe aussi en matière d'agriculture. Si nous n'y prenons garde ce qu'il y a dans nos assiettes viendra encore plus du Brésil, d'Afrique, d'Argentine, d'Asie. Évidemment, cela semble étrange, car l'outil de production premier de notre agriculture, qui est le foncier agricole, semble difficile à délocaliser. Mais c'est en interne que nous mettons en danger ces surfaces, par l'étalement urbain. Aussi, je soumets l'idée que nous mettions en place des outils fonciers publics. Cela est possible, cela existe déjà dans la région Île-de-France, à laquelle j'appartiens, et qui s'appelle l'Agence des espaces verts, qui est un outil efficace pour porter le foncier agricole, installer de jeunes agriculteurs et penser les circuits courts.
Je veux conclure en vous parlant de compétitivité. La compétitivité n'a pas besoin de choc, elle a besoin de formation, d'investissements publics, de recherche et dans l'agriculture, comme dans tous les domaines, c'est comme ça que nous progresserons. »

Delphine Batho

« Les deux mots que nous devons avoir à l'esprit aujourd'hui, c'est lucidité et ambition. Il faut être lucide sur les difficultés que la gauche rencontre chaque fois qu'elle arrive aux responsabilités pour changer l'ordre des choses. Les difficultés ne doivent pas nous paralyser, mais nous conduire à accélérer le changement. Nous sommes dans l'action tous les jours, au gouvernement. Le rôle du parti, ce n'est pas seulement de soutenir le gouvernement, c'est d'anticiper les échéances à venir, qu'elles soient électorales ou programmatiques.
L'ambition de la gauche, c'est de s'attaquer aux racines de la crise. La crise écologique exacerbe plus encore la nature intrinsèquement destructrice du capitalisme. À l'échelle internationale, avec la crise, nous sommes dans une phase de recul dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le consensus sur le climat se brise sur les logiques de compétition et de domination. La décision de François Hollande de refuser l'exploitation des gaz de schiste est le premier acte politique fort qui va à l'encontre de cette logique.
C'est un signal qui permet à la France, de redevenir une avant-garde pour tous ceux qui, dans le monde, veulent combattre ce système destructeur. Le redressement dans la justice, c'est aussi retrouver ce qui est la place de la France dans le monde.
L'ambition de faire de la France la Nation de l'excellence environnementale, c'est un nouveau modèle de civilisation. C'est aussi une réponse concrète à la crise pour créer des emplois verts, pour placer l'écologie au cœur du redressement productif, avec le patriotisme écologique qui doit créer des emplois, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. La transition énergétique est au cœur de cette ambition.
Concernant la politique de l'énergie, nous sommes au bout d'un cycle, celui des ouvertures à la concurrence, celui de la libéralisation qui a heurté le modèle français issu du Conseil national de la résistance, mais qui n'a pas réussi complètement à l'abattre. Et l'enjeu du grand débat national citoyen sur la transition énergétique, le cap fixé par François Hollande à l'horizon 2025 de l'évolution de notre mix énergétique, c'est faire repartir le balancier de l'histoire dans le sens de la maîtrise publique de l'énergie. C'est un élément central de la bataille pour reconquérir notre souveraineté et pour que ce soit le peuple français qui décide de ses choix en matière de politique de l'énergie.
La nouvelle génération sait, parce qu'elle est née avec la crise écologique, qu'il ne peut pas y avoir de réussite d'une Nation basée sur la destruction du reste de la planète. Cette nouvelle génération, qui doit se retrouver dans la proposition concrète faite par Harlem de créer un PS écologie qui serait un forum d'échanges, de coordination et d'actions avec des intellectuels, des ONG, avec nos élus locaux, qui partout sont engagés dans les politiques de développement durable. Faisons-le, mettons-nous au travail pour faire du PS la première force écologiste de France. »

Paul Quilès

« Chers camarades, je me dois de parler d'un des défis du XXIe siècle : celui de la paix et de la sécurité dans le monde, alors que les menaces se font de plus en plus nombreuses. Le message de Jean Jaurès, c'était la recherche de l'arbitrage international, ce n'était certainement pas de régler les problèmes de la paix dans le monde par le surarmement. Malheureusement, trop souvent, les socialistes sont timides, voire réservés sur ces questions, parce qu'ils ont intégré l'esprit de la Ve République. Rappelez-vous du Général de Gaulle, qui avait pris, en 1964, un décret donnant au président de la République tout pouvoir pour l'utilisation de la force de frappe nucléaire.

Le monde a changé depuis la chute du mur de Berlin, il y a 23 ans, mais, malgré la rupture majeure qui est alors intervenue dans les relations internationales, aucune nouvelle doctrine de sécurité n'en a tenu compte et n'a émergé de cette mutation !
La dissuasion nucléaire reste le pilier de la politique de défense de la France. Hier, le contrôle des armes nucléaires était le symbole d'une volonté d'équilibre ; on a appelé cela *"l'équilibre de la terreur"* entre l'Est et l'Ouest, qui pouvait avoir une certaine pertinence. Mais cette politique a conduit à une course folle aux armements, puisqu'on a compté jusqu'à 70 000 ogives ! Je rappelle qu'il y en avait une en 1945... qui a fait 250 000 morts à Hiroshima. Par une désescalade intervenue depuis les années 1990, nous en sommes encore à 20 000 ogives nucléaires.
Le problème, c'est que les menaces d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Le danger aujourd'hui, c'est justement l'existence de ces armes nucléaires, couplée au risque de prolifération et de terrorisme nucléaire.

Établir le lien entre la possession de l'arme nucléaire et le statut de grande puissance, comme on le fait trop souvent, peut conduire certains pays à vouloir s'en équiper : c'est ce qui explique le risque de prolifération. La nouvelle donne internationale, avec toutes ses instabilités, plaide pour faire de l'élimination des armes nucléaires le fer de lance d'une nouvelle doctrine de sécurité internationale.

Malheureusement, on répète trop souvent une série de contrevérités. C'est ce que j'appelle le mensonge français et que je dénonce. Je souhaite aujourd'hui que le Parti socialiste, se souvenant du message de Jaurès, prenne des engagements, dont celui au moins de réfléchir. Nous n'avons pas le droit de laisser ce dossier fermé, de continuer à répéter des formules incantatoires, un certain catéchisme, qui est souvent le même que celui que tenait Nicolas Sarkozy ou que tiennent les experts militaires, les experts industriels de la droite. Il faut penser, chers camarades, aux générations à venir qui ont compris - et ça, c'est un défi du XXIe siècle- que l'arme nucléaire, héritage de la Guerre froide, n'aidera pas à répondre aux désordres du monde. »

Géraud Guibert

« La crise écologique est au cœur de la crise globale. C'est pourquoi les mutations écologiques et énergétiques sont des enjeux majeurs de la transformation que nous avons entreprise, compte tenu des potentiels de créations d'emplois que l'économie verte suppose. Notre parti doit être à la pointe de la transition écologique et énergétique.
Lors de la conférence environnementale, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement ont fixé le cap et nous en sommes fiers. Ils ont donné une priorité absolue à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Ils ont voulu une loi ambitieuse sur la protection de la biodiversité. Ils ont tracé la voie d'une réduction de la part du nucléaire. Enfin ils ont refusé l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dans l'état actuel des techniques. Toutes ces avancées doivent dorénavant constituer la ligne de notre parti. »

La bataille pour l'emploi

Des salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne et de Sanofi Toulouse ont été invités à s'exprimer à la tribune du congrès. Ils ont été ovationnés par les socialistes, solidaires dans leur lutte pour sauvegarder leurs emplois.

Un salarié de l'usine PILPA

« Le groupe R&R, Richmond & Roncadin France nous a annoncé, le 5 juillet 2012, lors d'un comité d'entreprise normal, son projet de fermer notre usine de crèmes glacées. Présente à Carcassonne depuis 40 ans, usine emblématique de notre région. Au même moment, ils achetaient pour 77 millions d'euros une usine en Italie. Cette fermeture implique la suppression de 124 emplois titulaires et plus de 80 intérimaires, autant dire une catastrophe pour notre bassin d'emploi carcassonnais qui est l'un des plus sinistré de France avec 13 % de chômage.
Il y a un an, le groupe coopératif 3A de Toulouse, auquel nous appartenions depuis toujours, nous cédait au groupe européen R&R, spécialiste de la crème glacée. Cette session nous était présentée comme un mariage de raison. Ce groupe appartient à un fonds d'investissement américain, Oak Tree, au capital de 80 milliards de dollars. Le gouvernement américain a imposé en mars 2012 l'entrée en Bourse de ce groupe. Avec des holdings présentes dans des paradis fiscaux comme les îles Caïmans et bien d'autres.

Il leur a fallu seulement dix mois pour supprimer notre service recherche et développement qui était le fleuron de notre entreprise. Il leur a fallu seulement dix mois pour prendre nos commerciaux, à savoir notre force de vente, voler nos recettes, nos licences comme Disney, Oasis, Fauchon, et notre identité, à savoir notre propre marque, PILPA. Il leur a donc seulement fallu dix mois pour piller nos 23 millions de litres de crème glacée et voler nos 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Les résultats financiers du premier semestre 2012, à Carcassonne, sont supérieurs à ceux des trois autres sites de production du groupe R&R France. Nous avons effectivement un taux de marge brut de 34 %, quand celui des autres sites se situe seulement à 27 %. D'après monsieur Lionel Rolland, directeur de R&R France, la fermeture de notre site est due à la baisse du marché de la crème glacée. Les chiffres montrent le contraire. La consommation de crème glacée, en France, est en augmentation constante. Pourquoi la direction veut-elle fermer l'usine de Carcassonne, la plus rentable du groupe R&R France, qui fait vivre plus de 200 familles ? Parce que c'est le choix d'une logique capitaliste, ultralibérale de la part de notre direction. Comme le précise notre directeur, Lionel Rolland, dans la presse : *"Si monsieur Hollande ne peut s'opposer à la fermeture de Peugeot à Aulnay, aucune loi ne peut m'empêcher de fermer ce site."*

Dominique Junyent, porte-parole de l'intersyndicale de Sanofi

« Depuis maintenant quatre mois, les salariés de Sanofi recherche et développement du site de Toulouse, appuyés par les autres sites et activités du groupe de Sanofi, sont entrés en résistance face à un plan de restructuration conduisant à de nombreuses suppressions de postes. Ce plan attaque l'ensemble des activités en France et en premier lieu les équipes de recherche par la mise entre parenthèses du site de Toulouse et l'arrêt des activités de recherche du site de Montpellier. L'innovation doit être le pilier de la création d'emplois sur l'ensemble du territoire. Or, Sanofi choisit aujourd'hui de sacrifier des secteurs complets de la recherche et de l'innovation. C'est un véritable non-sens, destructeur en termes d'emplois, de formation et dont les victimes finales seront nos jeunes.

Le groupe Sanofi, en perpétuelle restructuration depuis 2009, n'a jamais fait la preuve du bien fondé de sa stratégie, ce qui a été également relevé par un consensus de cabinets d'experts économiques. En conséquence, le portefeuille de nos produits s'appauvrit de façon alarmante, les investissements en recherche interne diminuent au profit de retours indécents vers nos patrons et gros actionnaires. Ce nouveau plan pousse à l'extrême la logique financière choisie par nos dirigeants, c'est un véritable non-sens et un déni d'éthique pour une industrie pharmaceutique digne de ce nom et dont les victimes finales seront les patients.
Les organisations syndicales représentatives sur les sites, sociétés et le groupe fonctionnent en intersyndicales, solidaires et unies, et expriment leur détermination autour d'une revendication commune et cohérente : le retrait du plan et le maintien d'activités pour tous. Elles fédèrent les salariés dans une mobilisation inédite, courageuse et qui trouve sa légitimité dans les nombreux soutiens exprimés.
Malgré tout, le site de Toulouse est aujourd'hui évincé des débats au sein de Sanofi et perd toute perspective d'intégration de ses compétences au sein de ce groupe. C'est un véritable non-sens social et scientifique dont les victimes finales seront les salariés.
Le premier groupe pharmaceutique français et européen, Sanofi, a fait le choix d'une gouvernance à l'anglo-saxonne dont les conséquences directes sont la perte de nos activités, expertises et moyens, en France et en Europe. Cela dit, il bénéficie largement des structures et des aides publiques apportées notamment par le crédit impôt-recherche et le comble, des réductions d'impôts pour frais de restructuration.

Notre direction a fait tourner à son avantage des négociations qui devaient aller dans le sens que nous revendiquons. Toulouse, après être vidée de ce que la direction veut garder, est abandonnée à d'autres. La direction en paraît soulagée quand elle annonce cyniquement en CCE qu'elle ne peut plus rien faire pour ce site puisque les ministres s'en occupent. Les Sanofiens, les citoyens, ne comprendront pas cette assistance portée à un groupe en si bonne santé financière. C'est un véritable non-sens dont la victime finale sera l'État.

Aujourd'hui, nous, militants syndicalistes, nous adressons à vous, militants politiques. Nous vous portons nos questions. Que doit-on mettre en place et développer ensemble afin qu'un grand groupe bénéficiaire comme Sanofi assume sa responsabilité sociétale ? Comment créer un contexte propice pour que nos élus et représentants politiques puissent faire reculer la stratégie ultra-libérale des grands groupes nationaux et internationaux qui se placent au-dessus des États ? Que devons-nous imaginer pour porter plus loin notre volonté à tous d'aller vers plus de justice sociale ? Nous mesurons à quel point c'est difficile, mais avec vous, nous voulons y croire. »

Karine Berger

« C'est un pays déchiré que nous a laissé la droite. La ligne politique du Parti socialiste a été choisie par les Français eux-mêmes. À nous de la tenir, même si c'est dur, car la bataille idéologique ne fait que commencer.
C'est à nous, militants socialistes, de monter au front pour regagner le terrain idéologique cédé à la droite ultra-libérale. À nous de redire que ce sera la gauche qui luttera contre la dette accumulée par la droite en revenant dès 2013 à moins de 3 % de déficit public. À nous de persuader les Français que la bataille contre le chômage sera remportée par Jean-Marc Ayrault et son gouvernement dès l'année prochaine parce que notre politique marche sur deux jambes : sur le pouvoir d'achat et sur la croissance économique. Le Parti socialiste est en ordre de bataille, aux côtés de notre président, pour réenchanter la France. Un parti qui doit être à la fois la vigie et l'éclaireur du gouvernement. Alors, mes camarades, je sais que le pessimisme ronge nos concitoyens, que le pouvoir d'achat est fragile. Je sais que les entreprises sont découragées, mais je sais aussi que mon parti et le gouvernement sont en mesure de reconstruire la confiance perdue. »

François Rebsamen

« Mes chers camarades, je pense que nous avons collectivement fait une erreur : celle de ne pas rappeler systématiquement dans quel état cette droite arrogante a laissé la France. Allons-nous continuer à nous laisser donner des leçons, alors même que ceux qui dirigeaient le pays, il y a à peine six mois ont laissé l'industrie se défaire, les déficits se creuser, le chômage exploser et l'injustice fiscale régner au profit des 10 % de Français les plus favorisés ? Il ne m'a pas échappé avec quel cynisme avoué François Fillon a annoncé avoir fait retarder les plans sociaux avant l'élection présidentielle, quitte à menacer l'ensemble de l'industrie française. Ils l'ont fait sciemment pour nous en faire endosser la responsabilité.

Pas un jour sans des attaques indignes, des critiques abusives, un dénigrement systématique du président de la République, du Premier ministre, mais où sommes-nous ? Mes chers camarades, nous devons réagir à cette idéologie dominante qui veut nous faire croire que la politique menée par la droite était la seule valable, alors même qu'elle entraînait notre pays vers la faillite Les mesures fiscales, les mesures de justice qui ont été prises par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, n'ont qu'un but : apurer progressivement le passif de la France laissé par la droite, redonner cohérence et espoir. Nous devons être fiers d'incarner cette alternance. Fiers d'avoir marqué avec les Français, la fin de cette politique sarkozyste. Les Français ont voté pour ce que nous incarnions, rassemblés autour de François Hollande, ils ont voté pour une République solidaire et apaisée, pour la fin du gouvernement des privilèges pour les privilégiés, ils ont voté pour le rassemblement et le redressement du pays.

Les difficultés qui sont face à nous, nous ne les surmonterons que si nous savons nous unir autour du président de la République, de son gouvernement, de notre nouveau Premier secrétaire.
C'est un appel que je lance, un appel au combat et au rassemblement de tous les socialistes. Autour de Harlem Désir, le Parti socialiste doit retrouver son rôle pour le combat que nous devons mener, le combat de la reconquête idéologique. Car rien ne sera possible pour le gouvernement si nous ne portons pas cette reconquête.

Cela suppose la mobilisation de tous, dans toutes les fédérations, cela suppose de la force de conviction, de l'explication et de la pédagogie.

Cette reconquête, cette mobilisation permettront à la gauche de gouverner dans la durée pour instaurer cette société de justice, de solidarité, d'égalité, et de fraternité, qui est la base de notre idéal commun. »

Barbara Romagnan

« Le cumul des mandats n'est pas de gauche, il n'est pas démocratique. Il empêche le renouvellement de la classe politique, il est inefficace, et parfois frôle le conflit d'intérêts, il est une concentration de pouvoir entre les mains de quelques-uns. Or, la question du partage du pouvoir est une question centrale pour nous à gauche et non pas une question secondaire comme certains voudraient le laisser entendre.

Même si certains se sentent capables d'assumer deux ou trois mandats mieux que d'autres un seul, nous prônons le partage des richesses, nous devons partager le pouvoir. Le pouvoir est aussi une richesse.
Le cumul affaiblit la participation démocratique et hypothèque le renouvellement de la classe politique, parce que certains occupent plusieurs mandats sur un temps qui peut être très long. Le cumul va à l'encontre de l'efficacité, car en concentrant les responsabilités sur les mêmes personnes, il concentre les risques de mal les assumer et fragilise la collectivité.
Le cumul pose également un problème démocratique, car quand les citoyens votent, ils votent pour que leurs élus tranchent et non les services, sans quoi il faudrait remplacer les élections par un concours administratif.

Le mandat unique laisse plus de temps pour être sur le terrain et pour rencontrer ses concitoyens. C'est aussi plus de temps pour travailler ses dossiers, la possibilité d'offrir une certaine respiration démocratique.
Enfin, il serait opportun de faire du mandat unique la règle, et que l'on envisage ensuite des exceptions à ce principe, et non qu'on se contente de le limiter, ce qui pourrait laisser entendre que le cumul est le moyen normal d'exercice du pouvoir.
Mes chers camarades, François Hollande et le gouvernement vont appliquer cette règle que nous nous sommes fixée. Montrez-lui votre confiance, respectez votre engagement en le faisant immédiatement, vous participerez je crois, à restaurer un peu de la confiance citoyenne, dont nous avons tous besoin pour mener à bien l'action publique. »

Benoît Hamon

« Je suis aujourd'hui heureux, à la fois comme ministre du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, mais aussi comme dirigeant de ce parti, de participer à un congrès d'unité derrière notre Premier secrétaire Harlem Désir.

En face de nous, il y a un homme, monsieur Buisson, le nouveau gourou de la droite. Monsieur Buisson pense que les idées mènent le monde, et que ses idées à lui vont gagner, qu'elles vont même submerger le paysage politique français et conduire à la dislocation du modèle social et, probablement du modèle républicain. Incontestablement, la crise éprouve nos concitoyens, dans leur conscience, dans leur chair, elle fatigue les solidarités, elle disloque les médiations, et réduit le reste à choisir de nos concitoyens. Parce que depuis plusieurs années, nos compatriotes ont le sentiment que ce sur quoi ils pèsent ne cesse de se réduire. Ils ont fait un choix en mai 2012. Ils ont voulu une autre politique, et nous leur devons maintenant cette autre politique. C'est ainsi que nous combattrons la volonté des Buisson, Copé et Fillon à quelques nuances près, de porter un projet qui s'appuie sur le communautarisme, qui s'appuie sur la dislocation de la société française, qui éprouve toutes les solidarités, qui remet en cause les médiations, et qui au bout du compte ne parie que sur la loi du plus fort.

Jean-Marc Ayrault a souhaité que l'action du gouvernement repose sur le retour du dialogue et de la négociation sociale. Tout n'est pas négociable. Il n'est pas question de négocier le mandat qui est celui du peuple français donné à la gauche. Dans ce mandat, il y a le fait que l'on revienne sur une politique fiscale qui a été si injuste pendant dix ans qu'elle a considérablement fait exploser les inégalités et enrichi les plus riches. Nous avons demandé à ceux qui peuvent le plus de donner le plus, pas parce que nous sommes obsédés par l'idée de prendre aux riches, mais ils doivent payer parce que ce n'est que justice. Il est des symboles dont l'impact sur la cohésion sociale est bien plus important que quelques milliards au budget de l'État. L'engagement du président de la République, de tout le gouvernement, en faveur du droit de vote des étrangers, c'est un engagement politique. Cet engagement n'est pas ouvert à la négociation de la part de ceux qui ont l'audace à droite, de nous caractériser d'amateurs. La belle bande de professionnels qui nous a laissé 600 milliards d'euros supplémentaires, le concentré de compétences qui nous a laissé 50 000 pauvres de plus, le concentré d'efficacité et d'intelligence qui nous a fait 1 million de chômeurs en plus. Ceux-là ont l'audace aujourd'hui, au bout de quelques mois de faire le procès de ce gouvernement. Parce qu'ils avaient signé notre échec à la seconde même où nous avons conquis le pouvoir. Parce qu'ils nous font l'éternel procès de la droite à la gauche, en usurpation, en illégitimité. Ne nous laissons pas abuser par cela. Ce congrès est déterminant, parce qu'il montrera notre unité et notre mobilisation.

Mais pour que le gouvernement puisse tenir cette ligne face aux marchés, face à toutes celles et ceux qui à droite comme ailleurs, ont mis tout en œuvre pour remettre en cause cet agenda-là, nous aurons besoin d'un parti fort, d'un parti qui propose, d'un parti qui ne se contente pas de suivre l'agenda gouvernemental, mais qui l'anticipe, qui évalue nos choix et qui joue pleinement son rôle. Maintenant, Harlem, tout commence pour toi. »

Jérôme Arbez

« Bonjour camarades, Jérôme Arbez, secrétaire de section, commune rurale du département d'Ille-et-Vilaine. Après une formation de responsable d'exploitation agricole, je cherche depuis deux ans à créer une pisciculture de tilapia, un poisson végétarien. Je constate que, depuis des années, notre modèle agricole est largement responsable de la malbouffe au Nord comme de la famine au Sud, du réchauffement climatique et de la perte de la biodiversité. Autrement dit, notre modèle agricole n'est plus soutenable.

De plus en plus de citoyens s'inquiètent des enjeux alimentaires et des conditions d'exploitation du monde paysan. Cette lente prise de conscience dans la population conduit à des comportements individuels de consommation responsable. Ce sont les nouveaux consommateurs, se tournant vers le bio et le commerce équitable. Mais l'absurdité du système actuel veut que, chaque année, 10 % de produits bio supplémentaires soient importés pour pallier l'insuffisance de la production. La France est devenue le canard boiteux du bio en Europe. Selon un rapport diffusé par la FAO paru en 2009, l'agriculture mondiale devra augmenter la production alimentaire de 70 % pour nourrir 2,3 milliards de personnes supplémentaires d'ici à 2050. Il faut intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim, utiliser plus efficacement les ressources naturelles et lutter contre le changement climatique.

Nous sommes confrontés à un nouveau défi : la conversion de notre agriculture à l'agro-écologie. Tout comme le nucléaire doit laisser sa place aux énergies renouvelables décentralisées, l'agriculture industrielle, extensive et intensive doit s'effacer au profit de l'agriculture biologique. L'agriculture intensive augmente la productivité par travailleur agricole ; autrement dit, elle permet d'économiser des bras, mais fait descendre le rendement des sols. Une agriculture respectueuse de l'environnement et de notre santé sera aussi une source d'emplois pour la population rurale. Il est démontré que l'agro-écologie peut doubler la production alimentaire mondiale en dix ans. Elle permet d'obtenir des rendements beaucoup plus importants que l'agriculture conventionnelle.

Les gouvernements et les agences internationales doivent stimuler de toute urgence les techniques agricoles écologiques afin d'accroître la production alimentaire et sauver le climat. Nous avons donc la solution concrète pour surmonter la poussée démographique et la crise écologique. Les techniques agro-écologiques incluent le contrôle biologique, la lutte contre les maladies et les indésirables par des prédateurs naturels, l'agro-foresterie, arbres et cultures sur les mêmes parcelles, le stockage naturel de l'eau, les cultures intercalaires, l'utilisation d'engrais biologiques, le mélange culture-bétail ou encore la polyculture poisson-plante en hydroponie, comme l'a présenté le CIRAD, au dernier salon de l'agriculture.

En effet, si l'intérêt collectif n'arrive pas à s'imposer au mercantilisme mondial qui détruit tous les jours un peu plus la planète, rien ne sera possible. La France, première puissance agricole d'Europe se doit de donner l'exemple en appliquant des mesures concrètes et ambitieuses sur son territoire. Je soutiens ces nouvelles pratiques agricoles audacieuses, c'est pour ça que je me suis parfaitement retrouvé dans la motion portée par Stéphane Hessel, comme les nombreux militants qui vont voté pour elle. »

Élisabeth Guigou

« Chers camarades, chers amis, tapons sans relâche sur le bilan de Sarkozy et de ses gouvernements. Disons sans relâche que les dix ans de droite et les cinq ans de Sarkozy, c'était un million de chômeurs de plus, 750 000 emplois industriels détruits, la dette de notre pays doublée (1 800 milliards), et surtout la dégradation de l'image de notre pays et de son influence dans le monde. Pensons à ce qui s'est passé en Europe, pensons au discours de Dakar de Nicolas Sarkozy. Rappelons cela sans relâche. C'est cela que les Françaises et les Français ont voulu changer en portant François Hollande à la présidence de la République.

Mon deuxième message sera que nous devons, nous, socialistes, soutenir le président de la République et le gouvernement. Depuis que je suis présidente de la commission des affaires étrangères, je vois – et tous nos partenaires me le disent : François Hollande a changé les règles du jeu en Europe. Avec sa priorité à la croissance et à l'emploi, il a réussi à desserrer le carcan de l'addition des plans d'austérité et à reposer la construction européenne sur de nouvelles bases. Mais rien n'est gagné et, par conséquent, il doit avoir notre soutien plein et entier pour ce qu'il a entrepris, pour la taxe sur les transactions financières, la régulation des banques et de la finance européenne et mondiale. Le gouvernement applique nos engagements : le retour à la justice fiscale, les mesures pour l'école, pour la justice sociale et pour le logement. Enfin, nous allons, bien entendu, – je vois la fédération de Seine-Saint-Denis devant moi – mettre fin à ce scandale qui fait que de nombreuses villes ne respectent pas depuis maintenant plus de 12 ans l'impératif d'avoir au moins 20 % de logements sociaux. C'est ça la loi Duflot ; nous la ferons voter.

Troisième message, tenons nos engagements et aidons le gouvernement à les tenir : le droit de vote des étrangers non-communautaires aux élections municipales, le cumul des mandats – je souscris entièrement à ce qu'a dit Barbara Romagnan –, la parité. Et si nous faisons cela, mes chers amis, nous pourrons, et nous serons fiers d'être nous-mêmes, fiers d'être la plus grande force politique de ce pays. Je crois que nous avons, là, devant nous, une grande œuvre à accomplir. Faisons en sorte que les deux quinquennats de François Hollande nous laissent le même souvenir que ceux de François Mitterrand. »

Gérard Collomb

« Nous y voilà, mes chers camarades, nous exerçons tous les pouvoirs, au sommet de l'État bien sûr, mais dans nos communes, dans nos villes, dans nos départements, dans nos régions. Évidemment, nos congrès changent de sens. Nous redécouvrons ce qui compte pour nos concitoyens : les actes.
Nous savions que nous aurions des difficultés, mais peut-être ne pensions-nous pas qu'elles seraient aussi grandes. Déficits publics abyssaux, économie qui s'enfonce, société qui se délite. Nous devons nous concentrer sur ce qui est essentiel pour nos concitoyens : l'emploi, les salaires, l'avenir pour leurs enfants.

Après dix ans où nos adversaires ont occupé le pouvoir, nous avons une ardente obligation : retrouver notre compétitivité. Vous avez vu le débat compétitivité/coût ou bien compétitivité/innovation qualité. Ce sont les deux que nous devons restaurer.

Cela demande de prendre un certain nombre de positions courageuses. Lorsque je suis devenu maire de Lyon il y a dix ans, l'économie lyonnaise était en train de vaciller, parce que nous étions de ceux qui avaient les industries textiles, la plasturgie, la chimie ancienne. Tout se délitait et nous avons travaillé, nous avons pris les problèmes à bras le corps, avec les universitaires, les chercheurs, les chefs d'entreprises, et nous avons reconstruit une économie solide. Ce qui est possible au niveau local, il faut le faire au niveau national, pour que, dans cinq ans, les Français disent : nous avons voté pour François Hollande, et nous en sommes fiers, nous revoterons demain pour François Hollande. »

Gérard Filoche

« Chers camarades, Sarkozy nous a laissé cinq millions de chômeurs. Cela ronge la société en profondeur. Comme le fait qu'entre 2009 et 2010, il y ait eu 440 000 pauvres de plus en France, selon les statistiques de l'Insee. Sans doute, quand nous aurons les statistiques de 2012, nous serons à hauteur de 10 millions de pauvres. Si nous ne luttons pas en priorité contre ça, nous perdrons tout ce que nous avons gagné.
Notre priorité n'est pas de rembourser les banquiers, mais de faire reculer le chômage. C'est là-dessus que nous serons jugés. Rembourser les banquiers, pourquoi ? Pour avoir un équilibre budgétaire à hauteur de 3 % ? Même en Europe cet objectif est rediscuté, pourquoi serions-nous les meilleurs élèves de la classe lorsque le professeur se propose de changer le programme ? Pour lutter contre le chômage, il faut prendre l'argent là où il est pour le mettre là ou il faut, dans l'économie et dans les industries. La BCE prête à 1 %, 1 000 milliards aux banques européennes qui reprêtent à 3, 6, 7 %. C'est la République qui doit imposer sa loi aux banquiers privés et non pas l'inverse ! Je suis partisan de l'augmentation des salaires qui permet la relance. Tous les matins, la droite ne cesse de répéter : le coût du travail est trop élevé. D'abord, le travail, ce n'est pas un coût, c'est une richesse, et s'il y a quelque chose de trop élevé, c'est le coût du capital.

La droite nous répète aussi : il faut alléger les charges sociales. Ce sont des cotisations sociales, c'est du salaire brut. C'est une part du salaire mutualisée, redistribuée à chacun selon ses besoins quand il est malade, en situation de famille nombreuse, en recherche de logement, quand il est en accident du travail, quand il est au chômage et quand il est en retraite. C'est magnifique les cotisations sociales, il ne faut pas les baisser. Le salaire médian est à 1 610 euros seulement. La moitié des retraites sont autour de 1 000 euros. Ce n'est pas là qu'il faut aller chercher l'argent. Il y a eu 187 milliards de dividendes l'an dernier, c'est sur les dividendes qu'il faut prendre l'argent, pas sur les cotisations sociales, pas sur les petites retraites, pas sur les petits salaires.
La France n'a jamais été aussi riche, et les richesses aussi mal redistribuées. Alors, je veux bien qu'on fasse une taxe de 500 millions sur les banques quand elles se mettent 18 milliards dans la poche. Mais c'est loin du compte.

Ils voudraient nous parler de flexibilité, mais c'est l'ennemi de la compétitivité. Les salariés qui travaillent le mieux sont ceux qui sont les mieux formés, les mieux traités et les mieux payés. Il ne faut pas chercher à flexibiliser, à précariser mais renforcer le droit du travail, c'est-à-dire le droit d'être digne dans son travail.
Si notre parti a quelque chose à faire idéologiquement dans ce congrès, c'est de s'opposer au Medef, aux 3 "M" : au Medef, à Merkel et aux marchés. Si on s'oppose aux trois, on aura de la justice sociale, "le social au cœur" on réussira. »

Madeleine Ngombet

« Nous, socialistes, sommes héritiers d'une belle histoire qui débute avec la société industrielle, mais aujourd'hui, notre société est sous l'effet d'une crise financière et écologique sans précédent. L'idée d'un capitalisme financier et d'une croissance infinie a échoué, nous devons en tenir compte. Notre congrès pose une question : Comment le Parti socialiste doit accompagner le gouvernement, prolonger son action, mais aussi la nourrir ? La réflexion sur notre modèle de développement doit s'intensifier.
Avec les camarades de la motion 2, nous pensons qu'il faudra rompre avec le capitalisme effréné, avec le morcellement de notre société, la réduction du citoyen à un simple consommateur, avec le chômage de masse. Et pour y répondre, nous sommes convaincus que le Parti socialiste devra investir dans la transition écologique. D'ailleurs, plusieurs études, dont celle de l'organisation internationale du travail publiée au mois de mai dernier, arrivent à la conclusion selon laquelle la conversion à une économie plus respectueuse de l'environnement pourrait, dans les 20 ans à venir, générer de 15 à 60 millions d'emplois supplémentaires à l'échelle mondiale. C'est près de la moitié de la main d'œuvre mondiale qui sera concernée par la transition vers cette économie verte.

Dans le secteur primaire, nous pourrons proposer une nouvelle vision de l'agriculture, qui privilégie des pratiques agricoles raisonnées, en vue de renforcer la sécurité alimentaire et de permettre l'autonomie de la France pour son alimentation. Nous devrons proposer une nouvelle vision qui favorise les circuits courts du producteur au consommateur, ou alors de la fourche à la fourchette. Nous devons renforcer une gestion durable des forêts. Nous devrons valoriser, diversifier les emplois manuels des filières plus intensives en capital travail plutôt qu'en capital technique. Nous devrons soutenir une agriculture diversifiée qui respecte la biodiversité, qui considère que l'écologie, la biodiversité sont à réintégrer dans les pratiques agricoles, afin de préserver les capacités de la terre à produire demain.
Dans le secteur secondaire, à l'heure où nous cherchons des solutions à la désindustrialisation, les progrès en matière d'efficacité énergétique peuvent donner des débouchés professionnels. Nous devrons mettre en place une batterie de mesures qui permettent d'investir dans la transition écologique fondée sur la sobriété en organisant la baisse des consommations énergétiques, optimiser la gestion des déchets, la récupération des matériaux de valeurs, améliorer le taux de recyclage qui peut non seulement accroître l'emploi, mais aussi contribuer à améliorer l'insertion sociale. Nous devrons développer les transports en commun, organiser la transition de la filière automobile vers un véhicule plus économe en énergie fossile.
Nous devrons développer des énergies renouvelables et favoriser un meilleur accès à l'énergie : De nombreux emplois peuvent être crées dans la fabrication mécanique, mise en œuvre et pose, ainsi que l'entretien des installations.

Nous devrons investir massivement dans la rénovation thermique des bâtiments anciens, principale source d'énergie économique, qui permet la création de beaucoup d'emplois, et intéresser les PME et TPE dans ce secteur, en offrant une formation adaptée qui permette la conversion écologique. Il nous faudra aussi préparer la sortie progressive du nucléaire, en organisant un débat national, là aussi nous pouvons développer des filières de démantèlement, c'est autant de savoir-faire et de filières d'excellence qui permettront de garder les emplois.
Pour le secteur tertiaire, le développement durable, c'est aussi une dimension sociale, ce que nous allons transmettre à nos enfants en termes de cohésion sociale pour éviter la rupture des générations.

Nous devons donc réaffirmer notre vote militant lors des conventions qui ont préparé le projet pour un droit universel à l'autonomie pour tous les âges de la vie. Ceci peut permettre de créer au bas mot 13 5000 emplois de proximité en France.
À l'aube de l'hiver, comment pouvons-nous ignorer enfin toutes ces familles en précarité énergétique ? Il nous faudra nous pencher sur l'accompagnement de ces familles.
Enfin, il faudra investir dans la formation aux nouveaux métiers, remettre à égalité les filières, adapter les formations aux besoins des territoires en les rapprochant des entreprises. La transition écologique crée des emplois non-délocalisables, même avec une croissance faible. Elle participe au bien-être et au vivre-ensemble des Français, elle rééquilibre notre balance du commerce extérieur puisqu'elle nous permettra d'acheter moins d'énergie dans le pétrole. Il y a donc urgence à se doter d'une politique qui soit innovante et soutenable. Faire de la transition écologique le cœur de l'éco-socialisme, c'est aussi une question de principe. »

Rémi Demersseman-Pradel

« Mes chers camarades, je vais vous faire un aveu : je ne suis pas un pigeon. Je ne suis pas un pigeon et pourtant je suis l'un des 3 400 000 chefs d'entreprise qui dirige une TPE ou une PME en France.

Je dirige une entreprise que j'ai créée de toute pièce et où chaque jour 600 enfants sont accueillis par une équipe totale de 200 salariés. Pour me décrire en quelques mots, je pourrais vous dire que : moi, chef d'entreprise, j'ai commencé avec une idée et un bureau dans mon garage. Moi, chef d'entreprise, j'ai travaillé cinq ans sans être payé. Moi, chef d'entreprise, je touche aujourd'hui moins de 3 000 euros par mois. Moi, chef d'entreprise, je ne toucherai pas le chômage si j'arrête mon activité. Moi, chef d'entreprise, je ne toucherai jamais de retraite. Moi, chef d'entreprise, je ne connais pas les dividendes. Moi, chef d'entreprise, je ne connais pas les marchés. Moi, chef d'entreprise, je suis mal vu par ceux qui ne connaissent rien à l'entreprise. Moi, chef d'entreprise, je ne trouve pas de banques pour me prêter l'argent dont j'ai besoin. Moi, chef d'entreprise, j'ai dû apprendre à négocier avec la finance pour me développer. Moi, chef d'entreprise, je dois me développer dans un monde qui ne se développe plus. Moi, chef d'entreprise, je perdrai ma maison si mon entreprise fait faillite. Moi, chef d'entreprise, je perdrai mon mariage si mon entreprise fait faillite. Moi, chef d'entreprise, je suis convoqué au tribunal pour régler les PV de mes salariés. Moi, chef d'entreprise, je suis pénalement responsable si un des enfants qui m'est confié a un accident. Et enfin, moi chef d'entreprise, je ne ferai pas fortune en vendant mon entreprise.

Mais je peux aussi vous dire que, moi, chef d'entreprise socialiste, je veux remettre l'économie au service de l'Homme. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux donner autant d'importance à la performance économique qu'aux performances sociales, sociétales et environnementales de mon entreprise. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux que l'État ait les moyens de m'aider à développer mon activité. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux pouvoir conserver mes salariés si ma charge de travail diminue. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux pérenniser l'emploi en France et en Europe. Moi, chef d'entreprise socialiste, je suis très attaché au système de retraite par répartition qui protège l'avenir de l'ensemble de mes salariés. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux que la banque publique d'investissements finance les petites et les très petites entreprises. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux que l'économie sociale et solidaire devienne la solution la plus facile pour un créateur d'entreprise, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Moi, chef d'entreprise socialiste, je veux que l'État crée un statut protecteur d'entrepreneur d'avenir en s'appuyant sur le très fort tissu d'aides à la création d'entreprise en France.

Et enfin, moi, chef d'entreprise socialiste, je veux que le Parti socialiste écoute les réalités de ceux qui font l'économie sur le terrain, les 3 400 000 responsables de PME et de TPE de France. Je ne parle pas du maudit MEDEF qui ne représente que lui-même et qui prône une vision ultra-libérale de l'économie sans lien avec la réalité du terrain. Je vous parle d'autres dirigeants d'entreprises, certains regroupés comme ceux du centre des jeunes dirigeants, d'autres simplement prêts à innover, à expérimenter et à anticiper, bref, à s'engager. Bien sûr, il ne faut pas solliciter les chefs d'entreprise lorsque le texte de loi est déjà prêt et qu'on cherche à le corriger en urgence. C'est dès le début de la réflexion qu'ils doivent être sollicités.

Avec les camarades de la motion 4, nous appelons ainsi à organiser les ateliers du changement consacrés à la lutte contre le chômage, et ce, dès début 2013. J'ai été marqué par une tribune publiée il y a dix jours par un collectif de hauts fonctionnaires de Bercy. Ce collectif appelle ouvertement les chefs d'entreprise à s'engager en politique. Je répondrai à ces hauts fonctionnaires qu'ils n'ont rien compris, car les chefs d'entreprise sont déjà en politique, les chefs d'entreprise ont des propositions, ils ont une vision, une compréhension de l'emploi, de ses difficultés, de ses potentialités, ils participent chaque jour auprès de leur équipe, sur le territoire, au lien social et sociétal. Ils se concertent avec leur entourage, ils expérimentent, bref, ils font de la politique.

Ce n'est pas à eux de s'engager plus, c'est aux partis politiques de leur faire de la place. C'est pourquoi je conclurai, mes chers camarades, en vous disant qu'il est plus que temps que le Parti socialiste fasse pleinement entrer les chefs d'entreprise en son sein. Notre parti fera une erreur monumentale en ne les considérant pas comme des partenaires à part entière, avec toute leur place et à leur place. Harlem, si tu veux mettre l'économie au service de l'Homme, ose, plus vite, plus loin, fais de la place aux dirigeants d'entreprises. »

Monique Iborra

« L'emploi reste la priorité des Français et bien entendu la nôtre. Alors que nous devons faire face à l'héritage de la droite, nous devons tout à la fois réparer et reconstruire. Notre gouvernement, celui de Jean-Marc Ayrault, met en place une politique cohérente. C'est bien une politique volontariste, innovante, basée sur la mobilisation, la concertation, et le respect des partenaires sociaux, en rupture avec ce qui a été développé par la droite au pouvoir. Cette politique est volontariste, avec les emplois d'avenir, pour contrer le désespoir qui se propage chez les jeunes les plus en difficulté. Elle est volontariste et respectueuse du dialogue social, avec l'accord intergénérationnel qui vient d'être signé par les partenaires sociaux. Elle est innovante et mobilisatrice, avec la mise en place de la banque publique d'investissement. Mais il n'y aura pas une véritable inversion de la courbe du chômage sans croissance, sans confiance, sans mobilisation de tous. Croissance, compétitivité, efficacité économique, peuvent être associés à un modèle social auquel les Français et nous-mêmes sommes attachés. Battons-nous avec Jean-Marc Ayrault et son gouvernement, leur succès sera le nôtre, leur succès sera le vôtre. »

Florence Augier

« Chers camarades, François Hollande l'a dit, nous sommes face à une crise d'une extrême gravité. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la situation actuelle. Tous les mois, ce sont près de 40 000 personnes qui se retrouvent au chômage. Cette crise touche en premier lieu les jeunes et les seniors. Mais désormais, toutes les catégories sociales, socioprofessionnelles sont touchées et viennent chaque jour grossir les rangs des chômeurs inscrits à Pôle emploi. Sans compter les millions de précaires, d'intérimaires, de contrats aidés, de petits boulots ou de temps partiels contraints dans le commerce et la grande distribution, qui ne permettent pas de vivre dignement. Je suis salariée à Pôle emploi en tant que conseillère, et je reçois chaque jour des demandeurs d'emploi en plein désarroi, angoissés, stressés et parfois désespérés. Cette situation est inacceptable. Nous n'avons pas le droit de laisser sur le bord de la route des millions de citoyennes et de citoyens qui se sentent dévalorisés, bafoués dans leur dignité de salariés. Ce sont également des milliers de compétences et de savoir-faire qui se perdent. Nous ne pouvons plus accepter, nous, salariés de Pôle emploi, d'avoir l'impression d'être face au tonneau des Danaïdes, avec comme seul outil une petite cuillère pour le vider. Des solutions existent, il faut sérieusement réfléchir à un meilleur partage du travail. Il n'est pas normal qu'aujourd'hui certains soient malades de trop de travail, et d'autres, de pas assez. Nous devons organiser rapidement, dans les trois premiers mois de 2013, les états généraux de l'emploi en réunissant autour du Parti socialiste, les syndicats, les associations, les ONG sur tous les territoires, pour faire des propositions au gouvernement. Nous devons oser aller plus loin, plus vite. »

Manuel Valls

« Mes chers camarades, le 6 mai, la gauche a repris les rênes de notre pays. Nous sommes au cœur de l'histoire, de la promesse de la gauche, nous sommes donc à un moment de vérité. Nous allons démontrer que la gauche française va transformer ce pays dans la durée. Aucun d'entre nous ne s'attendait et ne réclamait des satisfecit, des concerts de louanges ou des commentaires compatissants. Car qui pouvait croire un seul instant que ce parcours, ce chemin, allait être facile ? Et mesurons, déjà, le chemin accompli : justice fiscale, nouveau cours européen, emplois d'avenir, volontarisme industriel, priorité à l'école, parité.

On nous parle de sondages, mais rappelons-nous que ce sont des millions de Français qui ont placé François Hollande au sommet de l'État. Voilà notre socle de confiance et d'avenir. Voilà notre horizon. La France aura besoin de nous et du président de la République pendant dix ans, parce qu'il faut de la durée, du temps.

Le rôle du parti, c'est aussi de soutenir l'action du président de la République et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Pas par réflexe institutionnel, mais parce que le gouvernement met en œuvre ce que le candidat et le Parti socialiste ont proposé aux Français tout au long de la campagne présidentielle et des législatives.

Il y a de l'impatience, c'est normal, il y a une extrême exigence, mais les Français sont lucides, il faudra du temps. Notre pays vit une crise économique d'une ampleur inégalée. Mais il y a une autre crise, liée à la première, une crise morale. C'est cela aussi, le bilan du sarkozysme.
Nous avons gagné toutes les élections locales depuis dix ans. Nous n'avons pas gagné des villes, des régions, des départements, et le pouvoir suprême seulement parce qu'il y avait un rejet de la droite. Nous avons gagné aussi sur nos projets, nos pratiques et nos valeurs.
Alors soyons lucides : l'autorité, la sécurité, ne sont pas de droite. Une droite qui a échoué sur ces sujets. Et c'est bien à la gauche d'incarner l'autorité. C'est ce qu'attendent les Français, et notamment les classes populaires.

La droite a utilisé l'insécurité, l'immigration, l'islam, pour tendre les rapports dans la société. Nous avons une autre réponse. Contre la loi du plus fort, qu'elle soit celle d'un capitalisme financier débridé qui broie l'humain, qu'elle soit celle des trafics de drogue dans nos quartiers, celle de la violence des caïds, il n'y a qu'une seule réponse possible : la République, l'autorité, l'ordre républicain. Quand, dans nos quartiers, certains de nos jeunes sont embrigadés par de véritables sectes prônant le djihad et la haine de la France, la République doit répondre avec la plus grande fermeté. Nous ne pouvons pas accepter qu'un autre ordre, celui des mafias ou qu'un ordre religieux, s'impose par rapport à l'ordre républicain.

Nous devons donner les moyens qui conviennent aux forces de l'ordre. Nous mettons en œuvre une nouvelle politique de sécurité, avec plus de moyens, avec des zones de sécurité prioritaires, en abandonnant la politique du chiffre, avec un autre rapport avec la population, parce que je veux des forces de l'ordre respectueuses des citoyens ; et ainsi, les citoyens respecteront ces forces de l'ordre.

Au cœur de ce pacte républicain, il y a la laïcité. Elle affirme que notre État est neutre, que dans l'école de la République, les signes religieux ne sont pas admis. Elle affirme, enfin, que la religion ne doit pas avoir d'emprise sur la société. Les lois de la République qui libèrent, qui assurent la liberté de conscience, qui posent de manière catégorique l'égalité entre les femmes et les hommes, seront toujours les plus fortes face aux ghettos, face aux communautarismes, face aux obscurantismes, aux radicalismes, face à ceux qui ont la haine des juifs, à ceux qui souillent les mosquées, qui profanent les cimetières.

L'intégration dans la République n'est pas une option, elle n'est pas discutable. La République est notre bien commun. La France est une terre d'accueil qui intègre, qui assimile, et si nous devons mener une politique cohérente, responsable en matière d'intégration, respectueuse des gens et des droits, mais ferme, nous devons aussi relever l'étendard de notre République et faire qu'elle regarde le monde avec confiance. C'est la gauche qui a inventé la Nation. Et face à une droite rance, petite, mesquine, courant derrière le Front national, face à une extrême droite haineuse, nous ne laisserons pas faire ces groupes identitaires qui provoquent la République.
Voilà ce que nous devons faire, nous les socialistes. Nous devons redresser notre pays, nous devons redonner sa force à son idéal, nous devons faire briller pleinement la République, voilà ce que nous allons faire tous ensemble. »

Anne Hidalgo

« Nous sommes attendus pour rétablir la confiance. La confiance viendra aussi de la bataille pour l'emploi. Retrouver le chemin de l'emploi, redonner aux jeunes la possibilité de rentrer dans la vie par l'emploi, c'est un élément clef de la confiance que nous pourrons retrouver avec les Français. La bataille pour l'emploi a été décrétée, et je voudrais saluer le travail que fait aujourd'hui le gouvernement avec notamment cette première mesure sur les contrats d'avenir.

C'est aussi d'autres mesures : aider les plus fragiles, venir soutenir les salariés qui sont aujourd'hui concernés par les plans sociaux. C'est faire en sorte que les seniors, les femmes aussi, qui sont les premières à souffrir du chômage, ne soient plus considérées comme des sous-salariées ou une sous-catégorie, mais l'emploi c'est d'abord le résultat d'un investissement qui doit se tourner résolument vers une politique industrielle. Et je me réjouis de la création de la banque publique d'investissement, qui va venir soutenir les PME.

Notre principal problème de compétitivité est là. L'investissement doit être tourné vers l'avenir, vers la recherche, vers l'innovation. Redonner confiance, c'est faire le pari de l'avenir, c'est miser sur nos atouts et ils sont nombreux. L'investissement passe par les entreprises, mais aussi par les collectivités. Cet investissement de nos collectivités est essentiel pour l'économie. Il faut l'amplifier. 70 % de l'investissement public est porté par les collectivités territoriales. S'il est bien organisé, il génère de l'emploi. Un million d'euros investi par nos collectivités, c'est 18 emplois directs ou indirects créés ou soutenus. Cet investissement, non seulement il produit de l'emploi, mais il produit du service, parce que derrière ce mot "investissement", je parle de l'école, des collèges, des universités, je parle de quelque chose qui représente 50 % du soutien au BTP.

Pendant ces cinq années de casse de la machine économique et sociale, nous avons appris aux côtés des entreprises, des chercheurs, des artisans et de tous ceux qui créent partout en France. Cette expérience qui est la nôtre est un atout pour le redressement du pays. Cet atout, nous le remettons entre les mains des Français, nous sommes là déterminés à gagner cette bataille pour l'emploi. »

Claude Bartolone

« L'héritage de Sarkozy nous plombe et nous engage. Nombre de nos concitoyens doutent, la machine médiatique s'emballe, mais face à tout cela le président de la République, la majorité parlementaire et le gouvernement ont besoin de toute la force, de tout l'enthousiasme des militants du Parti socialiste que nous sommes.

Ce congrès est un congrès de victoire, soyez fiers du chemin parcouru. Grâce au travail de chacun, nous avons remporté l'élection présidentielle avec François, mettant un terme à la politique malfaisante de Sarkozy et ses amis, cela au terme d'une primaire exemplaire qui a changé la politique française à tout jamais. Grâce au travail de chacun, la gauche a remporté les élections législatives et porté dans l'hémicycle une nouvelle image de la représentation socialiste qui fait la part belle aux femmes, à la jeunesse, et à la diversité des couleurs de la mosaïque France.

Et je veux saluer en votre nom, l'œuvre de Martine, sans qui ce profond renouvellement n'aurait jamais pu dépasser le rang de slogan. Grâce au travail de chacun, nous avons préparé le terrain à ces victoires, en installant année après année dans nos collectivités locales, la marque socialiste forgée à la fois dans la volonté de transformation et dans la conscience du réel.

Déjà, nous avons donné un coup de pouce au salaire minimum, redistribué du pouvoir d'achat aux parents grâce à l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, mis un terme à la honte que représentait la suppression de postes dans l'Éducation nationale, voté les emplois d'avenir, installé la conférence sociale.

Pour réussir cette législature du changement, réaffirmons chaque jour la ligne politique qui sous-tend chacune de nos actions. Les efforts de redressement des comptes de la Nation sont une œuvre de salut politique. La dette, c'est l'ennemi de la gauche qui agit, c'est le mépris de l'avenir au bénéfice de la fuite en avant, c'est un contre-sens de la nature qui voudrait que les enfants réparent les erreurs de leurs parents. La dette, c'est de la souffrance différée.

Voilà tout le sens du budget porté par la majorité parlementaire et le gouvernement qui en est issu. Et l'expliquer aux Français est la première responsabilité de chaque militant.
La droite fait tout pour disqualifier notre parole. Regardez la fougue qu'ils emploient pour qu'on ne parle pas des 1 700 milliards de déficit et des trois millions de chômeurs qu'ils nous laissent.

Il nous faut agir. Nous savons tous que l'année 2013 sera une année difficile, et pas simplement pour la France.

Nous demandons simplement à chacun, selon ses ressources, les moyens de reconstruire les services publics et de préparer l'avenir du pays. L'avenir, c'est miser sur la jeunesse, à travers l'école, bien sûr, mais aussi à travers la formation, la lutte contre les discriminations, l'accès au premier logement, et tout ce qui fait une vie d'adulte. Notre jeunesse doit être notre plus grand atout, misons sur elle. L'avenir, c'est le pari de l'intelligence. L'ambition d'un grand pays comme la France ne saurait être l'alignement sur les normes non respectueuses de la dignité des hommes et des femmes. La compétitivité passera par l'investissement dans l'intelligence. L'avenir, c'est le pari de l'éco-développement qui doit nous amener à réorienter notre recherche et notre production sur des modes de fabrication respectueux de la planète. Soyons les ouvriers de la reconstruction ! »

Marie-Noëlle Lienemann

« Chers amis, chers camarades, notre congrès se déroule à un moment décisif. Il y a bien sûr l'énorme responsabilité gouvernementale, l'attente du peuple français, une espérance de changement. Espérance lucide devant une crise profonde, ample, mondiale. Voulons-nous sortir de la crise avec plus d'inégalités, après une cure d'austérité qui aura démantelé notre modèle social ? Les français ont répondu non. Voulons-nous sortir de la crise avec le pouvoir du capital et de la finance renforcé ? Ils ont répondu non. Voulons-nous sortir de la crise avec une société émiettée ? Ils ont répondu non.

Ils ont répondu présents à l'ambition de changement qui était la nôtre. Nous avons besoin de la confiance du peuple de gauche à tout moment. Nous ne pouvons pas attendre les élections, il faut leur confiance en permanence. Notre congrès sera-t-il le congrès de la remobilisation du peuple de gauche pour nous accompagner contre les attaques de la droite, contre les attaques du Medef, contre les attaques des lobbies ? Voilà la question qui est devant nous. Et il nous faut y apporter des réponses. La droite a relevé la tête très vite, elle a fédéré autour des thèmes de l'extrême droite toute une partie de son électorat. Elle cherche sans arrêt à diviser notre peuple, à entretenir les peurs, à mettre en évidence certaines de nos faiblesses. Nous devons être mobilisés pour leur répondre. Il faut un cap, il faut une idéologie, il faut des valeurs, il faut des propositions.

Nous avons face à nous des lobbies puissants. Quand les lobbies bancaires se sont mobilisés contre le doublement du plafond du Livret A, nous aurions dû être plus présents pour rappeler aux Français que leur épargne doit être utile au logement social et doit être utile à la production nationale et pas à la spéculation. Quand les pigeons prétendent défendre l'entreprise alors qu'ils défendent une vision capitalistique, patrimoniale, financière de l'entreprise, nous aurions dû dire à ces pigeons : « Vous avez eu les subventions d'Oseo ou de l'Anvar et maintenant vous osez nous dire qu'il faut défendre vos privilèges patrimoniaux ». Mais d'où est-elle venue cette richesse sans l'aide publique ? Tous avaient touché des aides publiques.

Quand nous avons face à nous le Medef qui nous ressort sa vieille resucée sur la compétitivité française, nous avons dit que ce n'était pas le coût du travail qui était la question centrale. On ne peut pas capituler maintenant. On ne voulait pas la TVA sociale, il ne faut pas massivement augmenter la CSG pour alléger les cotisations sociales. La réponse est ailleurs. Il faut tenir bon. Nous sommes à un moment clé de ce rapport de force. Nous ne pouvons pas simplement nous opposer à la droite et aux lobbies. Le peuple de gauche attend des décisions urgentes. Il nous faut rapidement une loi qui s'oppose aux licenciements boursiers excessifs et inacceptables.

Quand François Hollande ou d'autres élus sont allés à Pétroplus, ils ont dit qu'il y aurait une loi pour la reprise d'entreprise, nous en avons besoin tout de suite. Nous avons évoqué des outils pour la reprise coopérative, il nous les faut tout de suite. Le peuple de gauche ne se mobilisera que s'il a l'intime conviction que le rouleau compresseur qui écrase l'emploi et l'industrie s'arrête. Nous devons en même temps fixer un cap de sortie de crise, et il a des fondements simples : redistribution des richesses, État volontaire et stratège. N'ayons pas honte de dire qu'il y a des nationalisations nécessaires. Si à Florange, on ne trouve pas d'autre solution, il faudra renationaliser. Pas, par mythe fétichiste, mais parce qu'il faut qu'on puisse reconstruire une filière industrielle de l'acier en France. L'idée du capital public est une idée toujours neuve, comme l'idée du capital coopératif. Reprenons en main notre destin industriel, reprenons du capital public, c'est indispensable.

Ce que dit Manuel Valls sur la défense du pacte républicain, je l'approuve, parce que je pense que le libéralisme a créé un tel désordre que les mafias, l'évasion fiscale, toute cette économie souterraine qui veut se priver de l'économie véritable, productive, permettant de partager les richesses, sont nos ennemis. Mais la République, ce n'est pas que l'ordre. La République doit être sociale, c'est celle de Jaurès, qui émancipe, qui partage, qui permet qu'on produise ensemble, qui considère que l'association des hommes vaut mieux que la compétition entre les individus. Voilà le choc culturel qu'il nous faut créer.

Partout autour de nous, en Europe, ce n'est pas le triomphe du progressisme, c'est partout le nationalisme, les pensées d'extrême droite qui sont montantes, c'est partout les conservateurs qui arrivent à s'allier avec eux. Nous avons la responsabilité dans ce pays, terre de la République, de montrer que la gauche française ouvre une ère nouvelle. Pas simplement pour nous mais pour l'Europe et pour le monde. Soyons ambitieux. »

Patrick Ardoin

« Chers camarades, je voudrais vous parler au nom de la motion 4, "Oser plus loin, plus vite", et je voudrais vous parler des entreprises, des petites entreprises, des PME, et surtout des entrepreneurs. La France doit devenir un pays d'entrepreneurs. On le sait tous, la financiarisation de l'économie est un fléau qui va nous tuer. On le sait tous profondément et on le voit chaque jour. Le président de la République l'a très bien dit : notre ennemi, c'est la finance. Cette lutte prend plusieurs formes : la réforme bancaire, la taxation des transactions financières. Vous le savez, plus de 90 % des transactions financières ne correspondent à rien au niveau de l'économie réelle. Mais s'il faut lutter contre la financiarisation de l'économie, il faut encourager, soutenir l'économie réelle. Et cela signifie deux axes majeurs qu'il faut respecter absolument.

Le premier, c'est s'appuyer sur les citoyennes et les citoyens, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes. Dans les quartiers populaires et ailleurs, il y a un vivier d'énergie formidable, un vivier de projets remarquable, un vivier d'innovations exceptionnel. Il faut détecter ces énergies, ces projets, les encourager, les accompagner, et cela au plus près des citoyennes et des citoyens, c'est-à-dire dans les régions. Il faut respecter et soutenir et développer une politique régionale des petites et moyennes entreprises. Le deuxième point très important, c'est qu'il y a une politique de l'entreprise, et cette politique peut être une politique de gauche. L'économie sociale et solidaire doit être développée. Il faut faire évoluer la législation des entreprises pour donner plus de moyens, plus de pouvoir aux salariés dans l'entreprise. Le travail, Gérard Filoche l'a répété, l'a redit à juste titre, le travail n'est pas un coût, le travail est une richesse. Il faut restaurer cette démarche dans toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, et restaurer la fonction fondamentale bien souvent oubliée que représentent les syndicats.

Et quand j'entends quelques pigeons qui réagissent à une excellente décision de notre gouvernement, qui veut ainsi rééquilibrer la fiscalité entre le travail et le capital, je m'insurge. C'est inadmissible que par quelques messages de réseaux, que par quelques propos inexacts, qui travestissent la vérité et le texte de ce projet, qu'il puisse y avoir une écoute. Il y a des entreprises et des entrepreneurs responsables qui pensent à leurs clients, qui pensent à leurs salariés, qui pensent aux syndicats, il faut absolument que ce soit ceux-là qui aient le pouvoir dans l'entreprise.

Alors, camarades, faisons confiance à la France, faisons confiance à l'entreprise. Mais dans le cadre d'une politique de gauche, que nous devons revendiquer haut et fort, remettons enfin l'économie réelle à la juste place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. »

Pierre Moscovici

« Un congrès comme celui-là, ce n'est pas un moment de congratulations, mais on ne peut s'empêcher de revenir sur les moments que nous avons traversés. De dire d'abord que notre arrivée aux responsabilités, c'est le fruit d'années de reconquêtes locales et nationales.

J'ai été le directeur de sa campagne présidentielle, et je sais ce que nous devons au parti : la victoire de François Hollande, la victoire des législatives, la construction du gouvernement, c'est votre victoire, c'est ce travail patient de réflexion, d'animation, de mobilisation, de porte-à-porte, qui nous a amenés aux responsabilités. Nous ministres sommes fidèles à notre parti, nous sommes des militants parmi les militants, notre place est ici à cette tribune, parmi vous, et en même temps, nous avons besoin du parti.

Les défis qui sont devant nous sont nombreux et complexes. La situation est plus difficile que jamais. Jamais la gauche n'est arrivée au pouvoir avec une crise aussi profonde, et avec une économie française aussi fragile. Avec trois millions de chômeurs, c'est la bataille de l'emploi que nous devons gagner. Rappelons les déficits élevés, et la dette, abyssale de 1 700 milliards d'euros ; les 70 milliards d'euros de déficit du commerce extérieur ; la désindustrialisation qui frappe le pays, nous avons perdu 750 000 emplois industriels en dix ans ; les inégalités. Et tout cela, ce n'est pas sombrer dans l'anti-sarkozysme, c'est simplement rappeler une vérité : la France que nous trouvons, c'est celle qu'ils nous ont laissée, c'est la France qu'ils ont abaissée et que nous allons redresser, ensemble. N'oublions pas cela, car c'est leur œuvre.

Nous n'accepterons pas que la France soit à nouveau celle des plans sociaux différés. Nous affrontons cette difficulté. Nous voulons une France qui recrée des emplois et qui retrouve sa fierté. Nous devons inventer une autre voie qui passe par quatre combats. Le premier combat, c'est celui de la confiance. Et le combat de la confiance, il a un nom, c'est en effet le désendettement. Ce n'est pas par plaisir que nous nous attaquons au déficit. Mais parce que, quand un pays s'endette, il perd sa souveraineté, il tombe entre les mains des marchés, et très vite, s'il baisse la garde, il se trouve obligé d'augmenter les taux d'intérêts pour rembourser le service de sa dette. Et un euro en plus pour rembourser la dette, c'est un euro en moins pour ce que nous défendons, c'est un euro en moins pour l'éducation, pour les services publics, pour l'hôpital, pour l'emploi. Le combat contre l'endettement, c'est le combat de la gauche, ne nous y trompons pas, et ne laissons pas penser que nous serions dans une austérité de gauche. Nous sommes au contraire dans une politique sérieuse, mais respectueuse de nos valeurs.

Le deuxième combat que nous menons, c'est le combat pour l'Europe. Il serait absurde et incompréhensible, pour des socialistes, de tourner le dos à la construction européenne. Au contraire, notre tâche historique, celle qu'a déjà engagée François Hollande, c'est de réorienter la construction européenne. Soyons fiers du pacte de croissance qui a remplacé le pacte d'austérité ; du changement de cap de la BCE ; de l'Union bancaire que nous construisons pour réguler la finance ; de la stabilité retrouvée de l'Europe. Il nous reste à construire l'Europe des progressistes. Soyons résolument européens.

Le troisième combat, c'est le combat pour la croissance. Je l'ai dit, nous refusons toute forme d'austérité. Il ne peut pas y avoir, quand on est un gouvernement de gauche, de politique de déflation salariale. Il faut être sérieux, mais nous devons toujours être de gauche. Le problème de la France, ce n'est pas principalement le coût du travail. Le travail, ce n'est pas une charge, c'est ce que nous devons construire. Nous devons aussi et d'abord défendre le pouvoir d'achat des couches moyennes et des classes populaires, parce que c'est là que se trouvent ceux qui ont besoin de nous. Si nous voulons retrouver la croissance, nous devons redresser le pays, et cela passe par la recherche et le développement, par l'effort pour l'éducation qui, pour les socialistes, est toujours le cœur de tout. Cela passe par la sécurisation de l'emploi, par le changement du financement des entreprises, et je veux citer la banque publique d'investissement, qui sera la banque des territoires, des régions, des petites et moyennes entreprises, celle des entrepreneurs, celle de ceux qui innovent, qui créent, qui exportent.

Nous devons combattre toute forme de spéculation, nous remettrons la finance au service de l'économie réelle. Nous devons lutter contre ceux qui défendent des privilèges d'un autre temps. Mais en même temps, nous devons assumer d'être aux côtés des entreprises, des entrepreneurs, des PME pour faire en sorte que notre économie aille de l'avant. Ça a toujours été la grandeur de la gauche que de savoir muscler l'économie, dynamiser l'économie, c'est un pari que nous voulons gagner ensemble.

Enfin, mes amis, le quatrième combat, c'est le combat pour la justice, parce que la justice, c'est ce que nous avons dans les tripes, c'est ce que nous avons dans nos cœurs, parce que la justice, c'est la valeur fondatrice de la gauche, c'est la valeur fondatrice du socialisme, l'égalité, le combat contre toutes les inégalités. C'est ce que nous avons entrepris avec la lutte que nous menons pour le pouvoir d'achat, le coup de pouce au Smic, l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt et qui ont cotisé longtemps. C'est le contraire de ce qu'a fait la droite. La bataille pour faire en sorte de faire diminuer le prix des carburants, la suppression de la TVA sociale. Et croyez-moi, nous allons redresser notre économie, mais nous le ferons toujours avec, encore une fois, le souci du pouvoir d'achat, de la redistribution. Nous avons devant nous deux années d'effort, le président de la République l'a dit, mais il y aura aussi une redistribution, un effort constant à ceux qui ont moins, y compris dans le budget. C'est ce que nous avons fait : demander à ceux qui peuvent contribuer le plus de contribuer davantage, parce qu'ils ont davantage.

Voilà, mes amis, je sais ce que sont les difficultés, je les éprouve, je les vis à la place qui est la mienne, je sais ce que sont nos atouts, je sais, et vous le savez aussi, que la tâche est rude. Je veux vous assurer que ce gouvernement, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, est un gouvernement qui est à la tâche, que nous donnons toutes nos forces à nos responsabilités, que nous y donnons le meilleur de nous-mêmes. Nous le faisons dans la situation qui est la plus grave que la gauche ait jamais eu à connaître. Nous la faisons dans une France qui est plus fragile sans doute que jamais, mais c'est parce que c'est difficile que nous sommes là, et c'est parce que c'est difficile que nous allons réussir. Seule la gauche est capable à la fois de changer le pays, de bien le gérer, et aussi de rassembler la société dans la justice. Alors, mes amis, c'est ce pari-là que nous allons gagner ensemble, c'est cette bataille que nous allons gagner ensemble, nous avons besoin d'un Parti socialiste fort, uni, rassemblé aux côtés du gouvernement, pour gagner la bataille de l'emploi. »

Pervenche Berès

« Parce que lorsque la situation est difficile, que la crise est là, que la droite a échoué, lorsque la droite a massacré l'emploi, le tissu industriel du pays, alors, comme en 1981, comme en 1997, c'est le moment où les Français font confiance à la gauche pour redresser le pays, nous voilà au rendez-vous. Les socialistes européens attendent ce que François Hollande, avec Jean-Marc Ayrault et tout le gouvernement, sont en train de faire pour transformer notre pays. Tous les regards se tournent vers la Banque publique d'investissement, qui sera le moyen de redresser l'économie de notre pays. Cette admiration porte sur ce pacte pour la croissance. Cette admiration porte aussi sur la mise en place de la taxation des transactions financières et sur l'union bancaire.

Nous voulons mettre les banques au service de l'économie, c'est le sens de cette union bancaire qu'a voulue François Hollande, et dont la chancelière Merkel a voulu nous dévier lors du dernier Conseil européen. Parce qu'elle a voulu changer l'ordre du jour : plutôt que de surveiller les banques, elle voulait imaginer un petit trésor de guerre pour pouvoir récompenser les États qui auraient mis en œuvre des stratégies d'austérité. François Hollande a tenu bon pour que ce soit une Europe au service de la croissance et de l'emploi.

Nous avons besoin de faire vivre à l'échelle européenne le concept de vivre et travailler au pays. Pour ça, il faut combattre le dumping social, garantir à égalité de travail l'égalités des droits. Nous devons faire vivre nos concepts de campagne, dont l'Europe a besoin, mais pour cela, il faut gagner la bataille politique en Europe, pour lutter contre les restructurations, pour une véritable politique industrielle au service de l'emploi et des Européens, et pour mettre en œuvre ce beau concept de juste échange. »

Michel Destot

« Malgré les difficultés considérables qui secouent notre pays, nous devons être tous ensemble, le parti des solidarités. Et la première d'entre elles, c'est l'emploi. L'emploi doit devenir sinon une compétence partagée, une véritable mission partagée. Nous devons sceller un double pacte : un pacte de compétitivité et un pacte d'insertion. Dans un pays qui ne dispose que de 4700 ETI (dont à peine 380 entreprises de plus de 1 000 salariés), alors qu'il y en a 16 000 en Allemagne, il nous faut un véritable pacte de compétitivité qui scelle la mobilisation de tous. Celle de l'Europe, avec le pacte de croissance arraché par François Hollande. La mobilisation de l'État qui a été décrétée par le gouvernement, avec la banque publique d'investissement, et aussi une réorientation du crédit impôt recherche en direction des PME-PMI les plus innovantes. Avec la mobilisation des collectivités locales et notamment des régions et des grands pôles urbains pour l'animation du tissu des PME-PMI pour les régions, et pour les ETI avec les pôles de compétitivité, l'innovation, la recherche, l'enseignement supérieur concentré dans les pôles urbains. Et puis la mobilisation de tous les acteurs d'entreprise, autour d'un dialogue social renforcé, avec la présence notamment au sein des conseils de surveillance des entreprises, de représentants du personnel.

Pacte de compétitivité, mais aussi pacte d'insertion. Insertion professionnelle, économique, sociale, notamment au bénéfice des jeunes les moins qualifiés, les plus éloignés du monde de l'entreprise, du monde des services, de l'administration, du monde associatif. Là aussi, la mobilisation doit être totale et massive, emplois d'avenir, contrats de génération, emplois francs. Il s'agit, une fois encore, de missions partagées entre l'État, les collectivités locales et les entreprises. »

Nadia Pellefigue

« À la tribune du congrès de Reims, je vous disais espérer que *"le pire était derrière nous"*.

Le pire c'est la situation dans laquelle nous avons trouvé la France. Pire que ce que nous avions envisagé, non par défaut de lucidité de ce que nous constations, élus locaux, du creusement des inégalités contre lesquelles les collectivités ont constitué pendant ces années de droite les principales forces de résistances. Pire parce qu'ils ont menti : à la dérégulation, à la déréglementation, aux délocalisations, ils ont ajouté le D de la dissimulation sur l'état des finances, les plans sociaux.

Le pire est derrière nous aussi parce que ce congrès loin de nos divisions passées est celui du rassemblement des socialistes.

Alors, je voudrais exprimer un vœu, pour que du pire nous arrivions au meilleur. Pour que notre rassemblement s'illustre dans la République en permettant à tous d'y être représentés et d'en être un acteur-actrice respecté-e. C'est pour cette raison que notre République doit reconnaître à celles qui en constituent rien moins que la moitié, c'est à dire les femmes, la réalité de leurs droits.

Le vœu que j'exprime est que nous poursuivions la longue marche pour l'égalité entre les femmes et les hommes. La création du ministère au Droits des femmes ou l'adoption hier du remboursement à 100 % de l'IVG et de la contraception pour les mineures en sont des étapes essentielles. Pour des "amateurs", nous nous en sortons déjà mieux en quelques mois que ceux qui avant nous ont généré le pire!

Que notre force soit au service du rassemblement de la République et que Marianne continue, debout, d'être le symbole des hommes, et des femmes, libres et progressistes. »

Nathalie Appéré

« Notre parti a su ouvrir la voie au changement promis par François Hollande et que nous mettons en œuvre aujourd'hui. Avec le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement, une majorité parlementaire et avec chacun d'entre nous rassemblés pour réussir, nous avons ouvert nos portes et créé une dynamique extraordinaire avec les Primaires citoyennes. Le premier gouvernement strictement paritaire de la Ve République, c'est celui de Jean-Marc Ayrault, c'est aussi cela le changement.
L'âme de la France, c'est l'égalité. Ce qui restera pour chacun d'entre nous une phrase forte de François Hollande du discours du Bourget, est aujourd'hui écrite à l'encre indélébile dans nos valeurs.

Au terme de ces dix trop longues années où la droite a accumulé les réformes au détriment des plus faibles, nous sommes au travail au nom de l'égalité, pour qu'aucun enfant de la République ne reste sur le bord du chemin. Soyons fiers de donner la priorité à l'éducation et à la jeunesse, soyons fiers des 43 000 postes supplémentaires pour 2013. Au nom de l'égalité, soyons fiers d'une justice fiscale retrouvée, d'un pouvoir d'achat renforcé pour les plus modestes, de la priorité donnée à l'emploi. Au nom de l'égalité, nous ne devons pas renoncer à nos ambitions progressistes. Le mariage pour tous, faisons-le. Le droit de vote aux élections locales, osons-le. N'ayons pas peur de donner les mêmes droits à tous dans la République.

Le défi du redressement est immense, mais il est en marche. Ne cédons pas à l'immédiateté. Continuons d'être toujours et partout aux côtés du président, aux côtés du Premier ministre, continuons à inventer de nouveaux possibles, de nouvelles solutions, soyons à l'écoute des attentes et des idées. C'est le rôle de notre parti, notre défi commun. »

Olivier Faure

« Chers amis, chers camarades, chère Martine, à quoi sert un congrès socialiste au lendemain d'une victoire de la gauche ? À quoi sert un congrès socialiste lorsqu'il ne réunit pas ses dirigeants dans une longue nuit des bonnes résolutions ? Cela sert d'abord à rappeler que l'on peut être de gauche sans avoir le long remord du pouvoir, que l'on peut préférer l'action difficile à l'incantation impuissante. Cela sert à marquer notre unité et notre soutien à une politique de vérité, à une politique juste, à une politique courageuse, menée et conduite par Jean-Marc Ayrault. Un congrès sert aussi à ouvrir des débats. Quand la gauche est au pouvoir, notre parti doit plus que jamais se tourner vers les Français, vers tous les Français.

Trop souvent, par le passé, nous avons concentré notre action là où nous sommes les plus forts, dans les centre-villes et les quartiers populaires, pour donner une large majorité à la gauche. La bataille politique des prochaines années ne peut pas se mener exclusivement là.

Je suis venu aujourd'hui vous parler de la gauche qui se lève tôt, celle qui se lève avec la France des villes péri-urbaines, cette France des pavillons, cette France des petits collectifs qui vivent plusieurs heures par jour au rythme des transports publics, des RER, des TER, la France des rocades, des bretelles d'accès, la France qui travaille dur, la France surendettée aussi. C'est sur ces territoires que la confrontation avec la droite et l'extrême droite est la plus dure aujourd'hui. C'est là que la droite a le mieux résisté. Et c'est là que le FN a le plus progressé.

L'UMP de Jean-François Copé a choisi d'adopter le discours du FN qui joue sur les peurs, prône le repli et condamne les politiques sociales. La droite cherche à s'assurer que les plus inquiets parmi les classes moyennes et populaires dirigent leur ressentiment vers la gauche, elle veut nous faire passer pour les complices d'un racisme anti-blancs qui favoriserait des minorités assistées par les aides d'État. C'est un combat aujourd'hui entre deux systèmes de valeurs, entre deux projets, qui est engagé entre la gauche et les droites. Cette France-là est pour nous un enjeu majeur, c'est sur ces territoires que vit aujourd'hui une part croissante des classes populaires et des classes moyennes. Il n'y aura pas de gauche durable sans discours pour cette France qui mêle cols blancs et cols bleus dans un même sentiment de relégation.

Je ne voulais pas, chers camarades, qu'un congrès de notre parti, puisse s'achever sans qu'il soit fait mention de ces femmes et de ces hommes qui ont le sentiment de contribuer à la richesse du pays, mais d'être volés de l'impôt qu'ils paient, parce que ce sont leurs écoles que la droite a fermées, où elle a supprimé les professeurs, alors que l'école est le plus bel outil de l'égalité. Parce que l'accès aux soins est devenu difficile, que les déserts médicaux ont progressé à quelques dizaines de kilomètres à peine des centre-villes et des métropoles. Parce que c'est là que la droite a fermé aussi les commissariats. Parce que c'est là encore et toujours que les transports publics sont saturés.

Cette colère, leur colère, n'appartient pas à Marine Le Pen. Cette France s'est sentie trahie par Sarkozy, et a peur de l'être de nouveau. Ces Français nous attendent. D'abord sur la reconnaissance de l'effort et du travail, sur la priorité donnée à la création de richesses, sur le retour d'un ascenseur social efficace, sur l'égalité des territoires, sur la présence des services publics, sur l'exemplarité des pratiques. Ces Français attendent de nous l'attention qu'ils méritent. S'ils nous voient à leurs côtés, alors la progression de Marine Le Pen sera endiguée. Si nous les oublions, alors au contraire, ils nous abandonneront, et avec nous les rives de la République.

Cher Harlem, le combat contre l'extrême droite, dont tu as été l'emblème générationnel trouve ici sa continuité. Comme vous tous, je me suis engagé en politique parce que je déteste les peurs que l'on dresse, les murs que l'on érige, les anathèmes que l'on lance. Comme vous, je crois que le combat contre le populisme est le plus noble des combats, parce qu'il est le combat de la raison contre celui de la peur. Parce qu'il est le triomphe de la solidarité sur la fragmentation sociale. »
Avec François Hollande, je crois que la France n'est pas le problème, et que la République est la solution. Avec Harlem Désir et avec vous, je crois que notre parti doit mener et gagner ce nouveau combat pour l'égalité. »

Yann Galut

« Après nos victoires présidentielle et législatives, nous sommes rassemblés autour d'Harlem Désir pour continuer à inventer la place de notre parti. Mais laissez-moi vous dire mon sentiment de nouveau parlementaire, confronté tous les jours à l'attitude de l'UMP. À les entendre, nous serions au pouvoir depuis dix ans, et eux n'auraient aucune responsabilité dans la situation actuelle. Nous conduirions la France dans le gouffre. Il faut leur rappeler qu'ils ont accru le déficit public de 600 milliards d'euros, qu'ils ont détruit un million d'emplois, qu'ils ont sacrifié l'éducation, mais aussi la sécurité. Pour eux, nous ne serons jamais légitimes, pour eux, nous sommes des usurpateurs, pour eux, nous n'aimons pas la France. Nous devons expliquer la rupture de politique et de style avec le sarkozysme. Nous avons toujours dit qu'il y aurait une première phase de deux ans pour redresser dans la justice les comptes publics, et une deuxième phase de redistribution des fruits du redressement. Nous devons donc être fiers de nos premières mesures. Avec Harlem, notre parti doit trouver sa place dans ce nouveau contexte politique. Nous devons aller plus loin dans notre rénovation, en imposant le non-cumul des mandats, la parité, en faisant des Primaires citoyennes une règle pour désigner nos candidats aux municipales. Nous devons continuer à avancer et à explorer de nouvelles problématiques. Le Parti socialiste n'a pas d'autre choix que de réussir. »

Jean Glavany

« Comme j'en ai pris l'habitude depuis un peu plus de 20 ans, je voudrais m'adresser au congrès pour parler exclusivement d'une de nos plus belles valeurs républicaines, la laïcité. La laïcité, nous l'avons défendue contre Sarko quand il a voulu promouvoir ce concept de laïcité positive qui venait des réflexions intellectuelles des milieux catholiques intégristes. Nous l'avons défendue quand Sarkozy a proclamé la supériorité du prêtre sur l'instituteur. Cette laïcité nous devons la promouvoir quand la gauche est au pouvoir. On pourrait se dire qu'elle est à l'abri pour cinq ans, j'espère même plus, ce serait une erreur. Notre devoir, c'est de profiter de ces cinq ans pour la faire avancer. C'est pourquoi je veux lancer quatre ou cinq messages.

Au président de la République : dans la proposition numéro 46, François Hollande a affiché sa volonté de constitutionnaliser les principes de la loi de séparation des églises et de l'État, la loi de 1905. Cette proposition a provoqué l'enthousiasme des socialistes, des républicains et du monde laïque en général, même si je dois reconnaître que la rédaction de la proposition, faisant référence à la nécessité de constitutionnaliser aussi le statut d'Alsace-Moselle, nous a laissés assez pantois. Il se trouve qu'il faut avancer quand même. Mon message pour François : n'oublie pas ta promesse, trouvons le bon compromis sur le statut de l'Alsace-Moselle et avançons sur ce terrain.

Je voudrais dire à Christiane Taubira : *"Tiens bon ! Tiens bon sur le mariage pour tous. "* C'est un mariage civil, c'est un mariage laïque, c'est un mariage républicain.
Je voudrais dire à Manuel Valls : *"Tiens bon dans la lutte contre tous les intégrismes religieux. Tous."* Bien sûr ceux qui se manifestent le plus aujourd'hui mais méfie-toi des autres, ils sont là aussi à tous moments. Aide-nous à faire la différence entre les cultes dont nous respectons le libre exercice et les intégrismes religieux que nous combattons. Ma religion à moi, c'est la République. Je voudrais dire aussi à Manuel : *"Ton prédécesseur, Claude Guéant, avait promu une circulaire créant des commissions départementales de la liberté religieuse. Abroge cette circulaire, ou fais en sorte que ce soit un conseil départemental de la liberté de conscience qui serait beaucoup plus républicain."*

Sarah Proust

« Nous connaissons une hégémonie électorale, elle n'est pas culturelle, nous avons connu une victoire électorale, elle n'est pas en tous points une victoire politique. Parce que notre projet bouscule l'ordre inégalitaire voulu et imposé par la droite, et parce que l'extrême droite s'infiltre aujourd'hui dans de nouveaux champs économiques et sociaux, le combat idéologique est une nécessité. Et tel est le rôle premier du Parti socialiste. Notre exigence est d'abord sociale, lutter contre la rente doit constituer le premier de nos combats. Ceux qui ont amassé le capital n'ont pas amassé que les fruits de la productivité, ils ont aussi préempté le risque zéro pour eux et pour leur gain. Ils ont crée une rente financière mais elle est aussi une rente économique et culturelle. Alors lutter contre la rente, c'est trois choses : c'est d'abord inverser un paradigme. C'est remettre la machine économique et sociale dans le sens de la justice et de la redistribution. Mais c'est aussi permettre à chacun de trouver les outils de son émancipation propre. Nous allons repartir en campagne, dans une campagne permanente, il faudra faire savoir l'action du gouvernement, il faut préparer la suite. La suite, c'est 2014, ce seront les élections locales, mais ce seront surtout les élections européennes parce qu'aujourd'hui c'est à cette échelle qu'il faut mener et gagner nos batailles. »

Martine Aubry

« Je suis particulièrement heureuse de me retrouver parmi vous, ici à Toulouse, dont je salue très chaleureusement le maire, mon ami Pierre Cohen.
Le congrès de Toulouse va être, et j'en suis sûre est, un bon congrès.
Tout d'abord parce que nous fêtons ensemble avec une immense fierté le fait que l'un d'entre nous, François Hollande, soit président de la République. Nous sommes fiers aussi que le gouvernement derrière Jean-Marc Ayrault se batte sans relâche pour retrouver la France que nous aimons, une France forte, juste et influente dans le monde.

Un bon congrès aussi parce que nous arrivons tournés vers les Français, unis dans la volonté de leur apporter au plus vite les réponses qu'ils attendent, mais aussi rassemblés dans ce que nous devons être : un grand parti de débats, de réflexion susceptible d'agir dans le présent et d'éclairer l'avenir.
J'entends dire que ce congrès ne servirait à rien parce qu'il n'y a pas de combat de chefs, parce qu'il n'y a pas de déchirement dans les couloirs. Il va servir, parce que c'est un congrès d'idées.
Comme vous, je n'ai pas aimé nos congrès de division lorsqu'ils relevaient plus de postures personnelles que de vrais débats.
Comme vous je n'ai pas aimé non plus les faux unanimismes d'un parti qui semblait parfois n'avoir plus rien à dire.
Aujourd'hui, nous partageons l'essentiel, la refonte profonde, indispensable d'un modèle vers un nouveau modèle économique social et durable, la nécessaire réorientation de l'Europe, le retour d'une République vivante qui unit les Français. Mais nous avons des débats à mener et nous les menons.
Nous pouvons d'autant plus nous consacrer à ces débats que la représentation de nos diverses sensibilités a déjà donné lieu à un accord entre nous.
À cet égard, contrairement à certains, je continue de penser que nos nouvelles modalités de préparation du congrès, décidées par référendum par les militants, sont un progrès démocratique. Je me réjouis de la qualité des débats sur nos motions. Qu'Harlem en soit remercié ainsi qu'Emmanuel Maurel, qui a montré que notre parti ne manquait pas de talents pour porter les vrais débats.
Je suis heureuse aussi de saluer très chaleureusement mon successeur Harlem Désir. Harlem est avant tout un militant connu et aimé des Français, depuis les combats qu'il a incarnés dans les années 1980. Les Français connaissent aussi l'européen engagé qu'il est. Pas l'euro-béat, mais l'euro-lucide, convaincu que l'Europe d'aujourd'hui n'est pas la nôtre, et qu'il faut mettre toutes ses forces pour construire celle dont nous rêvons. Ma génération a encore beaucoup à apporter au pays, mais elle a le devoir de préparer la suivante.

Il faut remplir son rôle de passeur.

Harlem sera entouré d'une nouvelle génération de femmes et d'hommes qui incarne l'avenir de notre parti, et qui montre encore pendant ces deux journées toute l'étendue de ses talents, et de ses engagements.

Je ne m'étais pas destinée à être votre Première secrétaire. Je veux tout simplement, aujourd'hui à Toulouse, vous dire merci pour ce que nous avons fait ensemble pendant quatre ans.
J'ai aimé voir notre parti renouer avec les forces vives du pays, de retour dans les manifestations aux côtés des organisations syndicales, de retour dans le débat intellectuel avec le Laboratoire des idées, de retour dans le débat citoyen avec notre tour de France et nos forums des idées, de retour au cœur du Parti socialiste européen avec les propositions de nouvelle croissance, de social-écologie, de juste-échange.

J'ai aimé le grand foisonnement d'idées qui nous a permis de rénover nos analyses de la crise et nos solutions. Nous le savons, c'est par les idées et la force des propositions que nous combattrons la droite et l'extrême droite.
J'ai aimé les belles batailles électorales que nous avons menées et les succès que nous avons obtenus, jusqu'à la plus grande, celle du 6 mai suivie de celle des législatives le 17 juin où pour la

première fois le Parti socialiste a obtenu la majorité à lui seul. Nous l'attendions depuis si longtemps, ce moment où l'un d'entre nous succèderait enfin à François Mitterrand.

J'ai la fierté que nous ayons ensemble fait progresser la parité, la diversité et le renouvellement. Pour tout cela, je suis fière de nous, je suis fière de vous. Gardez la fierté de notre parti et rappelez vous toujours que le seul combat qui compte, celui qui vous a fait un jour décider de votre engagement au Parti socialiste, c'est celui pour la justice, pour l'égalité.

Selon moi l'objectif pour notre parti dans les trois ans à venir se résume simplement à permettre le changement et l'inscrire dans la durée. C'était le nom de la contribution que j'ai proposée avec Jean-Marc Ayrault. La difficulté est immense, nous le savons.
Notre pays est sans doute dans la situation la plus difficile qu'il ait jamais connue en temps de paix.
Une économie sans croissance en France, et déjà en récession dans beaucoup d'autres pays européens.

Un chômage qui n'en finit plus de s'envoler : l'effet de la crise bien sûr, mais aussi de dix ans de droite et de sarkozysme qui n'ont jamais fait de l'emploi, une priorité.
Je le dis : les injustices de ces dernières années ont été insupportables, mais c'est dans ce refus de mener toute politique de l'emploi qu'est la plus grande faute.
Elle l'est d'autant plus que l'on sait parfaitement que l'envolée du chômage pouvait être évitée : l'exemple Allemand l'a montré.
Non seulement il y a une facture chômage du tandem Sarkozy-Fillon, mais il y a aussi une ardoise chômage, avec des milliers de licenciements qui ont été sciemment dissimulés et qui vont encore alourdir une situation déjà bien difficile. C'est un véritable déshonneur pour un gouvernement de se comporter ainsi !
Oui, une situation dramatique sur le plan économique et social, et dans le même temps des finances publiques dans un état calamiteux, 90 milliards de déficits, une dette de près de 90 % du PIB, un trou de 25 milliards de la Sécurité sociale.

Dans ce contexte, plus que jamais, notre premier devoir, c'est de nous mobiliser avec le gouvernement sur les priorités des Français. Aujourd'hui pas un socialiste -parlementaire, élu local, militant- ne doit passer une journée sans parler aux Français, travailler pour accompagner le redressement de notre pays et donner la priorité absolue à l'emploi. C'est de cela que nous devons parler aux Français en expliquant la politique du gouvernement, en donnant un sens à la politique qui est menée aujourd'hui.
Donner un sens, c'est aller à l'essentiel. L'essentiel c'est l'emploi, avec son corollaire le pouvoir d'achat. L'essentiel c'est bien sûr aussi, l'accès à l'éducation, à la santé et au logement. Bien sûr, nous avons chacun nos convictions. Nous avons chacun nos combats prioritaires que nous aimerions voir déjà réglés. Ne cédons pas à la tentation d'haranguer le gouvernement, de l'enjoindre d'agir dans tel ou tel domaine toujours plus vite.
Je le redis, restons sur l'essentiel c'est-à-dire sur ce qui est essentiel pour les Français.

Mon rôle est peut-être aussi de donner un conseil de vieux sage : nos réactions, nos avis, nos idées, donnons-les directement à nos camarades ministres sans passer par voie de presse. C'est plus direct, c'est plus efficace, et croyez moi c'est aussi beaucoup mieux compris par les Français.
Dans une période aussi difficile, les Français ont besoin de nous voir comme un seul bloc pour réussir le redressement de notre pays, ce qui encore une fois n'empêche pas les débats dans ce domaine.
Les Français veulent que nous parlions de ce qui leur permet de vivre mieux et même pour certains de survivre. Et tout ce qui nous éloigne de ce qui est pour eux vital empêche de comprendre le sens profond de la politique que mène notre gouvernement.
Les Français sont inquiets, ils voient l'Espagne et le Portugal qui s'enfoncent après la Grèce. Ils se demandent si le tour de la France ne va pas venir, ils voient les licenciements qui se multiplient, ils se demandent s'ils ne seront pas les prochains sur la liste, ils voient les factures qui s'accumulent et les revenus qui stagnent et ils se demandent s'ils arriveront à boucler les fins de mois. N'ajoutons pas la confusion à l'angoisse !

Nous ne manquons ni de difficultés, ni d'adversaires. Vous avez vu cette agressivité invraisemblable de la droite ? Ils viennent d'être mis dehors par les Français et ils n'ont même pas eu la décence de se plier au verdict des urnes. Ils n'ont pas pris un instant pour analyser les causes de leurs échecs. Ils ne parlent que d'eux et ne s'intéressent pas aux Français. Ils ne savent que critiquer, éructer, agresser ! Ne laissons passer aucune attaque !
Ramenons-les en permanence à leur bilan et à leurs incuries.
Expliquons aux Français ce que serait aujourd'hui leur quotidien si par malheur la droite l'avait emporté : la poursuite des inégalités et la casse des services publics, la TVA qui aurait augmenté de 10 milliards au premier octobre, la prise en charge de la perte d'autonomie qui aurait été confiée à des assurances privées.
Controns la droite et soutenons le gouvernement. Et je veux saluer ici très chaleureusement notre premier ministre Jean-Marc Ayrault ! Les moralistes du Grand siècle auraient dit de Jean-Marc qu'il est un honnête homme. Et ils auraient eu raison : un homme de gauche qui est droit, voilà Jean-Marc Ayrault !

Nous pouvons nous réjouir des décisions qui ont été prises : elles sont conformes à nos convictions, à nos valeurs et à nos promesses de campagne, 20 des 60 engagements de François Hollande déjà tenus où en passe de l'être. Le redressement, la justice, voilà le fil rouge de toutes les décisions depuis cinq mois.
J'en veux pour meilleure preuve le budget qui vient d'être voté.
Le premier budget de Jean-Marc Ayrault, c'est le respect des engagements pris, en affichant une priorité première : l'emploi.
Ce budget, c'est tout pour l'emploi. Inverser la courbe du chômage en un an, je ne sais si nous y parviendrons tant la difficulté est grande. Je l'espère. Mais ce que je sais, c'est que nous nous en donnons les moyens avec ces lois de finance et de programmation. 150 000 emplois d'avenir, 500 000 contrats de génération, c'est le bras de fer avec le chômage qui est engagé. Contre le chômage et pour la croissance aussi, parce que plus d'emplois, c'est plus de pouvoir d'achat et plus de confiance, et donc les carnets de commande des entreprises qui se regarnissent. Un traitement de choc qui, pour être efficace, devra s'accompagner du maintien des autres aides à l'emploi. En 1997, nous avions eu la tentation de faire table rase de ce qui existait avant, je m'y étais opposée de toutes mes forces. Les emplois d'avenir et les contrats de génération, c'est bien sûr un plus qualitatif, mais ils doivent s'ajouter et non se substituer aux emplois aidés existants.
Ce budget, c'est ensuite la préparation de l'avenir, Investissement dans l'industrie, avec la banque publique d'investissement Investissement dans la recherche ensuite, avec notamment l'élargissement du crédit d'impôt recherche à l'innovation dans les PME.

Investissement dans l'éducation enfin, avec un effort sans précédent pour l'école, des embauches, mais aussi une refonte des rythmes, des pédagogies et de la formation des enseignants.
Ce budget, c'est enfin l'assainissement des comptes dans la justice.
Alors, c'est vrai que pour parvenir aux 3 %, nous demandons beaucoup, 30 milliards. Mais nous demandons à ceux qui ont beaucoup reçu ces dernières années : ce n'est pas du matraquage, c'est du rattrapage!
C'est faire appel au patriotisme fiscal. Il y en a assez des leçons de ceux qui considèrent qu'ils paient toujours trop, qui font le chantage au départ, et qui en même temps nous expliquent que le Smic est trop élevé et les prestations sociales de l'assistance. Savent-ils seulement ce que cela veut dire que de vivre avec un Smic ou un RSA ? Oui ce budget trouve des recettes supplémentaires, mais n'oublie par les économies qui sont fondées sur une bonne approche des dépenses publiques.

Notre méthode, ce n'est pas la hache, c'est le peigne fin. Pour chaque euro dépensé, nous nous demandons : est-ce utile ? Si c'est utile, on garde ; si cela ne l'est pas, on coupe. C'est ainsi qu'ont été dégagés les 10 milliards d'euros d'économies pour 2013. Oui, ce budget est un bon budget parce qu'il est conforme à nos convictions et à l'intérêt du pays.
Chers camarades, l'autre devoir de notre parti, c'est d'animer le débat d'idées sur les grands enjeux du pays.
Le Parti socialiste doit continuer à préparer les réponses aux défis de l'avenir. Mais aujourd'hui même, nous devons porter les grands débats du moment.
En commençant par celui sur la compétitivité.
On parle beaucoup du rapport Gallois en ce moment. C'est d'ailleurs extraordinaire ! D'abord, le Figaro nous a dit ce qu'il y a dedans, alors qu'il n'est pas écrit. Ensuite, chacun a été sommé de se prononcer sur ce rapport Gallois que personne n'avait lu. Et maintenant ce rapport que personne n'a ni lu ni vu, on nous dit qu'il ne dit pas ce qu'il devait dire.
Et bien moi, chers camarades, ce rapport, je ne l'ai pas lu. Mais je ne doute pas que le grand chef d'entreprise que Louis Gallois a été, privilégiant en permanence l'économie sur la finance, le long terme par rapport au court terme, partage notre vision, ma vision sur la compétitivité.

La compétitivité, c'est d'abord la recherche et l'innovation, c'est une nouvelle politique industrielle, c'est l'investissement dans la formation, c'est la qualité des infrastructures, c'est la maîtrise de la production d'énergie. C'est aussi une autre conception de l'organisation du travail qui valorise les compétences, les talents, les idées des salariés, les coopérations, au lieu de les mettre dans la précarité et en situation de concurrence aussi brutale que stérile. Bien sûr, il faut aussi rechercher à rendre le financement de la protection sociale aussi favorable que possible à l'emploi.

En matière de compétitivité, la réforme des cotisations sociales, c'est la cerise sur le gâteau, pas le gâteau sous la cerise. Bien fait, cela peut être un plus, mais mal fait, c'est une catastrophe.
Sur cette question, il faut être clair. Le coût du travail n'est pas le problème fondamental de la compétitivité des entreprises françaises qui se battent dans le secteur concurrentiel. Mais, il est souhaitable pour l'emploi de favoriser les entreprises de main d'œuvre créatrices d'emplois.
Personnellement, je crois nécessaire d'aller au bout de la réforme des cotisations salariales d'un côté, patronales de l'autre, mais cette réforme doit se faire avec un principe simple : les deux compartiments doivent être étanches.
Concernant les cotisations salariales, nous avons fait en 1997 une grande réforme, celle de faire financer les cotisations maladie, pas seulement par les salaires mais par les revenus du capital et les retraites : c'est la CSG. Cette réforme a dopé le pouvoir d'achat et ainsi joué un rôle dans le retour de la croissance. Nous pouvons aujourd'hui élargir cette réforme en l'appliquant aux autres cotisations salariales, et j'en suis sûre, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

En ce qui concerne les cotisations patronales : une réduction des cotisations au profit des entreprises créatrices d'emplois, doit être financée par les autres entreprises. Je prône pour ma part une nouvelle assiette des cotisations patronales, qui ne portera pas seulement sur les salaires mais aussi sur les autres éléments de la valeur ajoutée et notamment les profits. Cela entraînera un transfert de charges des entreprises de main d'œuvre (automobile, textile, agro alimentaire) vers les entreprises capitalistiques (pétrole, pharmacie, finance). Il pourra être aussi envisagé de créer une taxe sur les activités polluantes, ou un mix de ces deux propositions.
Nous socialistes, nous devons aussi porter le débat européen.
Moi, ce qui m'intéresse désormais c'est de débattre du chemin et des moyens qui nous permettront de faire encore bouger les lignes et d'avancer vers l'Europe que nous voulons.
Entre nous, nous partageons l'essentiel : le sentiment que les avancées obtenues par François Hollande le 28 juin dernier sont majeures. Il a réussi là où Nicolas Sarkozy avait échoué. Le programme de grands travaux, nous le réclamions depuis 20 ans avec Jacques Delors, c'est décidé ; la taxe sur les transactions financières, c'est une revendication des socialistes depuis 15 ans, 11 pays vont l'adopter bientôt ; la régulation bancaire et l'intervention de la BCE pour contrer la spéculation et rouvrir le robinet du crédit, nous la demandons depuis cinq ans, c'est en route.
La priorité du moment, c'est la concrétisation des décisions du sommet du 28 juin. Elles sont majeures pour sortir de la crise, pour soutenir la croissance du continent et muscler sa compétitivité, pour réguler la finance et la remettre au service de l'économie.
Nous devons nous battre derrière le président et le gouvernement contre tous ceux qui veulent en réduire la portée.
Le chemin est long pour arriver à l'Europe dont nous rêvons, mais nous devons sans cesse nous en rapprocher.
Penser ces prochaines étapes, c'est le rôle du parti !
Les grandes lignes, nous les connaissons. C'est une autre gouvernance, plus démocratique. C'est la construction de cercles de coopération renforcée pour aller plus vite et plus loin avec ceux qui partagent notre vision de l'Europe. C'est avancer vers un véritable gouvernement économique de la zone euro capable de promouvoir une croissance durable et de créer des emplois. C'est une Banque centrale européenne qui intègre des objectifs de croissance et d'emploi à côté de la stabilité des prix. C'est une harmonisation fiscale et sociale qui empêche la mauvaise concurrence à l'intérieur de l'Europe.

C'est aussi la question du juste-échange. Cette idée que nous portons ensemble avec constance depuis notre dernier congrès. Cette idée qu'a adoptée, à notre initiative, l'ensemble des Partis socialistes européens. Cette idée reprise par François Hollande dans son projet présidentiel et mise sur la table du Conseil européen le 28 juin dernier. L'idée que l'Europe ne peut plus être le seul continent au monde ouvert à tous les vents. L'idée que l'Europe doit protéger ses entreprises et ses savoir-faire.
Il faut lui donner maintenant un contenu très précis. Sommes-nous prêt à appliquer des droits de douane plus élevés sur des produits en provenance de pays qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales internationales ? Sommes-nous prêts imposer la réciprocité, c'est à dire à fermer un marché européen à un pays qui ne lui ouvrirait pas le sien ? Sommes-nous prêts à autoriser la « préférence géographique » dans l'attribution des marchés publics ? Sommes-nous prêts à revoir le droit de la concurrence pour permettre l'émergence de géants industriels européens qui seront nos fers de lance dans le monde ?
Et puis, nous serons plus forts si nos propositions sont d'abord débattues avec les autres Partis socialistes européens, au premier rang desquels le SPD allemand, et présentées ensuite, si possible, au nom de tous.
La prochaine campagne pour l'élection européenne, à cet égard, est un enjeu majeur. C'est le rôle de notre parti d'aller débattre sur toutes ces questions avec nos partenaires et de préparer un programme commun et de présenter un candidat commun pour la présidence de la Commission européenne.
L'Europe a changé de direction. Il reste beaucoup de combats à mener pour qu'elle redevienne une grande idée et pas seulement un grand marché. Être au contact des Français, expliquer la politique du gouvernement, faire remonter leurs aspirations et leurs craintes, porter ces grands, ces beaux débats sur les réponses à apporter à la crise économique, sociale et morale de notre société, voilà comment notre parti peut être utile à la France. Et puis portons avec force les grandes réforme de société auxquelles nous croyons.

Réjouissons-nous d'abord des premières mesures adoptées. La contraception gratuite pour les mineures, la prise en charge à 100 % de l'IVG et l'extension du congé de paternité à tous les couples.
Portons aussi les autres réformes, le droit de vote des étrangers, le mariage et l'adoption pour tous les couples, la fin de vie. Personne

dans notre parti ou au gouvernement n'est contre le droit de vote des étrangers, ou le mariage homosexuel.
La plupart d'entre nous est favorable à l'adoption d'enfants par des couples de même sexe, et même à la procréation médicalement assistée.

Donc pas besoin d'adresser des pétitions par voie de presse au président de la République. Il a pris des engagements. Il les tiendra. Arrêtons les oukazes ou les mises en garde à l'exécutif, cela ne mène à rien.
Allons éclairer les Français, portons le débat avec eux. Expliquons-leur pourquoi les étrangers qui vivent sur notre territoire depuis de nombreuses années, qui paient des impôts, dont les enfants vont à l'école avec les nôtres, qui sont des citoyens dans notre collectivité, ont leur mot à dire dans notre cité. Disons leur qu'ils ont besoin d'être reconnus, que c'est la condition d'une pleine intégration et du rejet du communautarisme.

De même en ce qui concerne le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels. Certains s'opposent par homophobie, il faut les combattre, d'autre par conviction religieuse ou personnelle, il faut les convaincre.

Disons-leur que ce n'est pas à l'État de dire à chacun qui il doit aimer, mais c'est à l'État de donner les conditions pour vivre avec celui ou celle qu'aime. Disons-leur que l'essentiel pour un enfant, l'important, ce n'est pas d'avoir deux parents de sexe opposé, c'est de grandir dans l'amour de ses parents.
Le combat politique doit se jouer sur le terrain, rappelons aux Français que la tolérance et la générosité sont encore plus importantes dans une période de crise où le repli sur soi et la peur des autres ne fait qu'accroître leurs propres problèmes. Les Français hésitent parce qu'ils ont peur. Rassurons-les sur ce qui est pour eux l'essentiel, l'emploi, le pouvoir d'achat, l'éducation. Mais disons-leur que ce n'est pas en stigmatisant ceux qui sont différents que ces problèmes seront réglés. Disons-leur au contraire qu'ils vivront mieux dans une société plus apaisée et moins violente.
En un mot, faisons l'inverse de la droite qui continue à agiter les fantasmes et les peurs. Avec la course à la présidence de l'UMP, ils ont touché le fond. Ne nous y trompons pas chers camarades, cette horrible affaire du pain au chocolat, ce n'est pas une bourde de Copé, c'est un "avant goût" de ce que nous prépare la droite. Fillon ou Copé, Copé ou Fillon, là n'est pas la question.

D'ailleurs souvenez-vous, le premier faux dérapage de Copé sur le racisme anti-blanc, Fillon l'avait approuvé avant de se rétracter. J'ai débattu avec Fillon pendant l'élection présidentielle, je lui avais dit *"Vous le soi-disant héritier de Philippe Séguin, vous avez trahi sa mémoire en acceptant le discours de Dakar, en approuvant celui de Grenoble et en appliquant comme un bon petit soldat une politique qui a accru les inégalités comme jamais en France"*.
Alors Fillon, Coppé, non vraiment, ce n'est pas la question.
À nous, au Parti socialiste, de dire à la droite : ça suffit !
Vous qui avez cassé notre pays, nous n'avons pas de leçon à recevoir de vous.

Vous qui n'avez qu'insulte à la bouche nous concernant, et critiques acerbes entre vous, laissez-nous travailler pour la France et pour les Français.

À nous de redresser la France que vous avez meurtrie.
À nous de retrouver la République qui rassure et qui unit.
Le rôle du Parti socialiste est grand. Notre responsabilité est immense. Le cap est clair.

Rien ne doit nous détourner de ce changement que les Français attendent. Ne nous laissons pas impressionner par telle ou telle difficulté du moment. Et surtout qu'aucun d'entre nous ne soit à l'origine des difficultés.

Il ne doit pas manquer un socialiste, parlementaire, élu local, militant, pour épauler le gouvernement, pour l'éclairer pour débattre de l'avenir et pour être proche des Français.
Gardons la nuque raide comme aurait dit François Mitterrand car notre combat est juste. Faisons bloc pour réussir. Faisons bloc aussi pour combattre cette droite qui ne fait pas honneur à notre pays et qui jour après jour crée des ponts avec l'extrême droite.
Je souhaite au Parti socialiste le meilleur.
Le meilleur, c'est une France qui se redresse grâce à nous.
Ce sont des Français qui retrouvent confiance et nous aident à changer la France.

Le meilleur ce sont deux quinquennats de François Hollande pour inscrire la gauche dans la durée, la France dans le progrès, l'Europe dans un projet. Mais pour avoir le meilleur, il faut d'abord rester militant.

Il faut, sans rien escompter pour soi-même, se donner sans compter pour la grande, la belle cause qui nous anime toutes et tous : l'amour de la République et le service de la France.
Alors, en avant ! »

Emmanuel Maurel

« Mes chers camarades, vous en conviendrez, ma tâche n'est pas vraiment facile : passer juste après Martine Aubry ! Et en même temps, chère Martine, que de fierté, que de bonheur d'avoir été pendant quatre années ton secrétaire national. Que de fierté, que de bonheur d'avoir travaillé à tes côtés pour reconstruire méthodiquement, patiemment, le Parti socialiste, pour rassembler les militants, pour réussir une confrontation fraternelle, pour réussir les Primaires, pour rassembler la gauche qui nous a conduits à la victoire de François Hollande. Merci Martine, tu as un bilan dont beaucoup rêveront. Tu nous as assuré à la fois la majorité au Sénat, la majorité à l'Assemblée, la présidence de la République, la grande majorité des régions. Cher Harlem, tu vois, le défi est lancé. Et je te souhaite la même réussite.

Un congrès du Parti socialiste, c'est toujours la fin d'un cycle et le début d'un autre. Celui qui s'achève, je viens d'en parler, c'est celui de la reconquête. Celui qui commence derrière Jean-Marc Ayrault et avec Harlem Désir, c'est celui du pouvoir, de ses difficultés, de ses contraintes, de ses échecs parfois aussi, mais de ses succès, nous l'espérons. Alors forcément, comme à chaque fois que nous arrivons au pouvoir, nous nous posons les mêmes questions : qu'allons-nous faire de cette victoire ? Comment faire pour ne pas décevoir ? Quelles réponses de gauche à la crise ? Parce que la réponse de la droite, nous la connaissons, c'est l'austérité. Oui, qu'allons-nous faire de notre victoire ? Qu'allons-nous faire au pouvoir ? Contrairement à la droite, le pouvoir, pour nous, socialistes, ce n'est pas une évidence, ce n'est pas une fin en soi, c'est un moyen au service d'une cause qui nous dépasse, et cette cause c'est le socialisme démocratique. Nous n'avons pas perdu de vue ce qui a motivé notre engagement, parfois très jeunes, au Parti socialiste. Nous n'avons rien oublié de ce qui fait que nous consacrons du temps, de l'énergie, des soirées, parfois sacrifiées sur la vie personnelle, sur la vie familiale, pour militer au Parti socialiste. Nous n'avons rien oublié de ce qu'il y a de beau et de spontané dans

le socialisme, ce cri de la conscience universelle qui se révolte contre les injustices, qui se révolte contre les inégalités, ce cri des outragés, des laissés-pour-compte qui se disent : ces sociétés-là, cet ordre établi-là, nous n'en voulons pas.

Nous n'avons rien oublié de ce qui fait que nous sommes là : la lutte contre le fascisme, la lutte contre le racisme, la lutte pour la laïcité, oui, pour une société laïque, émancipée de la tutelle de tous les clergés, qui promeut un individu autonome, qui promeut un individu libre. Nous n'avons rien oublié de notre mission historique, celle des socialistes : la redistribution des richesses, la lutte inlassable contre les inégalités, l'approfondissement de la démocratie. Nous sommes là pour ça, nous savons d'où nous venons et nous savons pourquoi nous sommes là. Nous n'avons rien non plus oublié du message de nos illustres prédécesseurs. Notre héritage, c'est le partage. Oui, nous sommes les héritiers des partageux, de ceux qui se sont battus pour qu'on partage les richesses, de ceux qui se battent aujourd'hui pour qu'on partage les pouvoirs, de ceux qui se battent aujourd'hui pour qu'on partage les savoirs. Oui, nous sommes les héritiers des partageux, et nous en sommes fiers. C'est notre histoire, c'est notre valeur, c'est nos combats.

Nous sommes fiers d'être socialistes, et d'être socialistes pour cela. Le pouvoir politique n'est qu'un instrument au service de cette ambition : construire un autre monde, changer la vie des gens. Oui, changer la vie, nous n'avons pas abandonné cette ambition, c'est pour ça que nous sommes là : changer la vie des gens au quotidien, et surtout des gens qui ont peu, et surtout des gens qui n'ont rien, et qui attendent tant de nous.

Cela ne nous empêche pas, c'est vrai, d'être de bons gestionnaires, d'excellents gestionnaires, nous en avons fait la preuve à la tête des collectivités territoriales, nous en avons fait la preuve désormais, avec Jean-Marc Ayrault et son gouvernement, à la tête de l'État. Mais les Français savent cela, mais ils seront toujours plus exigeants avec nous qu'avec la droite. Et nous aurons beau exhiber tous les brevets de bonne gestion et de maîtrise de comptabilité publique, si nous ne nous attaquons pas frontalement à la question des inégalités, si ne nous attaquons pas frontalement à la question des injustices et si nous ne parvenons pas, à l'issue de ce quinquennat, à augmenter le revenu salarial des plus modestes, alors les Français perdront progressivement confiance en nous. Nous sommes là pour ça, chers camarades. Ne tournons pas le dos à nos combats et à notre histoire.

Détenir le pouvoir institutionnel, le pouvoir d'État, le pouvoir local, ça ne suffit pas. Il y a tant de résistances. Il y a tant de catégories qui n'ont pas intérêt au changement, tant de corporatismes, tant de tenants de l'ordre établi, que nous devons, nous, militants socialistes, nous, militants de gauche, déployer une énergie colossale. Il faut aider le gouvernement pour que la gauche réussisse à mener cette bataille culturelle. Tout le monde en parle depuis le début de ce congrès, mais soyons clairs et précis sur ce que cela signifie. Les valeurs de la finance, les valeurs du capitalisme transnational ont déformé les esprits, ont asséché les cœurs. La bataille culturelle que nous devons mener est précisément celle qui vivifie les cerveaux, celle qui fait battre les cœurs. Alors oui, mener la bataille culturelle, lutter contre l'idéologie dominante, c'est notre mission principale. Aujourd'hui, nous devons imposer nos thèmes, nous devons imposer nos mots, nous devons imposer aussi une grille de lecture de la société. Sachons, tous ensemble, déconstruire les pensées toutes faites, les fausses évidences, sachons aussi démasquer tous ces briseurs de tabous qui nous inondent les ondes et les écrans de leurs savantes démonstrations. Vous savez, dès qu'un expert ou un responsable politique nous dit : *"Je vais briser des tabous"*, nous savons qu'il prépare un mauvais coup, un mauvais coup contre les acquis sociaux, un mauvais coup contre les fonctionnaires, un mauvais coup contre notre modèle social. Alors soyons nous-mêmes, assumons ce que nous sommes aujourd'hui au pouvoir, comme nous l'étions hier dans l'opposition.

Parlons de la compétitivité. Osons dire, nous, socialistes, que la compétitivité n'est jamais que la fille de la cohésion sociale. Il n'y a pas de compétitivité sans salaire correct, il n'y a pas de compétitivité sans un vrai modèle de protection sociale, il n'y a pas de compétitivité sans service public fort. Répondons en socialistes et répondons à ceux qui nous rebattent les oreilles avec le coût du travail qui est forcément trop élevé, qui est un frein à la réussite du pays, qui nous empêche de réaliser les réformes. Répondons en socialistes : le travail, oui, il a un prix, et ce prix, c'est celui qui permet aux salariés de ce pays de vivre, et de vivre correctement. Oui, le travail a un prix, et ce coût du travail dont on nous parle, c'est un siècle de luttes sociales, ce sont des luttes toujours recommencées, avec les syndicats, avec les salariés de ce pays. Osons, assumons répondre en socialistes.

Répondons aussi en socialistes à ceux qui prônent l'État minimal, à ceux qui insultent aujourd'hui notre camarade ministre Arnaud Montebourg qui ose dire, et il a raison : oui, l'État a un rôle à jouer dans la vie économique de ce pays, oui, il faut un état stratège, une vraie planification, une vraie politique industrielle. Oui cher Arnaud, le parti est derrière toi quand tu mènes ce combat courageux. On nous dit : l'État ne peut pas tout faire. C'est vrai. Il a besoin des syndicats pour réaliser de grandes avancées sociales. On nous dit : l'État ne peut pas tout faire, c'est vrai. Il a besoin de citoyens éclairés pour réaliser des avancées démocratiques. On nous dit : l'État ne peut pas tout faire. C'est vrai, il a besoin du Parti socialiste pour réaliser le changement, et c'est le sens de ce congrès : un parti mobilisé pour la réussite de la gauche et pour la transformation du pays.

Oui, le Parti socialiste a un rôle décisif à jouer dans la réussite commune. Et s'il veut jouer ce rôle, il doit être vigoureusement, patiemment, un parti d'éducation populaire. La bataille culturelle passe aussi par une bataille de vocabulaire. Derrière les mots, il y a toujours une vision du monde. Je suis triste quand j'entends un responsable socialiste continuer à parler de "charges sociales" alors que nous nous battons depuis des années pour dire : "cotisations", parce que ça a du sens pour nous, mais ça a du sens aussi pour le monde du travail, qui a lutté pendant des années, des siècles, pour aboutir à ce résultat. Alors soyons vigilants sur les mots, soyons aussi vigilants parfois sur les symboles. Comme beaucoup de militants, j'ai été gêné : un ministre socialiste aux universités d'été du Medef, ça va. Dix, était-ce vraiment nécessaire ? Soyons vigilants, évitons de blesser ceux qui nous ont fait confiance, ceux qui attendent tant de nous.
Et quand j'entends, chers camarades, le nouveau responsable de la banque publique d'investissement, qui a beaucoup à se faire pardonner, dire : *"On ne va quand même pas s'occuper de Florange et de ses canards boiteux !"*. Chers camarades, et je vois ici des camarades des Ardennes, je vois ici des camarades de Seine-Maritime, du Nord, du Pas-de-Calais, tous ces territoires durement touchés par la crise et par les plans de licenciement, et je leur dis : nous sommes du côté des canards boiteux, nous sommes du côté des dindons de la farce, nous sommes du côté des cocus de l'histoire, nous sommes du côté des Français qui luttent pour gagner 1 200 euros par mois et qui veulent vivre libres, et qui veulent vivre correctement. Le message du Parti socialiste, c'est celui-là. Oui, soutien aux salariés d'Electrolux, oui, soutien aux salariés de Sanofi, ils sont à 500 mètres d'ici, oui, soutien aux salariés de Florange, à tous ceux qui se battent, à tous ceux qui luttent, et les socialistes et le gouvernement sont à leurs côtés pour qu'ils ne se sentent pas abandonnés. Les canards boiteux, c'est notre rayon, c'est notre électorat, ce sont nos amis, nous voulons les aider, et nous continuerons. Être utiles au gouvernement, c'est surtout l'aider à tenir bon. Tenir bon face à la droite et à l'extrême droite. Et d'ailleurs, en entendant le débat Fillon-Copé, on se demande si la frontière est si imperméable que ça.

Tenir bon aussi face aux obstacles, aux résistances. Tenir bon enfin face à une technostructure très présente dans l'appareil d'État,

même maintenant que nous sommes au pouvoir, et qui n'a pas toujours beaucoup d'appétence pour le changement, en tout cas, qui préfère le changement sans le risque, le changement dans la continuité.

Nous, militants socialistes, adressons-nous à ces hauts fonctionnaires talentueux, mais qui sont là pour servir l'État. Nous voulons le changement avec le risque, nous voulons la vraie transformation de la société, et nous aiderons le gouvernement à tenir bon sur ces questions. Aidons le gouvernement à tenir bon surtout lorsqu'il fait preuve d'audace, et il fait preuve d'audace. Et je suis ici, comme tous les militants socialistes, un peu triste, un peu mari de ce qui est arrivé il y a quelques semaines de cela. Nous avions dit pendant la campagne avec François Hollande : nous voulons une vraie réforme fiscale. Nous voulons un vrai rééquilibrage entre le capital et le travail. Le parti n'a pas suffisamment joué son rôle quand il s'est agi de dire à ce quarteron de millionnaires connectés autodésignés comme les pigeons, qui nous ont fait céder en trois jours : vous vous opposez à 16 millions d'électeurs, vous vous opposez à des ouvriers et des salariés qui luttent. Nous devons aider le gouvernement à tenir bon sur ces questions.

Alors, il y a du pain sur la planche, mais pas une miette pour les pigeons, chers camarades, mobilisons-nous aussi là-dessus, car nous sommes là pour ça, mobiliser notre base sociale, mobiliser les gens de peu, les gens de rien, ceux qui ont du mal à finir leurs fins de mois, ceux qui sont affectés par les petites retraites. Et pour cela, il faut un parti qui joue son rôle. Là-dessus, j'entends les déclarations des uns et des autres, mais en même temps, permettez-moi d'être prudent, en tout cas d'être vigilant, comme vous tous, nous sommes instruits par l'expérience, nous avons déjà été au pouvoir, et je me souviens que la plupart des grands leaders, qui sont dans cette salle ou ailleurs, y compris à l'Élysée, en 2002, sont montés les uns après les autres à la tribune en disant : une des raisons de la défaite, c'est que ce parti n'a pas été assez fort, c'est que ce parti n'a pas été assez écouté, c'est que ce parti s'est claquemuré, atone, apathique, autocensuré, pour ne pas gêner les camarades au gouvernement.

Ne répétons pas les mêmes erreurs. Alors moi, je ne veux pas d'un parti trublion, mais je ne veux pas plus d'un parti godillot, et c'est maintenant que ça se joue, et c'est l'engagement que toi, Harlem, tu dois prendre devant les militants : un parti fort, un parti qui s'exprime, un parti libre, oui, c'est pour ça que nous sommes ici, à Toulouse, en ce début de quinquennat. Oui, chers camarades, notre code génétique à nous, socialistes, c'est la diversité, c'est la pluralité, c'est la controverse, c'est le débat d'idées, et franchement, quand je vois le déroulement de ce congrès, et que je relis les débats d'hier, il y a un siècle, les débats entre Jaurès, Guesde, Lafargue, nous pouvons encore nous améliorer en termes de controverse, nous pouvons encore nous améliorer en termes de débats d'idées. Il n'y a rien à craindre du pluralisme, il n'y a rien à craindre du débat, nous avons tout à gagner à cela. Nous voulons un parti qui soit plus fort que la crise, nous voulons un parti qui incarne l'alternative, car ceux qui pensent, il n'y en a pas dans cette salle, que nos compatriotes ont voté pour nous uniquement parce qu'ils aspiraient à changer de têtes, uniquement parce qu'ils aspiraient à changer de pratiques, ceux qui pensent que les Français se disaient : *"tiens, il vaut mieux une rigueur de gauche plutôt qu'une rigueur de droite"*, ceux-là se trompent. Les Français nous ont plébiscités parce qu'ils veulent le changement, parce qu'ils veulent la transformation radicale de la société, et c'est la raison pour laquelle cette alternance doit se transformer en une alternative.

Le congrès de Toulouse lance ce processus derrière le gouvernement, et c'est ça que nous voulons vous dire aujourd'hui, nous ne sommes pas là simplement pour faire mieux, nous ne sommes pas là simplement pour limiter la casse, nous sommes là pour faire réussir le vrai changement. Et le message du congrès de Toulouse aux Français c'est cela : nous portons haut et fort les couleurs du changement, nous portons haut et fort les 60 engagements de François Hollande, et les militants socialistes qui ont passé un an de leur vie à militer inlassablement pour faire gagner la gauche, pour faire gagner François Hollande, pour faire gagner nos députés, ne pensent pas autre chose. Oui, le parti a encore son rôle à jouer, oui, l'alternance doit se transformer en alternative.

Alors chers camarades, j'ai fait un certain nombre de propositions à Harlem au nom de la motion 3 que j'avais l'honneur de conduire. Une convention sur l'Europe, une convention sur la fiscalité, une convention sur la transition énergétique. Mais je propose aussi aujourd'hui, devant les délégués du congrès que nous menions dès la fin de ce moment démocratique, trois campagnes. Une première campagne, celle sur le droit de vote des étrangers. On nous dit : c'est difficile. On nous dit : c'est compliqué. Chers camarades, ça fait 30 ans qu'on annonce qu'on va le faire. Nous avons la majorité au Sénat, nous avons la majorité à l'Assemblée, nous avons un parti mobilisé, alors faisons-le, menons cette campagne fièrement, menons cette bataille d'opinion, convainquons les Français, adressons-nous à leur cœur, à leur cerveau. C'est un engagement qu'il faut tenir.
La deuxième campagne que je propose, c'est celle pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. C'est un engagement fort de François Hollande. Pour nous, c'est à la fois une réponse en termes de pouvoir d'achat, mais c'est aussi une réponse par rapport à cette insupportable inégalité qui abîme la société française.

Dernière campagne chers camarades, le gouvernement a proclamé la mobilisation générale pour l'emploi. Le parti doit être à ses côtés pour populariser les emplois d'avenir, pour populariser les contrats de générations, pour aider le gouvernement à mener une stratégie offensive en faveur de l'emploi notamment avec la banque publique d'investissement. Mais je n'oublie pas que compte tenu de la situation d'urgence sociale, compte tenu de cette avalanche de plans sociaux, compte tenu de ce comportement de patrons voyous qui licencient par milliers alors que leurs entreprises font des bénéfices colossaux, oui, le Parti socialiste doit s'engager pour la loi contre les licenciements boursiers. Nous l'avons annoncé, faisons-le ! Et faisons-le maintenant ! Il en va de notre responsabilité. C'est un engagement fort, c'est un engagement emblématique de la lutte contre le chômage.

Voilà chers camarades, ce sont des défis pour un parti fort contre la crise, un parti fort face à la droite, un parti intraitable face au Front national et au fascisme. C'est aussi le combat pour un parti libre dans ses débats et dans ses choix. C'est aussi le combat pour un parti fier, fier de son histoire, fier de son identité, fier de ses valeurs, fier de ses combats. Ce combat, nous allons le mener tous ensemble, et j'espère que nous parviendrons un jour à devenir ce parti dont parlait le grand Lula qui disait : *"je veux faire de mon parti (il s'agissait du sien, on peut s'en inspirer, on peut s'inspirer de l'Amérique du Sud, sans s'inspirer de Chavez), le parti de tous les jours de la vie, le parti du quotidien, le parti des petites gens, le parti qui accompagne tout le monde"*. Et comme le disait Martine, les cages d'escalier, les marchés, les permanences de nos élus locaux, faisons-le ensemble. C'est difficile, c'est compliqué. Mes chers camarades, je connais notre force collective, et surtout, nous connaissons la formidable énergie du peuple français qui toujours sait se ressaisir qui s'est toujours dans son histoire illustré par de beaux sursauts et de belles conquêtes. Alors faisons-le ensemble, vive les militants du Parti socialiste, vive la gauche, et vive le changement. »

Arnaud Montebourg

« Les Français nous ont confié la France, comme à chaque fois que sa classe politique dirigeante a failli à ses devoirs. Ils nous ont laissé un pays surendetté, qui fait ses fins de mois à crédit, une économie qui s'affaisse dans une désindustrialisation galopante, des déficits himalayens que seul l'effort collectif et patient permettra de surmonter, une violence politique, ethnique, religieuse qui monte, une France défigurée sur laquelle déferle une avalanche de plans sociaux opportunément dissimulés. En 1981, on voulait changer la vie. En 2012, nous devons aussi, et en plus, reconstruire le pays, inventer l'avenir. Et cette fois, il n'y a aucun guide, aucun précédent dans l'histoire, car la France est dans un état critique que nul n'a connu jusqu'ici. Tout est à réinventer, un socialisme innovant, décomplexé aussi, dans son temps, où tout doit être possible, tant dans l'exercice du pouvoir que pour la transformation de la société, et dans le seul but du relèvement du pays. La crise que nous traversons est le résultat de 30 années de domination des idées libérales, qui ont réussi à faire croire que des marchés sans règles et des États désarmés assureraient la prospérité des peuples. Il fallait paraît-il laisser faire le marché magicien et sa main invisible, ce sont là les soubassements actuels de la construction européenne que nous cherchons obstinément, avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, à réorienter.

Il est temps de confier notre avenir à d'autres mains que la main invisible, à des mains bien visibles, celles des ouvriers, techniciens, créateurs, entrepreneurs, inventeurs, capitaines d'industries, unis pour la circonstance pour inverser l'ordre des choses, rétablir la société dans ses droits, et engager avec nous tous le récit du changement. Car une nouvelle révolution industrielle a commencé, peut-être qu'elle se déroulera sans nous, pire, contre nous. Elle peut créer sans nous, ou avec nous, si nous le désirons, des millions d'emplois et redistribuer les cartes de la domination économique dans le monde. Les sociétés et les Nations qui réussiront, ou qui réussissent déjà à la capter sont celles qui ont placé au sommet de leur échelle de valeurs le goût pour le changement et pour l'innovation, et la préférence pour la coopération, la solidarité et l'unité. Ça tombe bien, ce sont là les valeurs du socialisme. Pour accomplir cette révolution et projeter la France dans une trajectoire de réussite, l'État doit être de retour. Lorsqu'il faut sauver l'acier et l'aluminium français, de Florange ou de Saint-Jean-de-Maurienne. C'est la multinationale qui opprime et c'est l'État qui libère. L'État est de retour lorsqu'il investit massivement dans le véhicule électrique pour faire de la France le leader mondial, en lieu et place des milliards des Asiatiques, c'est la Nation qui se mobilise pour défendre ses avantages industriels, c'est l'État qui organise.

L'État est de retour lorsqu'il exige des contreparties substantielles à l'argent public que le groupe Peugeot-Citroën vient de demander aux contribuables. L'État exige d'entrer dans les organes de surveillance du groupe. Il exige que les salariés y entrent avec lui. Il exige une diminution du plan social des 8 000 salariés dont les emplois sont menacés. Il exige de pouvoir enfin discuter de la stratégie industrielle du groupe. Il exige, obtient et obtiendra. L'État est de retour lorsqu'il ouvre son patrimoine public de brevets aux PME pour la diffusion technologique, le développement des territoires reculés et permette la renaissance de la croissance dans des régions en difficulté. L'État est de retour aux côtés des usines, des ouvriers, des cadres, ingénieurs, entrepreneurs, quand ils sont étranglés dans leur sous-traitance, délocalisés, licenciés.

Aujourd'hui, la droite et le Medef nous reprochent d'intervenir et de nous préoccuper par trop des ouvriers licenciés. Mais que faisait-elle, la droite, pendant toutes ces années où nous avons perdu 750 000 emplois industriels, 900 usines fermées en trois années, pendant que les déménageurs emportaient des pans entiers de notre industrie nationale hors de France ? Elle détournait l'attention en organisant des débats dans les sous-préfectures sur l'identité nationale, elle négociait des dissimulations de plans sociaux. Derrière les reproches contre notre politique de l'État fort, il y a le projet de toujours plus réduire le périmètre de la souveraineté et d'affaiblir l'action publique.
De notre côté, notre politique du retour de l'État fort nous conduit à rassembler les Français dans un projet de patriotisme économique et social dans lequel chacun peut participer au relèvement du pays. Vive le socialisme d'aujourd'hui, décomplexé, innovant et moderne. Vive la République française qui se relève, et vive la France ! »

Vincent Peillon

« Je viens vers vous, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, avec émotion. Celle de la reconnaissance et de la dette, moi qui ai placé tout mon engagement républicain et socialiste, mon engagement pour l'école, dans le sillage de Jean Jaurès.

Notre grande tâche, mes camarades, notre invincible espoir, c'est une fois encore de renouer avec la promesse républicaine, c'est de bâtir ensemble une France plus forte et plus juste. C'est d'ouvrir à nouveau l'horizon des générations qui viennent, et cela suppose unité, rassemblement, patience, loyauté, constance, endurance, opiniâtreté, dévouement, sacrifice, abnégation. Il y a un effort à conduire pour la France. Et l'effort que nous demandons à nos compatriotes, il est tout entier au service du redressement de la France, au service de la justice, au service des générations futures et de l'espérance. C'est pour la jeunesse, pour l'espérance, c'est pour la justice que nous avons à redresser les comptes publics. C'est pour la jeunesse, pour la justice, pour l'espérance que nous ne pouvons pas laisser ce pays crouler sous ses dettes, dépenser plus en intérêts et en remboursements que pour l'éducation de nos enfants, que pour l'investissement dans l'avenir, et que pour la solidarité à l'égard de ceux qui en ont le plus besoin.

Cette action, ce courage, cet idéal, ils ouvrent un horizon : permettre qu'on se loge, au moment où des millions de Français ne peuvent plus le faire, permettre qu'on se soigne, et en particulier les plus modestes de nos concitoyens, permettre à tous de vivre en sûreté dans la République, préparer l'avenir par la transition écologique, par l'égalité des droits, par le redressement productif. C'est une seule et même action de modernité et de justice, c'est ce qui permettra à la France de renouer avec son idéal. C'est l'action que conduit le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, c'est cette tâche et cet idéal qui m'animent dans la refondation de l'école de la République, que le président de la République et le Premier ministre m'ont confiée.
Après un quinquennat qui fut celui de tous les abandons, de tous les abaissements, de tous les mépris, l'heure de l'offensive républicaine est venue. Immense tâche, immense défi, nous y ferons face en puisant nos forces dans la mémoire vivante de notre peuple. Nous y ferons face en puisant nos forces dans cette réserve d'avenir et de générosité que représente la jeunesse de France. J'entends que certains voudraient aller plus vite, mais ce sont ceux-là même qui nous ont fait perdre tellement de temps, ceux-là même qui veulent nous faire chuter, affidés de l'argent, conservateurs dressant les Français les uns contre les autres, ayant handicapé notre économie, ayant détruit et mis à l'encan nos services publics. Nous préférons les valeurs de la connaissance, du respect, de la transmission, de la laïcité à celles de l'argent, à celles du bling-bling, à celles du désengagement européen, à celles du mépris des étrangers.

Dès notre arrivée, devant les désastres de la droite, nous avons agi. Nous avons agi vite et fort en créant des mesures de réparation et d'urgence : 1 000 postes pour les professeurs, 100 postes pour les conseillers principaux d'éducation, 500 postes pour les métiers qui accompagnent les handicapés. Le changement n'a attendu ni dans les faits ni dans la méthode, et il se poursuivra tout au long du quinquennat. Le combat pour l'école, que je mène, est un combat pour la République. La République a toujours trouvé dans l'école son creuset. Alors il nous appartient à nous aussi de faire preuve d'audace et de recréer cette confiance.

Le congrès de Toulouse est un congrès de rassemblement, il est aussi un congrès d'espérance, uni et déterminé, conduit par le président de la République et le Premier ministre. Le gouvernement est à sa tâche, celle du redressement, de la justice, de l'espérance, de l'idéal. J'ai confiance en vous, en votre force, en Harlem Désir, votre Premier secrétaire, pour que le Parti socialiste soit en première ligne de ce combat. Il puise ses sources dans une très belle histoire, et cette histoire, pourtant, ne fait que commencer. Ensemble, mes camarades, nous allons en écrire une nouvelle page. »

Carole Delga

« Nous allons refonder l'école de la République, pour refonder la République par l'école. Cette refondation est nécessaire pour nos enfants, afin de leur donner un avenir professionnel. Pendant cinq ans, près de 80 000 postes d'enseignants ont été supprimés. Aujourd'hui, nous allons rebâtir l'école, l'école de demain, l'école pour tous, celle de l'avenir de la France, de l'égalité des chances. En 2013, le budget de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole sera augmenté de 1,7 milliard d'euros, un budget à hauteur de plus de 45 milliards d'euros, le premier budget de l'État français. Dès maintenant, ce sont 13 000 emplois qui ont été créés pour des enseignants, des auxiliaires de vie scolaire, des personnels administratifs, dans le médico-social et 43 000 recrutements qui sont prévus en 2013. Il sera aussi créé les écoles supérieures de professorat et d'éducation.

Ces écoles permettront de concevoir une nouvelle pédagogie. L'enseignement technique agricole lui aussi aura des dotations techniques supplémentaires. Il y aura aussi un effort accru pour l'assistance éducative, des auxiliaires de vie scolaire, l'intégration des enfants handicapés, c'est cela aussi l'école pour tous, s'enrichir des différences, c'est cela faire société, c'est renforcer le vivre-ensemble. Nous rebâtissons l'Éducation nationale pour favoriser la réussite des élèves. »

Stéphane Le Foll

« Je voudrais d'abord vous dire la fierté qui est la mienne d'être ici à Toulouse. Fierté d'être rassemblés en la présence de Jean-Marc Ayrault, notre Premier ministre, de Martine Aubry, qui a mené le parti avec les Primaires à cette belle victoire du 6 mai, et d'Harlem Désir qui va s'engager dans les mêmes pas pour mener et défendre les valeurs de la gauche, soutenir le gouvernement et préparer aussi les échéances futures.

La situation est difficile, et nous le savions. Mais la meilleure des réponses pour retrouver la confiance est d'être soudés, rassemblés et responsables tous ensemble, comptables devant les Français des engagements pris par François Hollande. Les choix qui ont été faits les décisions que nous avons prises, verront demain les résultats, et chaque Français, chaque socialiste doit avoir cette idée simple, ce changement qui est engagé produira ses effets positifs pour l'emploi, sur l'éducation, sur les valeurs de la République et du vivre-ensemble.

J'ai cette conviction à la fois que les mesures qui ont été prises pour l'emploi sont des réponses qui demain devront permettre à notre pays de retrouver la confiance en l'avenir, la confiance dans notre pays, la confiance aussi dans l'Europe. Ce qui a été fait par François Hollande à l'échelle européenne qui a consisté à reposer les bases simples d'une Europe qui se tourne aussi vers les citoyens et vers la croissance, permettra demain à cette Europe de stabiliser une zone euro qui vit la crise depuis plus de trois ans,et permettra aussi de redonner à notre pays une capacité de retrouver à la fois l'emploi et la croissance.

Cette réussite dépend aussi de nous au travers des mesures qui ont été prises sur les emplois d'avenir, sur le contrat de génération. Je voulais dire à ce titre, à ceux qui nous ont critiqués alors que nous disions que nous voulions faire primer le dialogue entre les partenaires sociaux, c'est par le dialogue, par la discussion, par la capacité que nous avons à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques que nous réussirons demain à changer l'ordre des choses, et à faire en sorte que la croissance et l'emploi soient retrouvés. Aujourd'hui nous sommes là pour leur montrer comment il faut faire pour transformer un pays et le mettre sur la voie du redressement.

La réussite dépend de la capacité que nous aurons à rester fermes, cohérents, à faire bloc sur les choix que nous avons faits tous ensemble et que les Français ont fait avec nous. Cette confiance, c'est à nous les socialistes, dans le cadre de ce congrès qui marquera une nouvelle étape, de la faire passer et de la diffuser à tous les Français. Les socialistes ont confiance dans les Français, et parce que les socialistes ont confiance en eux, les Français pourront avoir confiance en eux aussi demain. »

Alain Bergounioux

« Nous sommes face à deux défis fondamentaux. Premier défi : le capitalisme reste largement dérégulé parce que nous vivons un basculement du monde où les rapports de forces économiques, politiques, culturelles, changent. Deuxième grand défi majeur pour tous les partis progressistes dans le monde, c'est la mise en cause de l'idée de solidarité collective. Un parti comme le nôtre a une responsabilité majeure, nous avons besoin d'institutions collectives, de nouveaux outils de puissance publique, de démocratie sociale, des syndicats, des associations. C'est la grande bataille idéologique du socialisme de ce début du XXIe siècle.

Le Parti socialiste doit soutenir l'action du gouvernement, mais il peut avoir une fonction supplémentaire, c'est la fonction de mise en perspective. Nous devons mettre en évidence la stratégie et la cohérence de l'action gouvernementale et du président de la République.

Il y a trois orientations fondamentales qui font notre stratégie politique : le redressement juste, la sauvegarde et la rénovation de nos services publics, la réorientation politique et économique de l'Europe. Les deux combats, français et européen sont désormais étroitement liés. Nous gagnerons ou nous perdrons sur les deux terrains.
Chaque fois que le Parti socialiste a été trop divisé, l'action gouvernementale s'est défaite. L'enjeu qui est devant nous est d'expliquer, de montrer comment les problèmes sont liés entre eux, comment les mesures que nous prenons correspondent à une vision pour l'avenir de la France et de L'Europe et que c'est le rôle des socialistes de montrer le chemin. »

Claire Donzel

« Il faut rendre justice à tous et à toutes. Pour cela, il nous faut passer de l'égalité arborée à l'égalité réelle, celle à faire vivre, à réaliser. Il est temps de tourner la page, la page écrite depuis la nuit des temps d'un partage inégal des rôles. Il nous faut réaliser la parité dans sa totalité. Non plus la seule parité des candidatures, mais celle aussi des élus. La parité c'est nous qui l'avons voulue, c'est nous qui l'avons faite. Il y a douze ans déjà. Et où en sommes-nous ? J'entendais, hier encore, des camarades protester à l'idée qu'une liste de nombres impairs puisse comporter une femme de plus que d'hommes. *"Il ne faut pas exagérer quand même"*, disaient-ils. Mais ne nous attardons pas sur ces messieurs, ces jeunes gens qui n'ont pas encore compris que leur sœur, leur mère, leur fille, leur compagne, sont des hommes comme les autres, leurs sont républiquement égales.

Ce ne sont pas les femmes qui perdent, ce sont les circonscriptions qu'on leur confie. C'est parce que ces circonscriptions sont considérées comme perdues d'avance qu'on les leur attribue. Ça suffit ! L'Assemblée nationale du mois de juin est encore loin d'être paritaire, même au sein du groupe socialiste. Mais l'heureuse surprise d'une majorité absolue pour conforter le président et le gouvernement, ce sont à des femmes, à nos nouvelles députées que nous la devons. Elles ont gagné les circonscriptions douteuses qui leur ont été attribuées. Rien ne sert d'arborer à chacun des paragraphes de nos nouveaux statuts le principe de parité, si cela ne change rien au partage du genre du pouvoir. »

Eduardo Rihan Cypel

« Ce congrès, s'il a une utilité, c'est de continuer à mener la bataille politique, idéologique, celle des valeurs, des idées, celle que nous avons à mener face à une droite qui se durcit et qui se rapproche du Front national. Notre première responsabilité, au-delà de continuer d'avancer des idées pour accompagner le gouvernement, pour le soutenir fidèlement, mais avancer la bataille, c'est reconstituer cette digue qui est en train d'être cassée par l'UMP et le Front national. C'est à nous de porter ensemble le drapeau républicain pour ne pas laisser cette ignominie se produire dans notre pays.
Nous avons un certain nombre de valeurs à partager ensemble, nous avons le progrès contre les régressions, la connaissance contre l'ignorance, la solidarité et le partage contre l'égoïsme et l'individualisme. C'est ainsi que nous devons mobiliser les hommes et les femmes de ce pays, qui nous ont accordé leur confiance, qui veulent le changement.

Là où le capitalisme s'est affranchi de toutes les règles, nous avons à bâtir les règles du monde qui vient, des règles pour l'économie, pour la finance. Ceux qui veulent s'affranchir de toutes les règles nous trouveront en face d'eux, car c'est le rôle historique du socialisme. »

Malek Boutih

« Merci Jean-Marc Ayrault, chef de notre majorité, d'avoir permis que des enfants d'immigrés puissent représenter notre pays à l'Assemblée nationale, dans les régions, dans les municipalités. Nous socialistes, non seulement nous n'avons pas de leçons à recevoir sur l'identité de notre pays. Parce que derrière les minorités télévisuelles agissantes, il y a l'immense masse de ces enfants de la République, émancipés par l'école, les services publics, la culture, et qui, libres dans leur tête, aiment notre pays.
Les cités sont d'abord les quartiers où vivent des Français comme les autres, plus pauvres, plus stigmatisés qui sont une richesse et non un problème pour notre pays. Cette nouvelle génération de Français, la droite voulait l'enfermer dans l'intégrisme ou le gangstérisme. Elle a utilisé, pour leur répondre, la seule arme qui vaille, le bulletin de vote. Et pour des millions d'entre eux, ils ont voté pour nous, parce que nous leur ressemblons, nous les représentons, nous les respectons et nous les défendons.

Le Parti socialiste doit être le lieu de tous ceux qui se battent pour la dignité, la justice et l'humanisme, pour battre une fois pour toute cette extrême droite qui, depuis 20 ans, pourrit le débat politique de notre pays. Oui, avec Harlem Désir à notre tête, nous avons un camarade qui n'a pas peur de ce combat, qui a déjà gagné quelques batailles et qui, j'en suis sûr, nous amènera à des victoires. »

Nisrine Zaïbi

« L'enjeu, aujourd'hui, est de reconquérir le cœur de tous les Français, jeunes, moins jeunes, qui, dans un climat d'incertitude et de grande souffrance, se sentent abandonnés, notamment dans nos campagnes et nos quartiers populaires. Ils ont besoin, plus que jamais, de nous. À l'heure où je vous parle, l'extrême droite gagne du terrain. Beaucoup de nos concitoyens tombent dans le piège du populisme, mais que faisons-nous en attendant pour mettre un terme à la propagation de cette épidémie ? Notre travail sera pédagogique. Travaillons maintenant, c'est un travail sur les mentalités que nous devons engager. Ce sera long, mais la génération qui est mienne est prête à s'inscrire dans la durée pour réinventer le parti. La jeunesse portera le poids et les conséquences de la dette laissée par la droite. Notre devoir est de redresser les comptes de notre pays pour garantir un avenir aux générations futures. J'entends, et je comprends l'impatience de beaucoup de militants. Mais de nombreux signes ont été donnés par le gouvernement, en direction de la jeunesse. »

David Assouline

« Mes camarades, le temps est venu de repartir frontalement au combat. On aurait pu croire, dans une démocratie apaisée, où l'alternance est une respiration nécessaire de la vie politique, qu'après la sévère sanction, le 6 mai, de la droite au pouvoir depuis dix ans, après l'échec sur toute la ligne de leur politique financière, 600 milliards de déficit supplémentaire en cinq ans, avec 70 milliards de déficit de notre commerce extérieur, avec son million de chômeurs supplémentaires, et ses dizaines de milliers d'emplois industriels détruits, qu'après avoir mis la France si bas, ils chercheraient à faire leur bilan. Mais pour la droite, le 6 mai, c'est le peuple qui s'est trompé.

Pouvait-on croire qu'ils n'allaient menacer d'abandonner leur patrie quand le gouvernement décidait d'imposer à 75 % au-delà du million de revenu annuel et d'imposer le capital comme le travail ? Pouvait-on imaginer qu'ils n'allaient pas hurler quand le gouvernement décidait que même à Neuilly, ils devraient construire des logements sociaux ? Pouvait-on croire que ceux qui détruisaient méthodiquement notre école publique et abîmaient la laïcité allaient nous laisser refonder l'école de la République sans broncher ? Qu'ils sachent que les socialistes sonnent l'heure d'une nouvelle offensive, pour riposter à tous ceux qui veulent empêcher les réformes nécessaires, ceux qui n'acceptent pas la volonté exprimée par le peuple français, ceux qui ne veulent pas la mise en œuvre des engagements, des 60 engagements de François Hollande.

Aujourd'hui, ici à Toulouse, tout le monde doit entendre : le Parti socialiste ne lâchera rien. Tout doit être fait, tout sera fait, 25 engagements déjà réalisés pour la fin de l'année, et les autres viendront. Rien ne peut être abandonné parce que des rapaces se cachent derrière des pigeons, parce que des réacs de toujours n'acceptent pas l'égalité des droits et le mariage pour tous les couples.

Cher Jean-Marc, nous comptons sur toi pour continuer à faire face courageusement. Les socialistes forment un bloc derrière l'action du gouvernement et le cap fixé par le président de la République. Avec Harlem Désir, notre parti est, et sera exigeant pour notre peuple parce que notre peuple est exigeant. Il est le lieu du débat, de l'écoute, et il est et sera surtout la force irremplaçable pour réussir le changement. »

Martine Pinville

« La santé est pour nous, socialistes, une priorité. L'accès aux soins, et donc la réduction des inégalités, est une priorité, c'est un vecteur de solidarité et de justice sociale.
Le bilan de la droite, là encore, est désastreux, les constats sont insupportables, comme autant de signes d'inégalités dans l'accès aux soins.
Ces inégalités sont sociales : un cadre vit en moyenne six ans de plus qu'un ouvrier, 55 % du montant des soins seulement sont remboursés par la Sécurité sociale, et un Français sur quatre renonce désormais à se soigner pour des raisons économiques et financières. C'est le bilan de cinq ans de sarkozysme et de dix ans de droite.
Ces inégalités sont également territoriales, avec les déserts médicaux, aussi bien en milieu urbain que rural.
Mais nous avons d'ores et déjà, avec Marisol Touraine, notre ministre, amorcé les changements nécessaires à une meilleure garantie de l'égalité de tous les citoyens lorsqu'ils sont confrontés à des soucis de santé, à un hôpital redevenu service public hospitalier, à une médecine de ville mieux organisée, à même de mieux répondre et prendre en charge les demandes de soins. Nous devons remédier aux inégalités territoriales, aux déserts médicaux, afin que, comme le souhaite le président de la République, aucun Français ne puisse se trouver à plus de 30 minutes de soins d'urgence. »

Jérôme Royer

« Nous avons parfois un peu le vertige devant les défis auxquels nous sommes confrontés, surtout en termes de démocratie, de démocratie locale. Essayons de redonner du prestige à ces enjeux et à notre action politique, c'est comme cela que nous resterons en place longtemps pour le bien du territoire, des Français et des citoyens. Il nous faut parler de parité, de non-cumul des mandats, d'équilibre entre nos territoires, de blocs de compétences, parlons-en, mais faisons-le !
Parlons d'agenda, de réformes, mais respectons nos engagements. C'est notre rôle en tant qu'élus locaux, d'accompagner le gouvernement dans ses engagements. Pour fabriquer de la démocratie, il faut donc produire aujourd'hui une mécanique institutionnelle vertueuse, dans laquelle la responsabilité politique se doit d'être associée à une consultation permanente des citoyens. Il y a des mesures symboliques à prendre dans le cadre des bonnes pratiques d'une République digne de ce nom. Je parle d'un statut unifié pour les élus de la République, d'un mandat national unique, de la formation des élus. Il faut encadrer la profession très influente de lobbyiste. Il faut redessiner peut-être également la carte des pouvoirs locaux. Nous devons réconcilier le couple élus/citoyens dans notre démocratie.
La crise de notre démocratie, la crise de notre République, c'est, n'est-ce pas, peut-être avant tout une crise simplement d'efficacité. N'ayons pas peur de renouveler nos idées politiques, nos institutions politiques, vers une VIe République. N'ayons pas peur de renouveler notre sociologie politique. Renouvelons aussi notre éthique politique. Attachons-nous à ce qui est vertueux et fédérateur, ayons le courage de nos possibilités.
La démocratie locale, c'est la République de proximité, c'est le socle dans lequel notre vie et notre action politique commencent. »

Pierre Larrouturou

« Notre pays ne va pas bien. *"Notre pays ne fleurit pas"* comme le disait Vaclav Havel. 47 000 chômeurs de plus le mois dernier, sans compter les 100 000 personnes qui ne sont plus au chômage mais qui sont tombées en fin de droit et dans la pauvreté... François Hollande avait raison, le 31 août, quand il expliquait que nous sommes face à une crise d'une extrême gravité et quand il demandait au gouvernement d'accélérer, d'aller plus vite.
L'UMP devrait calmer ses critiques, car après cinq ans de Sarkozy, la crise ne fait que s'aggraver et les marges de manœuvre sont de plus en plus faibles. Alors oui, il faut aller plus vite, plus loin. Car si nous n'arrivons pas à provoquer un sursaut dans les mois qui viennent, nous aurons 1,5 million de personnes en plus au chômage ou dans la pauvreté début 2014, avant les municipales, et la crise politique s'ajoutera à la crise sociale.

Reconstruire la justice sociale n'a jamais été facile. Souvenez-vous de Roosevelt. Quand il est en campagne pour se faire réélire en 1936, il affirme : *"Être gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé."* Et il parle des actionnaires des banques : *"Ils me détestent. Depuis quatre ans, ils vous disent que j'ai ruiné le pays, que je mange des millionnaires tous les matins avec mes toasts... Jamais ils n'ont détesté autant un président et j'accepte leur haine."* Roosevelt sera réélu jusqu'à la fin de sa vie, les démocrates resteront 20 ans au pouvoir, et l'économie américaine fonctionnera pendant 35 ans avec les règles du jeu que Roosevelt a mises en place. L'objectif de Roosevelt n'était pas de rassurer les marchés financiers, mais de les dompter, de les remettre à leur place.

Quand Roosevelt crée un impôt fédéral sur les bénéfices, en quelques semaines, il met fin au dumping fiscal et il donne des marges de manœuvre nouvelles aux collectivités locales et à l'État fédéral. Quand Roosevelt sépare les banques de dépôts et les banques d'affaires, il y a quatre semaines de combat, mais finalement, les banques de dépôts et les banques d'affaires sont séparées, et les banques de dépôts se tournent vers l'économie réelle. Cela a marché pendant 50 ans.

Pour transformer le pays, pour sortir de la crise, il faut que nous ayons conscience que la politique, c'est un sport collectif. Si nous avons gagné la Présidentielle, c'est évidemment grâce à François Hollande, parce qu'il a fixé un cap, parce qu'il a fait taire Sarkozy dans le débat et que tout le monde a compris que c'était un vrai président. Donc sans François Hollande, nous n'aurions pas gagné. Mais nous n'aurions pas gagné non plus si François Hollande avait été seul à faire campagne. Nous avons gagné parce que nous étions 100 000, 200 000, 300 000 à faire campagne et à convaincre les citoyens les uns après les autres.

Pourquoi ce qui est vrai en période de campagne ne serait pas vrai pour exercer le pouvoir, pour transformer la société, alors que c'est presque plus compliqué que de gagner le pouvoir ? Prenons un exemple : la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires. Si on laisse Pierre Moscovici tout seul à la manœuvre, vous imaginez la pression qu'il a : toutes les semaines, il y a des banquiers qui viennent cinq par cinq ou dix par dix dans son bureau pour lui expliquer : « Monsieur le ministre, vous comprenez bien, ce n'est pas possible. Si on est les premiers à le faire, ce n'est pas possible. Vous comprenez bien nos actionnaires... » Donc si Pierre Moscovici est seul pour porter cette loi, il n'y arrivera pas. Mais si nous sommes 100 000 à faire campagne pour séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires, en quelques semaines, nous aurons convaincu tous les salariés, tous les patrons de PME qui ont besoin de financement, tous les artisans et nous serons des millions derrière Pierre et la loi sera votée. Et trois mois plus tard, la séparation sera effective et les artisans, les PME trouveront des financements pour créer de l'activité et de l'emploi. Mais si nous laissons Pierre tout seul, il y a de vrais risques que la loi soit édulcorée.

C'est pareil pour changer l'Europe. Changer l'Europe, c'est fondamental, si on ne veut pas laisser la Chine et les États-Unis comme seules puissances, si on veut protéger notre modèle social. La négociation européenne qui commence est cruciale : en Allemagne, on dit même qu'il y aura un référendum dans deux ans sur les nouveaux traités ! C'est la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale que, en Allemagne, on parle d'un référendum. C'est historique. Parce qu'il faut complètement changer le fonctionnement de l'Europe et donc que les citoyens donnent leur feu vert. C'est une négociation historique. Mais ils ne sont que deux dans la salle de négociation à porter nos idées : François Hollande et Elio Di Rupo. Ils ne sont que deux dans une négociation où il y a 27 personnes. Vous pensez qu'ils arriveront à faire passer nos idées si on les laisse à deux, seuls contre 25 ? La motion 4 propose qu'avec les socialistes de tous les pays, avec les syndicalistes de tous les pays, on prenne trois jours en janvier, à Strasbourg, et qu'on se rassemble pour définir nos quatre ou cinq priorités : un Traité de l'Europe sociale, un impôt européen sur les dividendes, une Europe qui lutte avec force contre le dérèglement climatique, une Europe qui boycotte les paradis fiscaux... Mettons-nous d'accord et faisons campagne tous ensemble sur nos 5 priorités. On va peser sur la négociation en cours et il y a des chances qu'on cartonne à l'élection de 2014. Quand les nouveaux traités seront signés, ce sera la victoire de François Hollande mais on l'aura un peu aidé...

De même pour lutter contre le chômage et la précarité, nous devons prendre trois mois dans chaque région pour que les premiers ateliers du changement, que Harlem veut organiser, soient consacrés à cette question fondamentale. Donnons la parole à des syndicalistes, à des patrons, à des collectivités qui innovent pour l'emploi. Allons voir au Danemark, aux Pays-Bas ce qui marche pour lutter contre la précarité. Faisons vivre le dialogue social au niveau des territoires.

C'est comme cela que Jacques Delors avait débloqué la négociation sociale, il y a 40 ans : il avait donné la parole à des pionniers.
C'est notre rôle aujourd'hui : Il faut qu'on facilite le travail du gouvernement et qu'on pousse les partenaires sociaux à l'audace. Les prévisions de l'Unedic, c'est 500 000 chômeurs de plus d'ici 2014. Si la croissance tient bon... Est-ce qu'on continue avec le modèle actuel ou est-ce qu'on le change radicalement ? Il n'y a pas de baguette magique mais si on met en œuvre toutes les solutions inventées sur nos territoires, on peut avoir 500 000 chômeurs de moins avant les municipales et ça changera tout !
Pour conclure, je voudrais répondre à la question assez provocante que posait *Le Nouvel Observateur* il y a deux semaines : *"Faut-il dissoudre le PS ?"* Je me suis dit qu'ils y allaient un peu fort. Mais après tout, pour des socialistes, il n'y a aucun tabou. Si on veut que les lobbies financiers aient le champ libre pour agir, on peut dissoudre le PS. Si on accepte les inégalités dans le logement, dans la santé, dans la culture, si on se résigne au chômage, à la précarité et au chacun pour soi, à l'exclusion des banlieues, oui il faut dissoudre le PS, nous ne servons à rien. Mais par contre, si on croit vraiment à la justice sociale, si on pense que chacun de nous n'a qu'une vie et a droit au bonheur, si on pense qu'il est urgent de transformer la société pour permettre à chacun et chacune de vivre pleinement ce droit au bonheur, il faut plus que jamais changer le PS, le rénover, et donner à chaque militant les moyens d'être un acteur de changement. L'UMP et le FN sont des fouteurs de Haine. Nous, socialistes, nous voulons être des Fouteurs d'Espoir. »

Didier Guillot

« Avec la motion 5, nous faisons pleinement confiance à François Hollande, Jean-Marc Ayrault et tous les ministres pour mettre en œuvre l'ensemble des 60 engagements. Réussir le changement ne se limite pas à l'action gouvernementale. La clef de la réussite sera la mobilisation de tout notre réseau d'élus, de tous les militants et les sympathisants. Nous devons poursuivre le chemin de la rénovation engagé. Harlem, il te revient donc de poser le nouvel acte de la rénovation, et je dirais même de l'innovation. Nous t'invitons à oser associer les sympathisants en organisant des conventions ou ateliers du changement pour redonner tout simplement envie de militer et de participer. Oser achever la réforme de 1995, en revenant sur le mode d'élection du Premier secrétaire et en proposant que tous nos dirigeants soient élus directement. Oser en finir avec le cumul des mandats en l'inscrivant dans la loi, mais aussi dans nos statuts, il faudra aussi un vrai statut de l'élu. Oser achever la parité dans toutes nos futures échéances. Oser la co-élaboration de tous nos textes grâce au numérique et aux réseaux sociaux. Oser les Primaires citoyennes pour les désignations municipales, parce qu'il ne suffira pas de conserver nos villes en 2014. Oser le renforcement de notre parti dans tous les territoires où l'abstention et l'extrême droite prospèrent. »

Jérôme Guedj

« La victoire du 6 mai était indispensable, mais elle n'était pas en soi suffisante. Indispensable, tant était néfaste l'entreprise de démolition méthodique de la droite : démantèlement méticuleux des fondements du pacte républicain et de la singularité française, de cette particularité qui les agace tant, de cet héritage dont nous sommes les dépositaires : l'égalité comme valeur centrale, les services publics comme outil de la redistribution, la Sécurité sociale comme patrimoine commun, la laïcité comme condition du vivre-ensemble et de la paix civile, le code du travail comme rempart face à l'arbitraire, l'école républicaine comme gage de l'émancipation individuelle et collective. Avec la droite, tout devait y passer, rien ne devait être épargné.

L'élection de François Hollande a mis un coup d'arrêt, et c'est tant mieux. Mais cela ne suffira pas, car la tâche est gigantesque à la mesure du triste état dans lequel ils ont laissé la France. La faillite économique, celle d'un État endetté comme jamais, et d'une industrie abandonnée, c'est eux. La faillite sociale, celle du chômage, de la précarité, c'est eux. La faillite morale, celle de la compromission avec le Front national, c'est eux encore. Honte à ces donneurs de leçons de l'UMP à la mémoire de poisson rouge qui oublient tout du mal qu'ils ont causé.

Cette tâche de redressement, elle t'incombe Jean-Marc. Dans ce défi qui est ton devoir, il ne te manquera ici, aucun soutien... même s'il peut parfois prendre des formes multiples. Tous les socialistes le savent car l'histoire de notre mouvement nous l'enseigne : en matière de droits nouveaux, tout passe à un moment ou à un autre par la construction d'un rapport de force. Pas une avancée, pas une conquête qui n'ait été obtenue, arrachée, autrement que par la lutte. Face au sort subi par la foule immense des petites gens, l'action politique doit s'appuyer sur le mouvement social et sur la capacité du peuple à agir. Le rôle du socialisme, mes camarades, c'est de créer de la conscience politique là où il y a de la conscience sociale, là où il y a souvent de l'impatience sociale. Et l'outil de cette prise de conscience, c'est précisément le Parti socialiste et ses valeureux militants. Le PS doit être l'acteur de la confrontation sociale, pas le spectateur et encore moins le canalisateur. Car c'est de la confrontation sociale que procède la décision politique. Je forme donc le vœu par exemple que le 1er mai prochain, comme nous l'avons fait tous ensemble ces quatre dernières années autour de Martine Aubry à qui je veux dire moi aussi merci, nous puissions être présents dans les défilés des salariés et des organisations syndicales. Ce sera bien l'illustration d'un Parti socialiste au contact du mouvement ouvrier, au contact des salariés. Pour que le gouvernement tienne bon, le parti doit parler et agir fort. La bataille culturelle pour préparer le changement, il revient au parti de la mener, cher Harlem. C'est ce que nous proposons avec Emmanuel Maurel, avec les trois campagnes à mener sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ou sur la lutte contre les licenciements boursiers. Je pourrais vous parler aussi du budget de la Sécurité sociale. C'est un grand et beau texte. Mais le combat sur la politique de santé n'est pas fini, pour défendre l'accès aux soins pour tous, pour lutter contre les déserts médicaux, en faisant en sorte que les médecins s'installent là où nous avons besoin d'eux, dans nos campagnes et dans certains de nos quartiers, pour encadrer réellement les dépassements d'honoraires. Autant en être conscient, des résistances existent, des conservatismes vont s'exprimer, et si on ne veut pas voir des nuées de nouveaux pigeons s'exprimer sur ce sujet, alors à nous, Parti socialiste, d'occuper le terrain et de relayer la mobilisation de nos concitoyens. C'est ainsi que nous concevons la période qui s'ouvre et notre rôle au sein du Parti socialiste. Construire un parti fort, un parti fier, un parti libre, et pour cela, assumons le débat, et assumons y compris les divergences qui peuvent exister entre nous. Pour que les idées diffusent du PS, il faut d'abord qu'elles infusent en son sein, c'est ce que nous avons fait tout au long de ce congrès, et c'est ce que nous ferons demain à tes côtés Harlem. Car le parti a tout à gagner à faire vivre le débat dans une saine émulation. Alors oui, émulons-nous les uns, les autres, à l'intérieur du Parti socialiste. Notre devoir d'hommes et de femmes libres, de militants d'un parti qui plus que jamais doit afficher sa liberté, notre devoir, c'est de se rappeler le judicieux conseil de Condorcet quand il proclame : *"on fera davantage de choses quand on en croira moins d'impossibles"*. Alors faisons plus de choses et bousculons les montagnes. »

Benoît Joseph

« Nous devons soutenir avec toutes nos forces le président de la République et le gouvernement. Nous devons soutenir les propositions, soutenir le travail législatif. Mais soutenir nos camarades qui sont aujourd'hui en responsabilité passe également par un engagement sans faille dans la bataille idéologique contre la droite et tous les conservateurs. Outre le travail programmatique essentiel, le rôle de notre parti durant ces trois prochaines années sera d'aller au combat, de ferrailler car rien ne nous sera épargné par la droite et par les puissances de l'argent qui tiennent notamment toutes les mass media.

Il suffit d'ailleurs de voir avec quelle énergie ils s'acharnent aujourd'hui à déconstruire l'autorité de notre camarade, la crédibilité de notre Premier ministre, le mépris qu'ils affichent tout simplement parce que notre camarade n'est pas un de leurs congénères. Jean-Marc est de la trempe de ces grands élus de la République qui, après avoir changé leur territoire, tracent l'avenir du pays lorsqu'ils en ont la responsabilité. À l'image de Pierre Mauroy, il sera jugé à l'échelle de l'Histoire comme celui qui aura contribué à redresser la France dans la justice.
Il faudra répondre coup par coup. Avec l'élection de François Hollande à la présidence de la République ce n'est pas seulement au niveau économique et social que nous devons engager le redressement. Le redressement, nous devons l'engager pour la République tout entière, parce que, au fond, qu'est-ce qui a changé depuis mai 2012 ? Avant, tous les soirs, Nicolas Sarkozy faisait des propositions iconoclastes. Aujourd'hui, cela n'a pas changé. Le nom a changé mais la droite est la même. Le débat que nous avons vu entre les frères siamois de l'UMP, Copé et Fillon, nous démontre que l'UMP et toutes les forces conservatrices sont toujours là pour ferrailler dans l'ombre.

Lorsqu'on entend parler de pain au chocolat, de quoi s'agit-il ? Sinon de la même droite qui n'a pas changé de nature et qui est toujours présente. Ils nous parlent de la valeur travail. Ce n'est pas aux socialistes, même aux plus jeunes, qu'on va expliquer qu'il est nécessaire de rétablir la valeur travail. Ils nous parlent d'une prétendue perte de valeurs. Quand on entend dire : *"le mariage homosexuel menace la famille"*, nous sommes obligés de constater l'association très rapide de deux vocables : le travail et la famille. Quand on entend de nouveau parler d'une France forte, malgré leur débâcle électorale, nous sommes obligés de constater que ces propos n'ont qu'une vertu démagogique car nous ne connaissons aucun Français qui ne veuille d'une France forte. Alors ramenez les trois termes ensemble : travail, famille et puis l'autre sur la patrie. Vous comprendrez, mes chers camarades, que nous devons redoubler de vigilance, car la droite la plus vile n'a pas dit son dernier mot.
Pour nous, socialistes, les choses sont beaucoup plus simples. Il suffit pour nous de prendre les trois piliers de la République : la liberté, l'égalité et la fraternité. Et puisque nous sommes entre nous ce soir, je rajouterai la laïcité. Redresser la République pour nous, c'est donc opposer la liberté aux restrictions et aux privations des droits des dernières décennies. Redresser la République, c'est opposer l'égalité à l'arbitraire et à la domination d'un clan au sommet de l'État. Pour nous, l'égalité, c'est mener le combat pour une politique fiscale plus juste.

En ce qui concerne la fraternité, pour nous, redresser la République, c'est considérer que tout doit être fait pour construire cet idéal. Nous n'avons pas oublié le "karcher", nous n'avons pas oublié la "racaille", nous n'avons pas oublié ce qui a été dit sur le vote des étrangers aux élections locales, qui menacerait, nous dit-on, notre cohésion nationale. Mais de qui se moque-t-on ? Il s'agit d'un outil d'intégration, et tous les élus et militants qui sont dans cette salle sont conscients de cette dimension.

Alors pour ce travail de redressement de la République, toute notre énergie est désormais mobilisée pour la réussite du Parti socialiste. De cette réussite dépend notre capacité à gagner les élections européennes de 2014. Des élections qui nous ont toujours été difficiles. De cette mobilisation dépend notre capacité à gagner les élections municipales de 2014, de cette mobilisation dépendent les élections de 2015, et bien sûr, en 2017, la poursuite du changement autour de François Hollande.

Notre soutien à la synthèse est conditionné à la poursuite de la rénovation. Il ne s'agit pas de mettre la poussière sous le tapis et de dire que nous avons fait les Primaires. Nous serons demain vigilants pour veiller à ce que des engagements concrets, pris en commission des résolutions, soient inscrits dans le marbre (Nous ne doutons pas de la volonté de notre Premier secrétaire de respecter les engagements pris en commission des résolutions).
Chers camarades, pour nous, socialistes, la quête d'idéal n'est pas une lutte sans fin. Alors nous devons amplifier le mouvement. Ne perdons pas notre pensée rebelle, que nous soyons au pouvoir ou que nous soyons dans l'opposition, nous sommes les dépositaires d'une longue histoire, et nous ne devons jamais l'oublier. Telle est la mission de notre parti, et nous devons réussir ensemble. »

Marc Coatanéa

« Les questions économiques et sociales sont au cœur de l'action de François Hollande et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault : emploi, pouvoir d'achat, croissance sont autant de domaines d'action prioritaires de notre majorité afin d'améliorer la vie des Français. Les questions sociétales seront également des marqueurs importants de l'action de la gauche au pouvoir. C'est toujours avec la gauche que les évolutions de notre société sont comprises puis traduites dans les lois de la République. Le président de la République a d'ailleurs décidé d'ouvrir plusieurs chantiers dans ce domaine : ouverture du mariage et de l'adoption pour toutes et tous sans discrimination liée à l'orientation sexuelle, ou encore l'accompagnement de la fin de vie dans la dignité. La droite qui promeut le libéralisme économique à tout va sera celle qui s'accrochera au conservatisme sociétal le plus abouti. Leur détestation de tout nouveau droit pour les homosexuels n'a d'égale que celle qu'ils ont à l'endroit des jeunes, des étrangers, ou même des femmes. Le clivage est net. Secrétaire national aux questions de société depuis cet été, je le mesure à chaque rencontre avec les acteurs associatifs, ils veulent tous participer aux changements que nous mettons en œuvre. Sur tous ces sujets, la droite voudrait museler la société.
Droit à mourir dans la dignité, droit de vote des étrangers aux élections locales, mariage et adoption pour tous, abolition du système prostitueur, lutte contre toutes les discriminations. Nous sommes et resterons les forces de progrès, la dynamique du changement. »

Pascal Joseph

« Cher-e-s camarades,
La motion 5 a porté la seule question qui vaille, à quoi servons-nous, lorsque nous sommes au pouvoir ? Se rassembler, c'est l'évidence. Soutenir, c'est l'évidence ! Mais, sur bien des points, la loi n'y suffira pas. En République, il faut des lois mais il faut des mœurs et travailler à convaincre et convaincre encore ! Le mariage pour tous, nous sommes pour ! Mais, il ne suffit pas de le dire. Voyez la charge de la droite et des clergés et y compris les réserves au sein de notre camp. N'oublions que pour le PACS, nous avons dû nous y reprendre à deux fois, parce qu'en 1998, ce sont les voix des nôtres qui ont manqué ! De même, il ne suffit pas de dire depuis 30 ans que nous sommes pour le droit de vote des étrangers. La motion 5 demande que soit lancée une grande campagne en faveur de ceux que nous reconnaissons comme des résidents de la République ! Devant ces combats d'opinion, nous souhaitons que le Parti socialiste relève le défi ! Nous devons remettre en mouvement les militants, les 600 000 personnes qui ont laissé leurs coordonnées, les 3 millions de Français des Primaires, les électeurs qui espèrent. À ces conditions, nous serons les acteurs du changement dans la durée. Déployons-nous et soyons dans les batailles qui s'annoncent ! Aux avant-postes ! C'est notre place ! »

Philippe Allard

« Tous les camarades militantes et militants de la motion 4 ont été très heureux de participer à ce congrès. L'objectif, pour nous, était de faire vivre le débat et donc de porter un certain nombre d'engagements pour faire avancer notre parti, permettre et oser qu'il aille plus loin plus vite. Ces quatre piliers sur lesquels nous nous sommes engagés, ce sont : l'emploi, l'Europe, la révolution démocratique, et la transition écologique.
Un congrès doit nous permettre de favoriser le débat, la discussion entre les militants socialistes. Ce qu'on peut tout de même regretter après ces heures de discussions, c'est qu'on a l'impression que la parole des militantes et des militants n'a peut-être pas été assez entendue. Une fois que nous avons débattu, une fois que, les uns et les autres, nous avons pu faire nos propositions avec l'ensemble des autres motions, en principe se réalise la synthèse des socialistes. C'est-à-dire le temps où les différentes motions se rencontrent pour discuter d'un texte commun. Cette synthèse était importante, et, contrairement aux anciens congrès, cette synthèse aurait dû se passer avant ce congrès.

La discussion s'est déroulée dans un climat très chaleureux, très intéressant et chaque motion a pu réellement proposer, de façon à ce que nous puissions construire ensemble un texte commun pour réussir cette synthèse commune. Tout le monde a participé, nous avons passé plusieurs heures, de façon à ce que cette synthèse puisse se réaliser. Mais coup de théâtre, lorsque nous sommes arrivés hier, en fait, le texte que nous avions discuté, le texte qui avait été élaboré par l'ensemble des motions avait changé entre Paris et Toulouse. Paraît-il que cela viendrait d'en haut. La question, bien sûr, est de savoir qui est en haut, qui peut réussir à changer ainsi le travail des différentes motions. Nous n'en avons toujours pas la réponse. En tout cas, que l'on sache que nous, militantes et militants socialistes de la motion 4, nous sommes bien sûr favorables à un rassemblement des socialistes. Seulement ce rassemblement ne peut pas se faire dans n'importe quelles conditions. On ne peut pas nous dire : *"Venez discuter, réalisons ensemble une synthèse, travaillons ensemble sur le même texte"*, et, s'apercevoir que ce texte a finalement été modifié. Que l'on sache en tout cas que nous, militants et militantes de la motion 4, nous sommes prêts à réengager la discussion pour réussir ce rassemblement des militantes et des militants socialistes.

Je voudrais aussi intervenir rapidement sur le thème de l'éducation qui est pour nous fondamental. L'éducation, évidemment, nous l'entendons aujourd'hui avec le ministre, des actions sont actuellement menées. Mais on peut tout de même s'interroger : est-ce que la question des rythmes scolaires est aujourd'hui la question fondamentale pour l'engagement des socialistes ? Je voudrais dire à Vincent, je voudrais dire à l'ensemble des socialistes que nous avons un engagement à tenir vis-à-vis des Françaises et des Français, nous, socialistes, nous avons un engagement réel sur l'école. Cet engagement est simple, cet engagement est clair. Dans nos quartiers, dans l'ensemble de nos banlieues, les socialistes doivent réussir à ce que l'école soit égale pour tous. Si demain, à la fin de notre mandat, nous n'avons pas réussi à permettre que tous nos enfants, tous les enfants de la République, quelles que soient leurs origines, aient acquis les mêmes enseignements et la même qualité d'enseignement, et puissent réussir comme les autres. Certes il y a des parents qui vont faire pression sur les rythmes scolaires, qui vont venir nous dire : *"Il faut absolument rediscuter sur ce point."* Mais celles et ceux qu'on n'entend pas, celles et ceux qui attendent de nous l'école de la réussite, ce sont ces parents, tous ces parents qui ont des enfants dans les écoles de la République et qui attendent qu'on leur accorde cette école égale pour tous. Aujourd'hui, ce n'est pas encore le cas. On nous attend, nous, socialistes sur ce domaine. Nous devons réussir l'école, l'égalité de l'école pour tous. »

Liêm Hoang Ngoc

« Mes chers camarades, la victoire de François Hollande a offert une bouffée d'oxygène à toute l'Europe. L'incapacité des politiques d'austérité à combattre la crise est désormais admise. Au Parlement européen, avec les socialistes, ce qui est à l'ordre du jour c'est désormais de passer à l'étape suivante de la construction européenne en la dotant des attributs qui lui font défaut : une union bancaire intégrée pour contrôler la finance, garantir les dépôts, résoudre les crises sans faire payer à nouveau le contribuable ; un véritable budget fédéral d'investissement ; des euro-obligations et surtout un pilier social, et la démocratie ! Au cœur de la démocratie, il y a les parlements, européens et nationaux. Leur rôle doit être renforcé face aux erreurs de la commission et aux tergiversations du Conseil.
En attendant, l'Europe va affronter sa deuxième récession en trois ans, avec pour corollaire le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la désespérance sociale et l'euroscepticisme. En rétablissant la justice fiscale, la France aura réduit en un an son déficit structurel de 40 milliards. Dès 2013, le déficit structurel se rapprochera de 0,5 du PIB. Il faudra, lors des prochains sommets, adapter le rythme de réduction des déficits pour toute la zone euro, de concert avec nos partenaires européens. Il faut modifier la règle de calcul des déficits en mettant de côté l'investissement public pour permettre à nos collectivités territoriales de financer leurs projets.
L'investissement dépend avant tout de la demande et d'une politique industrielle qui pourra recevoir le soutien de la banque publique d'investissement. Si problème de coût il y a, il concerne les entreprises où la masse salariale est importante. Il faut alors remplacer la cotisation patronale par une CSG entreprise assise sur une assiette incluant les salaires et les profits pour favoriser les PME riches en emplois.

L'air du temps ne nous est pas forcément favorable. Dans ce contexte, il faut faire bouger les lignes dans les cadres existants, il faut inverser le rapport de force pour préparer l'étape suivante, celle d'une authentique Europe politique et sociale. Telle doit être notre feuille de route pour les futures élections européennes. »

Patrick Bloche

« Chers camarades, comment ne pas se réjouir de la densité, de l'extraordinaire richesse de nos débats, de nos échanges, et cela dans une belle unité ? Notre parti, pilier central du changement répond plus que jamais présent, pour soutenir l'action du gouvernement, mais aussi éclairer l'avenir.
Regardez la violence avec laquelle une droite, de plus en plus extrême tente d'empêcher l'élargissement du droit de vote aux élections locales aux étrangers non-communautaires, ou l'ouverture du mariage et de la parentalité. Notre mobilisation doit être totale, car il ne suffit pas que le gouvernement dispose d'une majorité dans les deux assemblées pour voter ces lois, même si c'est naturellement indispensable. Il nous faut aussi, sur le terrain, à la fois convaincre nos concitoyens et combattre ceux qui tentent d'entraver la dynamique du changement. Pourrions-nous ainsi rester les bras croisés quand Jean-François Copé et d'autres à droite annoncent déjà, avant même que la loi ne soit débattue et votée, qu'ils refuseront de l'appliquer et d'unir des couples de même sexe, bafouant ainsi de manière scandaleuse les principes les plus élémentaires de la démocratie ?

Non, et c'est la raison pour laquelle, nous n'avons jamais considéré que nous avions terminé notre tâche une fois François Hollande élu président de la République, et une majorité de gauche élue à l'Assemblée nationale. C'est sans doute maintenant que le Parti socialiste est le plus utile. Ce parti qui est aujourd'hui rassemblé et uni comme il ne l'a jamais autant été depuis longtemps.
Il y a dans le rôle qui nous échoit une dimension culturelle et éducative qui est au cœur de l'histoire du socialisme. Et au moment même où est lancé le grand chantier de la refondation de l'école de la République, dont Vincent Peillon aime tant à dire que c'est tout autant la refondation de la République par son école, nous devons plus que jamais nous rappeler que vivent grâce à nous, et plus que jamais à l'ère du numérique qui a tant révolutionné et démocratisé l'accès à l'éducation et à la culture, les fondamentaux de l'éducation populaire. Nous donnerons ainsi tout son sens à la priorité donnée à la jeunesse par François Hollande dans son projet présidentiel. »

Adoption de la charte éthique

Adeline Hazan
Alain Bergounioux

« Alain Bergounioux et moi-même avons eu la charge de rédiger cette charte éthique. Nous l'avons présentée au bureau national du 9 octobre, et aux motions hier.
Je veux insister sur l'importance pour notre parti de se doter d'une telle charte éthique qui rappelle en préambule nos valeurs. Il était important que dans un texte écrit, une sorte de code de conduite qui s'impose à nous tous, militants, élus, responsables, soit rappelé.
Nous avons voulu concevoir cette charte en deux parties : tout d'abord, les droits et les devoirs des militants de notre parti, et ensuite, les droits et les devoirs des responsables et des élus de notre parti. En ce qui concerne les droits des militants, nous avons voulu rappeler la liberté d'expression et le respect du vote personnel. Nous avons acté l'accès aux responsabilités et aux mandats électifs dans le parti, sans discrimination d'aucune sorte. Nous avons rappelé l'obligation de parité dans notre parti, tant au niveau local que national.
Nous avons inscrit comme corollaire de la liberté d'expression l'obligation de respecter les décisions prises par le parti une fois la délibération faite, et notamment l'obligation de ne pas présenter de candidat contre les candidats investis par le parti.

En ce qui concerne les devoirs des dirigeants ou élus du parti, il nous a semblé nécessaire de rappeler que les missions dont nous sommes investis doivent être exercées dans l'intérêt général, et non dans l'intérêt particulier. Enfin, nous avons acté le principe que les dirigeants ou élus condamnés pour des délits relatifs à leurs responsabilités pourront être suspendus s'ils ne sont condamnés qu'en première instance, mais pourront être exclus du parti en cas de condamnation définitive. »

Réinventer le PS

Charlotte Brun

« Un parti utile, c'est un parti conscient que si nous avons gagné dans les urnes, si cette victoire ne s'est pas faite par défaut, nous sommes loin d'être majoritaires dans les esprits. Ces dix dernières années, grâce à de puissants relais d'opinion, la droite a imprégné en profondeur la société par ses valeurs. Notre première responsabilité, c'est bien de déployer une énergie considérable pour contrer la force des résistances de tous ceux qui n'ont pas intérêt à ce changement. Nous n'avons pas, nous, le JT de Jean-Pierre Pernaut pour nous aider à diffuser nos idées et notre grille de lecture de la société. Mais nous avons un formidable outil : notre parti, celui avec lequel nous avons pu gagner ces dernières élections, celui qui a su se mettre en interaction permanente avec les Français, en construisant notre projet avec eux, en diffusant notre programme comme jamais, à travers Internet ou à travers les porte-à-porte. Notre grand parti doit, plus que jamais, continuer à être un parti militant, à garder ses portes grandes ouvertes, pour continuer ses rencontres avec les syndicats, avec les associations pour continuer à être force de proposition.

Notre grand parti doit aussi reprendre son rôle d'éducation populaire pour préparer en amont les consciences, car le changement nécessite que nous mobilisions notre base sociale en menant cette bataille politique fondamentale des mots et des valeurs. C'est le sens des ateliers du changement.
Mais la responsabilité du PS, c'est aussi de poursuivre sa rénovation qui passe forcément par le non-cumul des parlementaires, une meilleure représentativité et je pense tout particulièrement à l'accès aux responsabilités des personnes en situation de handicap.
Enfin, la rénovation, c'est la parité. Il nous reste encore du travail pour que dans trois ans, il n'y ait plus seulement 10 % de premières secrétaires fédérales ou qu'il n'y ait plus, comme hier, une liste qui mette en exergue des interventions dans lesquelles seules quatre femmes sont citées sur 23 intervenants.
J'ai d'ailleurs une proposition à vous faire : que la première décision de notre Premier secrétaire soit d'organiser une formation généralisée aux enjeux de l'égalité dans la direction nationale comme dans l'ensemble des fédérations. »

Gwendal Rouillard

« Comment passer de l'opposition à la majorité ? Depuis ce mois de mai, nous entendons parler de la génération Hollande. La génération Hollande ne se décrète pas, elle se construit. Elle est soucieuse de rassembler toutes les générations. Elle ne doit pas se perdre dans les discussions de couloirs, elle trouve sa légitimité dans les territoires. La génération Hollande ne fuit pas, elle assume les difficultés du pays, et la nécessité de le redresser. Elle a cette capacité à se mobiliser sur les priorités du président de la République. Elle soutient avec fidélité notre Premier ministre, Jean-Marc Ayrault. La génération Hollande, c'est aussi d'une certaine manière, Harlem, par son parcours, pas ses valeurs, par sa ténacité, par sa capacité à fédérer, par son état d'esprit positif et constructif. L'enjeu pour nous c'est d'accompagner le changement, c'est d'engager le changement, et c'est de faire en sorte que nous construisions avec Harlem, autour d'Harlem, un parti de combat, et un parti de débat. »

Laurianne Deniaud

« Nous avons la passion de l'engagement. Nous sommes des citoyens, nous avons choisi de donner de l'énergie au service de nos idées et au service des autres, parce que nous croyons à une société plus juste. Nous sommes fiers de notre parti et nous voulons qu'il soit aimé encore plus, qu'il soit toujours plus utile, pour que tous les Français sachent que c'est leur parti.

Nous sommes toujours plus forts pour mener des combats quand nous partageons le pouvoir avec les citoyens. Partager les pouvoirs, c'est encore plus ouvrir le PS, c'est inventer un PS organisé en réseau, en thématiques. Partager les pouvoirs, c'est organiser des ateliers du changement, avec le peuple de gauche, avec les associations, les syndicats, les entreprises, les chercheurs, pour décider de ce que nous ferons, de ce que nous porterons, de ce que nous engagerons.

De rudes batailles nous attendent, face aux conservatismes, aux lobbys, à la droite, à l'extrême droite, et aux forces de l'argent. Nous ne reculerons pas, nous nous battrons contre la spéculation, contre la rente, contre tous ceux qui considèrent que leur patrimoine les exonère de participer à l'effort qui est porté depuis bien trop longtemps maintenant par ceux qui vivent de leur force de travail.

Nous allons entrer dans les débats, pas en nous excusant de réformer, mais en assumant les combats. François Hollande nous le disait au Bourget, rappelez-vous : l'âme de la France c'est l'égalité. L'égalité, dans notre pays est toujours un combat. Le droit de vote des femmes était-il prioritaire en 1944 alors qu'il fallait reconstruire la France ? L'accès à l'IVG était-il prioritaire alors que la France affrontait le choc pétrolier des années 1970 ? L'abolition de la peine de mort, la dépénalisation de l'homosexualité ont-ils empêché la cinquième semaine de congés payés et les 39 heures ? Le PACS a-t-il été incompatible avec la CMU ou les 35 heures ?

La vérité, c'est que le mariage pour tous, l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, ou le droit de vote des étrangers ne nous empêcheront pas de nous mobiliser pour la loi contre les licenciements boursiers, pour réquisitionner les logements vacants ou pour travailler encore et encore à la réorientation de l'Europe. Partager les pouvoirs, c'est réconcilier les Français avec la politique. C'est le parti de l'égalité, c'est un parti féministe, avec la parité dans nos instances et dans nos prises de parole. C'est un parti qui considère qu'un mandat n'est jamais une propriété privée et qui fera le non-cumul des mandats.

Cher Harlem, c'est désormais à toi qu'il reviendra d'animer ce beau collectif, de susciter la créativité, les talents, l'énergie. Liberté, égalité, fraternité, notre parti a la France au cœur. Construisons ensemble un mouvement qui permettra à chacun d'en faire un espace de progression de ses propres libertés, un outil d'émancipation, un parti plus ouvert et plus fraternel encore, et il deviendra demain, mes amis, mes camarades, le cœur battant de la démocratie française. »

Luc Carvounas

« Ce congrès se déroule dans un contexte tout à fait exceptionnel pour la gauche française. Alors, il nous revient de poursuivre l'objectif du président de la République, réenchanter le rêve français. Nous devons nous interroger sur notre capacité d'unir la gauche autour de ce projet commun. L'histoire de la gauche est avant tout l'histoire d'une aventure commune : de longues luttes sociales, pour le droit de grève et syndical, pour le droit à l'enseignement, pour la liberté d'association ou encore pour la grande loi de 1905. Notre patrimoine commun, ce sera le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, ce sera le mariage pour tous, voilà ce que nous allons construire. Je connais Harlem, je connais sa détermination pour que le Parti socialiste devienne un trait d'union entre notre majorité conduite par Jean-Marc Ayrault, notre Premier ministre, et la société française. Tu veux que nous soyons le moteur d'une gauche unie et rassemblée.
Alors, dans cette période historique que nous vivons, chacun doit prendre conscience de la très lourde responsabilité politique qui nous incombe. À ceux qui doutent, rappelons la leçon de Léon Blum, lorsqu'il nous invitait à rester nous-mêmes. Rappelons-nous nos choix d'Épinay, lorsque nous parlions d'un programme, oui, mais de l'idéologie, non. La nouvelle place que doit occuper le Parti socialiste doit être sur cette ligne de conduite. Elle induit, vis-à-vis de nos partenaires, un dialogue, certes constructif, un travail commun et le respect de chacun, mais cette relation nécessite aussi parfois une certaine fermeté, une certaine intransigeance sur nos convictions.

L'unité de la gauche, mes chers camarades, est notre bien le plus précieux, sans quoi rien n'est possible. Mais nous devons avoir un langage de vérité. On ne peut pas être partenaires et faire défaut dans les moments les plus importants. Disons-le simplement et fermement : être partenaire du Parti socialiste, ce n'est pas seulement s'en souvenir entre les deux tours d'une élection, être partenaire du Parti socialiste, ce n'est pas prendre des circonscriptions et rejeter le projet du président, être partenaire, c'est être dans une coproduction politique. Avec toi, cher Harlem, le Parti socialiste est prêt pour faire l'union avec tous, il est prêt pour cette revanche que la droite s'imagine au cours des élections municipales prochaines. Ce rêve français que le président nous a invité à faire, ce rêve militant, ce rêve d'une gauche unie, nous le faisons et nous le partageons avec toi, cher Harlem. »

Kader Arif

« Le monde va si vite qu'on en oublie le bonheur de nos victoires, qu'on en oublie la réalité de l'action gouvernementale, qu'on en oublie la réalité de nos réalisations et la tenue de nos engagements. Ce monde va si vite qu'on oublie les dix ans de dégâts de la droite, qu'on serait déjà coupable de ne pas avoir réparé en 100 jours une France abîmée. Qui pouvait penser il y a seulement un an, à nos victoires ? La victoire de François à l'élection présidentielle, la victoire aux législatives avec une nouvelle génération, une équipe gouvernementale dont on n'a pas assez parlé, derrière Jean-Marc, qui est unique, une équipe gouvernementale à parité, une équipe gouvernementale rajeunie, une équipe gouvernementale où la diversité est au rendez-vous.

Je voudrais vous dire qu'on peut être fiers d'avoir Jean-Marc Ayrault comme Premier ministre, parce que c'est un homme de vérité, parce que c'est un homme de convictions, parce que c'est un homme de valeurs. Dans ce monde de faux-semblants, c'est un homme atypique, parce que c'est un homme des territoires, parce que ce n'est pas un homme des dîners en ville et des faux réseaux d'influence. Soyons fiers de Jean-Marc Ayrault, parce qu'il est nous, parce qu'il est socialiste.

La droite n'a eu de cesse que de mettre à mal ce lien si particulier qui nous unit en créant de l'injustice et de la misère. Elle a mis à mal cette nation parce qu'elle a créé les conflits en dressant les citoyens les uns contre les autres. L'un de nos grands combats sera de nous faire nous retrouver. En même temps, faire que la République ne soit pas seulement un paravent, mais que la République que nous portons soit aussi une République d'ascenseur social, une République faite de devoirs, mais une République aussi faite de droits. Toulouse a fait la démonstration, dans un moment dramatique. Elle a su se rassembler autour des valeurs de la République, contre l'antisémitisme, contre le racisme. Toulouse a su, en ces moments-là, donner une image de la République et honorer tout le pays.

Je conclus sur Harlem que je connais depuis longtemps. S'il y a une qualité au-dessus de tout pour Harlem, une qualité qui disparaît dans le monde dans lequel on vit, c'est le courage. *"Haut les coeurs"*, camarades, parce que nous avons un Premier secrétaire courageux. Dans les combats qui vont être devant nous, en cette terre gasconne qui aime tant la castagne, nous avons un Premier secrétaire comme Harlem Désir qui va nous mener au changement. Pour que le changement ne soit pas seulement un espoir mais une réalité. Faisons confiance à Harlem, faisons confiance à l'équipe qui l'entourera. Je crois que nous pourrons à nouveau nous retrouver avec fierté, parce que la France aura changé. »

31 Haute-Garonne

PS
CONGRÈS DE TOULOUSE
PS
Intervention du Premier secrétaire
Tous ensemble
PS
CONGRÈS DE TOULOUSE

Frédérique Espagnac

« Soyons fiers de notre parti, de ses débats et de son combat. Ce parti est un parti ouvert, un parti de convictions, un parti de valeurs, un parti démocratique, où le débat a toute sa place. Soyons fiers de ces Primaires, soyons fiers de la victoire au Sénat et à l'Assemblée nationale. Il faut que cette fierté irrigue la France et notre rapport avec les Français. C'est là le premier rôle du Parti socialiste. Nous devons être fiers de notre lien avec le président et avoir confiance en les engagements qui ont été pris.
Nous devons nous mobiliser, nous devons avoir un temps d'avance, innover, être plus que jamais force de propositions. Notre responsabilité, nous qui avons connu François Hollande, c'est maintenant d'être en première ligne pour mener les batailles des idées, pour être aux côtés des camarades, aux côtés de la société dans un dialogue permanent, au quotidien.
Nous voulons réussir et nous voulons que la gauche soit fière de cette réussite. Nous serons d'autant plus forts que le parti saura faire émerger nos nouveaux responsables socialistes et que la société sera enfin mieux représentée dans nos rangs.
Le PS doit être un forum d'échanges, de coordination et d'actions avec les élus locaux, les intellectuels, les ONG, les syndicats, les partenaires. Un PS écologiste, un PS innovant, un PS proche des salariés, aux côtés des petites entreprises et un PS qui se bat pour la réindustrialisation de notre pays.
Nos victoires ne seront véritables que si elles marquent un changement dans l'évolution de notre pays, que si nous sommes au quotidien sur le terrain. Il sera important pour nous, pour notre parti, de continuer à s'appuyer sur cette formidable énergie venant de la base, qui porte bien son nom, car sans ces solides fondations aucun changement n'aurait été possible. »

Charte éthique du Parti socialiste

Préambule

Nous militantes et militants du Parti socialiste affirmons notre pleine adhésion aux valeurs qui sont exprimées dans notre Déclaration de Principes. Ce sont les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de laïcité, de justice et de paix qui sont le fondement du socialisme démocratique. Nous nous engageons à les respecter, les défendre et les promouvoir. Elles demandent que le Parti socialiste suive dans son organisation et sa vie interne, un code de conduite accepté par tous ses adhérents.

Droits des militantes et militants du Parti socialiste

Les militantes et militants disposent de la liberté d'expression, et peuvent ainsi librement exprimer leurs opinions et prises de position dans les réunions organisées par le Parti socialiste. Le respect du vote personnel dans tous les scrutins organisés par le parti est un principe intangible.

Les militantes et militants sont informés des prises de position du Parti socialiste, de l'organisation de ses diverses activités tant locales que nationales (forum, convention, congrès, etc.). Ils peuvent y participer selon les règles relatives à l'organisation de ces événements et activités.

Les militantes et militants sont accueillis et formés à leur arrivée au sein du Parti socialiste. Ils pourront, s'ils le souhaitent, prendre des responsabilités au sein du parti, tant au niveau local que national. Les militantes et militants doivent également pouvoir être formés, sur diverses thématiques, tout au long de leur engagement, et leurs compétences et savoir-faire pourront être valorisés et partagés collectivement.

Les militantes et militants ont accès aux responsabilités partisanes et électives, sans discriminations de sexes, d'âge ou d'origine. La parité est respectée par le Parti socialiste, tant au niveau local que national.

Les militantes et militants, en cas de conflit au sein du Parti socialiste, ont le droit de saisir une instance indépendante de la direction fédérale ou nationale du parti.

Les militantes et militants sont protégés d'éventuelles pressions de toutes nature, par la Commission des conflits, et si nécessaire, par la Haute autorité.

Devoirs des militantes et militants du Parti socialiste

Les militantes et militants ont pour devoir de participer, par leur adhésion, soit à l'activité syndicale soit à la vie associative ou à toute autre forme d'engagement citoyen. Ils le font en respectant l'indépendance des organisations.

Les militantes et militants s'engagent à respecter le cadre de réflexions et d'actions collectives qu'est le Parti socialiste, à travailler en bonne entente, et dans un respect mutuel et un esprit de camaraderie au sein du Parti socialiste.

Les militantes et militants s'engagent, lorsque le débat a abouti à une prise de position par le Parti socialiste, à respecter les décisions collectives.

Les militantes et militants s'engagent à ne pas se présenter contre des candidats investis régulièrement par le Parti selon ses procédures statutaires.

Les militantes et militants s'engagent, pour participer à l'effort collectif, à être à jour de leurs cotisations.

Devoirs des militantes et militants élu-e-s ou dirigeant-e-s du Parti socialiste

Dans l'exercice des mandats, l'intérêt général et la défense de nos valeurs sont les seuls objectifs.

Le respect de la Loi de la République s'impose à tous et à toutes. Aucun comportement pouvant être assimilé à un abus de pouvoir, à un conflit d'intérêt ou à l'utilisation à des fins personnelles des moyens du Parti, de l'Etat ou d'une collectivité publique quelle qu'elle soit, ne sera toléré.

Les élus ou dirigeants du parti, nationaux ou locaux, condamnés pour des délits relatifs à leurs responsabilités ou contraires aux valeurs et principes du Parti pourront être suspendus en cas de condamnation en première instance et exclus en cas de condamnation définitive.

Notes

Notes

PS

CONGRÈS de TOULOUSE

du 26 au 28 octobre 2012

parti-socialiste.fr/congres